

REPUBLIQUE DU SENEGAL



MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

Un Peuple – Un But – Une Foi



**LOI N°2021-42 DU 20 DECEMBRE
2021 PORTANT LOI DE FINANCES
POUR L'ANNEE 2022**

Table des matières

| | |
|---|---------------|
| EXPOSE GENERAL DES MOTIFS | - 3 - |
| EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE | - 31 - |
| PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT | 32 |
| TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT | 32 |
| TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES | 39 |
| DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES ... | 42 |
| TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS.. | 42 |
| TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES | 45 |
| LOI N°2021-42 DU 20 DECEMBRE 2021 | 48 |
| PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT | 49 |
| TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT | 49 |
| TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES | 52 |
| DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES ... | 55 |
| TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS.. | 55 |
| TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES | 56 |
| ANNEXE I : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR TITRE, ARTICLE, PARAGRAPHE | 59 |
| ANNEXE II: TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES | 60 |
| ANNEXE III : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL | 62 |
| ANNEXE IV : DEFICIT STANDARD | 98 |
| ANNEXE V : RESERVE DE PRECAUTION | 99 |
| ANNEXE VI : ENCOURS ET ECHEANCES DU SERVICE DE LA DETTE | 100 |
| ANNEXE VII : TABLAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE HORS CST | 101 |
| ANNEXE VIII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE HORS CST | 104 |
| ANNEXE IX : TABLAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE HORS CST | 109 |
| ANNEXE X : PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL ET MENSUALISE 2022 | 110 |
| ANNEXE XI : SITUATION DES RESTES A PAYER AU 30 SEPTEMBRE | 111 |

EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

Le Budget 2022, boussole de la consolidation des bases pour le progrès économique et social

La loi de finances pour l'année 2022 s'inscrit dans un contexte particulièrement marqué par la poursuite de la lutte contre la pandémie de la Covid-19, de la relance de l'économie, à travers le PAP2A et la mise en œuvre des instruments majeurs comme le programme *XĔYU NDAW ÑI*.

En effet, il en faudra du temps, et du recul pour analyser et appréhender l'ensemble des conséquences de la pandémie de la Covid-19 sur la vie des hommes, le fonctionnement des États et la marche des Nations.

Mais une chose est d'ores et déjà sûre : en termes de ravages, le coronavirus Sars-Cov-2 rivalise aisément avec ses plus sinistres ancêtres tels que la bactérie de la peste, le virus de la grippe espagnole ou même le VIH/SIDA.

Non pas qu'il se montre aussi ravageur ; au contraire, le propre de ce virus est d'être beaucoup moins létal que nombre de fléaux ayant accablé le genre humain de l'Antiquité à nos jours. Mais la pandémie actuelle possède un caractère spécifique, qui la rend particulièrement redoutable et qui s'exprime à travers trois facteurs :

- 1- son impact psychologique : la Covid-19 surprend l'Homme à une étape de son évolution où il pensait avoir dompté les maladies infectieuses. Elle le renvoie à sa fragilité, au moment où la Science l'avait persuadé de sa toute-puissance ;
- 2- sa vitesse de propagation : dans un monde ouvert aux vents de la globalisation, la libre circulation des biens et des capitaux s'accompagne d'une extrême mobilité des personnes, mobilité dont le coronavirus Sars-Cov-2 a fait son Cheval de Troie.

C'est ainsi que le jargon de la Covid-19 (« tests », « masques », « confinement », « déconfinement », « mesures barrières », « vaccins », « immunité collective », etc.) est désormais usité dans toutes les langues du monde, jusque dans la lointaine Océanie qui s'était longtemps crue protégée par son isolement. Et l'on découvre que la mondialisation est aussi une mondialisation de la souffrance, de la peur et de la mort...

3- son effet corrosif sur le vivre-ensemble : toutes les crises y compris, pour ne pas dire surtout, les crises sanitaires, ont des effets négatifs sur l'économie et la vie en société. Mais celle-ci, parce qu'elle décourage et limite les contacts humains, est particulièrement pernicieuse :

(i) pour l'économie de marché, puisque la production de richesses repose sur l'interaction entre les individus ;

(ii) pour la cohésion sociale, car devoir fuir les autres pour échapper au virus entraîne le repli sur soi, le ressentiment mais aussi sème les germes de la révolte populaire.

Dans cette mer agitée, qui menace de submerger aussi bien les paquebots (les pays industrialisés) que les frêles esquifs (les pays en développement), le pavillon Sénégal tient bon. Son capitaine (Son Excellence le Président de la République Macky SALL) tient ferme le gouvernail ; l'équipage (c'est-à-dire l'Administration, avec en première ligne les personnels de santé) est dévoué à la tâche et les passagers (à savoir le peuple sénégalais) n'ont jamais perdu leur sang-froid.

Toutefois, il est venu le temps de fixer un nouveau cap.

Une réactivité imparable, une communication tous azimuts, une débauche de moyens rapidement déployés et enfin une campagne de vaccination prometteuse avec l'appui de partenaires financiers, sont en train d'éloigner notre pays du cœur de la tempête.

Le virus circule toujours ; il reste d'autant plus dangereux qu'il lui arrive de muter en de redoutables variants, mais l'horizon est en train de s'éclaircir. En effet, l'intensification de la campagne de vaccination, le relèvement des plateaux techniques des structures de santé, la promotion de l'approche communautaire ont permis un retour à une certaine normalité dans le quotidien des sénégalais. Cette stratégie sera poursuivie voire renforcée en 2022 avec notamment l'acquisition de nouvelles doses de vaccins sur financement de l'Etat et de la Banque mondiale pour un montant d'environ 45 milliards FCFA pour assurer la vaccination de l'ensemble de la population et le maillage du territoire national en infrastructures sanitaires avec la mise en service de quatre nouveaux hôpitaux régionaux. Il est également prévu la construction de la Polyclinique de l'Hôpital principal de Dakar.

Le Sénégal veut saisir l'occasion pour réinitialiser son logiciel de développement ; car à travers chaque crise : des souffrances ; mais derrière chaque crise : des opportunités.

La pandémie Covid-19 aura au moins permis de tirer deux enseignements majeurs, dont le Gouvernement veut faire des axes forts de sa politique budgétaire :

- a. l'autonomie en matière de production de denrées et biens de première nécessité représente une question vitale pour un pays. L'histoire récente a montré que quand tout le monde a besoin de la même chose et au même moment, chaque pays s'arc-boute sur ses intérêts...

L'égoïsme vaccinal des États a succédé à leur égoïsme en matière de tests et de masques. La fermeture des frontières a entravé les échanges commerciaux, entraînant des tensions sur la disponibilité de certains produits, voire des pénuries.

Le Sénégal a décidé d'en tirer toutes les conséquences en accélérant son développement agricole et en se dotant d'une industrie pharmaceutique digne de ce nom grâce à une stratégie de développement mise en place et soutenue par la structuration d'un plan de relance du secteur.

- b. l'autre phénomène pour lequel la crise a servi de révélateur, c'est l'impérieuse nécessité pour les pouvoirs publics de répondre avec diligence à la demande pressante, exprimée avec vigueur par une jeunesse qui réclame des formations solides, des emplois décents et bien rémunérés, un cadre de vie sain ; bref, une jeunesse qui réclame un meilleur avenir et dans des délais plus courts que ce que permet souvent le rythme d'exécution des politiques publiques.

Certes, le temps de l'économie est un temps long. Certes, il faut labourer, puis semer, avant de récolter. Mais le défi lancé par la jeunesse à ses gouvernants impose d'introduire plus d'agilité dans la politique économique et sociale, de préparer le futur tout en apportant des réponses aux urgences du présent.

C'est l'équation que s'efforce de résoudre le Gouvernement à travers la présente loi de finances. Mais pour cela, les solutions classiques ne suffisent plus. Il faut porter l'audace, la volonté, l'innovation et l'ambition à de nouveaux sommets, pour raviver la flamme de l'espérance, **celle d'un peuple qui doit sortir de la crise plus fort qu'il n'y était entré.**

Le budget 2022 n'est donc pas un simple budget de sortie de crise ; c'est aussi et surtout un budget pour consolider les bases d'une économie résiliente, qui doit retrouver la trajectoire d'une croissance plus vigoureuse et plus inclusive.

I. Retrouver une trajectoire de croissance économique plus vigoureuse : faire tourner la machine économique à plein régime

L'économie est la mère de toutes les batailles.

Une économie qui marche, c'est la condition pour des infrastructures de haute qualité, un système éducatif performant, un système de santé robuste, des politiques culturelles dignes de ce nom, et des succès importants dans la lutte contre les inégalités sociales. En retour, ce sont ces mêmes facteurs qui entretiennent les performances de l'économie.

Une politique économique qui négligerait donc le social ne pourrait que générer ou aggraver les inégalités, ce qui, à terme, nuirait à la cohésion sociale, sans laquelle aucun progrès économique n'est durable.

Les efforts de l'Etat en matière de promotion socio-économique des hommes et des femmes, pour créer les conditions d'une prospérité mieux partagée, doivent donc aller de pair avec la lutte contre toute forme de précarité ainsi que l'élimination de toutes les sources de vulnérabilité.

C'est cela qui explique le poids dans le budget de l'État depuis 2012 des dépenses sociales (bourses de sécurité familiale, couverture maladie universelle, projet d'appui aux filets sociaux, etc.), destinées à réduire la pauvreté : plus de 40% en moyenne. Et comme la crise sanitaire a accentué la situation de précarité de beaucoup de ménages, le Gouvernement a décidé, dans la loi de finances pour 2022, de porter le poids des dépenses sociales à presque 50%, si l'on y intègre toutes les initiatives destinées à soutenir l'emploi et l'auto-emploi des jeunes et des femmes. En effet, on combat mieux la pauvreté en donnant aux personnes les moyens de se hisser par leurs propres efforts hors de la trappe de l'assistanat, pour leur permettre d'emprunter l'ascenseur social.

Une économie qui marche, c'est aussi, la condition pour plus de sécurité aux frontières et à l'intérieur du territoire car la construction et l'entretien de forces de défense et de sécurité, à la hauteur des menaces, nécessitent des ressources considérables, que l'État ne peut mobiliser que sur une assiette fiscale large, c'est-à-dire une matière économique solide.

L'Histoire a montré que la démocratie elle-même fonctionne mieux durant les périodes économiquement fastes car la récession ou la faible croissance alimentent le chômage et la précarité, lesquels génèrent angoisse et frustration citoyenne, qui font le lit du populisme.

C'est pourquoi, le Gouvernement mise, plus que jamais, sur le Plan Sénégal Émergent (PSE) pour guérir les maux de notre pays. Le PSE est la meilleure synthèse entre l'économique, le social, l'environnement et le politique, c'est-à-dire les quatre éléments structurants de l'évolution d'un pays, reflétés dans les trois axes du Plan.

A/ En lançant le chantier de l'accélération de l'industrialisation du pays

La crise de la Covid 19 a fini de jeter une lumière crue sur une réalité déjà bien perçue dans le PSE : l'urgence de doter le Sénégal de filières industrielles compétitives à l'international, contribuant très fortement à la croissance du PIB et à l'emploi.

Le tissu industriel sénégalais reste encore très peu développé, avec une faible articulation entre le secteur primaire et le secteur secondaire, se traduisant par la faiblesse des activités de transformation et de valorisation de nos produits. La valeur ajoutée manufacturière (VAM), déjà très faible, a souvent stagné, voire baissé durant ces dernières années.

Notre VAM par habitant représente la moitié de celle du Maroc, le tiers de celle de l'Afrique du Sud, 10% de celle de la Turquie, 3% de celle de la Corée du Sud. Singapour a une VAM par habitant 45 fois supérieure à celle du Sénégal.

Le secteur industriel ne contribue qu'à hauteur de 19% au PIB et compte à peine 9% des entreprises formelles. Notre pays reste encore très dépendant de l'extérieur pour son approvisionnement en produits essentiels, notamment pour son alimentation, et pour la satisfaction de ses besoins en biens d'équipements de consommation courante, malgré le potentiel de ressources disponibles et des opportunités de développer des filières compétitives capables de satisfaire le marché intérieur et de capter la demande extérieure.

La conséquence est presque mécanique : la balance commerciale du Sénégal n'a cessé d'être déficitaire depuis 1963. En 2019 et en valeur absolue, notre pays a importé pratiquement le double de ce qu'il a exporté : 5 372,54 milliards de FCFA contre 3 419 milliards de FCFA. Le Sénégal n'exporte essentiellement que des produits non-transformés et importe la quasi-totalité des produits transformés.

Or la carte économique du monde est claire : les pays qui sont dépendants de l'exportation de produits bruts ont un niveau de vie inférieur.

C'est la raison pour laquelle le Gouvernement cultive l'ambition d'asseoir une industrie compétitive, portée par un secteur privé national fort, contribuant à un développement inclusif et durable, pour un Sénégal émergent à l'horizon 2035. Cette ambition s'articule autour de quatre programmes stratégiques que sont :

- la transformation des matières premières agricoles, sylvopastorales et halieutiques ;
- la transformation industrielle des ressources minérales et des hydrocarbures ;
- le développement de l'industrie pharmaceutique et de la pharmacopée ;
- le développement des industries à forte intensité technologique et capacité d'innovation.

L'industrie devant être le premier débouché de l'agriculture, vont être développés des agropoles intégrés et compétitifs, destinés à jouer le rôle de forces motrices de développement et d'industrialisation régionale, à travers notamment l'amélioration de la valeur ajoutée agricole créée au niveau local dans les différentes zones du pays. L'enjeu est de créer des plateformes de production aptes à mettre sur le marché une offre compétitive de produits capables de s'insérer dans les chaînes de valeurs régionales et mondiales.

Sont ainsi concernés :

- le projet Agropole Sud avec un financement de 57 651 750 000 FCFA. Pour 2022, un montant de 3 899 828 000 FCFA est budgété, dont 2 899 828 000 FCFA attendus de la Banque africaine de Développement (BAD) et de la Banque Islamique de Développement (BID) ;
- le projet Agropole Centre qui bénéficie déjà d'un don de 14 782 500 000 de FCFA de la part du Royaume de Belgique. Les filières prioritaires identifiées sont l'arachide, les céréales « mil-maïs-sorgho » et le sel. Un montant de 300 000 000 de FCFA sera mobilisé en 2022 avec la Coopération Belge et 100 000 000 de FCFA comme contrepartie de l'Etat ;
- le projet Agropole Nord d'un coût global de 65 700 000 000 de FCFA dont les études de faisabilité vont être clôturées en fin 2022 avec comme filières prioritaires le riz, l'oignon, la filière bétail viande et le lait.

Le Gouvernement se concentre également sur :

1. le développement de la Plateforme industrielle internationale de Diamniadio, d'un coût global de 60 milliards de FCFA dont 1 750 000 000 FCFA attendus en 2022 ;
2. la montée en puissance du Domaine industriel de Diamniadio, lancé en 2020, et qui accueille aujourd'hui 27 entreprises : 17 entreprises qui ont démarré leur production et 10 qui sont en phase d'investissement pour 60 milliards de FCFA.

Ce Domaine qui va être la base infrastructurelle de la stratégie vise à faire du Sénégal un hub minier régional, c'est-à-dire un centre de référence dans l'équipement, les services et le capital humain pour les opérateurs miniers établis en Afrique de l'Ouest. Concernant le projet hub minier régional, sa structuration est en cours avec l'appui de la BAD dans le cadre du Projet d'Appui à la Mobilisation des Ressources et l'Attractivité des Investissements (PAIMRAI) ;

3. l'aménagement des Zones économiques spéciales notamment celles de Sandiara et de DIASS pour assurer leur pleine opérationnalité ;
4. le projet PHARMAPOLIS, visant à ériger au Sénégal un centre intégré de production de biens et services pharmaceutiques et biomédicaux. Les études de faisabilité ont été lancées en janvier 2021 en vue d'arrêter le volume des investissements ainsi que le modèle économique du projet ;
5. le projet de mise en place d'une unité de production de vaccins anti-covid-19 et autres de l'Institut Pasteur de Dakar d'un coût de 200 millions de dollars dont les premiers vaccins sont attendus en 2022.

La mise en œuvre de l'ensemble de ces différentes initiatives, pour une transformation industrielle du pays, requiert une forte implication du secteur privé national et international qui n'intervient que si les conditions d'attractivité, de compétitivité et de rentabilité sont réunies. A cet égard, la consolidation d'un climat des affaires sera poursuivie pour impulser davantage les investissements privés. C'est pour cela que la mise en œuvre de ces projets sera accompagnée de réformes phares avec notamment la stratégie nationale de développement du secteur privé, la révision du code des investissements, la formation professionnelle ainsi que l'administration et la législation du travail.

Il s'y ajoute la mise en place de mécanismes de financements innovants pour accompagner le secteur privé national (dont l'informel), le développement et la structuration des projets de type PPP autour des projets stratégiques.

Il sera poursuivi également l'amplification des relations avec l'ensemble des partenaires au développement et l'orientation de leurs interventions autour des secteurs porteurs de croissance.

B/ En usant à bon escient du levier budgétaire

Afin de contenir le choc provoqué par la Covid-19, le Gouvernement avait fait le choix assumé d'ouvrir les vannes de la dépense publique. C'est ainsi que le déficit budgétaire, qui avait été ramené à 3,9% en 2019 (alors qu'il était de 6,5% en 2011), est remonté jusqu'à 6,4% en 2020 et devrait s'établir à 5,4% en 2021 (hors utilisation des DTS).

Ce n'est évidemment pas une bonne nouvelle pour les finances publiques, surtout après le spectaculaire redressement des comptes auquel le PSE avait permis de parvenir, en alliant volontarisme économique et rigueur dans la gestion. Toutefois, si les chiffres sont importants, ce serait une erreur que de réduire le sort d'une Nation à une affaire de chiffres.

Mais quand un virus chasse les touristes, ferme les hôtels, les restaurants, les écoles et les stades, cloue les avions au sol, paralyse les chaînes de production, fait écrouler le chiffre d'affaires des entreprises, envoie au chômage des milliers de travailleurs, alors un seul choix s'impose à l'État : intervenir pour éviter l'effondrement du pays, ni plus ni moins. Et cette intervention s'effectue au premier chef par la dépense publique.

Le Fonds FORCE Covid-19 avait été créé dans ce but et il a rempli son objectif, en renforçant substantiellement les moyens d'intervention du système sanitaire, en soutenant les ménages sénégalais les plus vulnérables ainsi que la Diaspora, en accompagnant les secteurs économiques les plus impactés, à travers des appuis financiers directs et indirects, ainsi que des mesures de soutien fiscal, en sécurisant l'approvisionnement du pays en denrées et produits essentiels. Autant d'actions qui ont permis de contenir la maladie et préserver notre économie de la récession.

Ce choix a naturellement un coût.

En effet, la baisse de l'activité économique ayant un impact mécanique sur le recouvrement des recettes fiscales, c'est-à-dire sur la première source de revenus de l'État, le déficit budgétaire ne pouvait qu'augmenter, de même que, corrélativement, le mécanisme qui permet de le financer : la dette publique.

Les autres États n'ont pas fait des choix différents, une quasi-unanimité régnant parmi les économistes sur le point suivant : en période de crise, l'heure n'est pas à l'équilibre des comptes mais à la sauvegarde des entreprises, à la protection des emplois, au soutien du pouvoir d'achat et au renforcement des services publics, « quoi qu'il en coûte » sur le plan budgétaire.

Exemple :

| | SENEGAL | | | | FRANCE | | | | ETATS-UNIS | | | |
|-----------------------------------|---------|------|------|------|--------|------|-------|------|------------|-------|-------|-------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
| Déficit public/ PIB (en %) | 3,9 | 6,4 | 5,4 | 4,8 | 3,1 | 9,1 | 8,4 | 4,8 | 4,6 | 11,7 | 12,9 | 6,8 |
| Dette publique/ PIB (en %) | 63,8 | 68,7 | 70,9 | 69,9 | 97,5 | 115 | 115,6 | 114 | 106,7 | 107,5 | 108,4 | 109,4 |

Cette situation ne doit pas être sous-estimée mais il faut également éviter de surinterpréter la dégradation ponctuelle des deux ratios ci-dessus. Avant que ne survienne la pandémie, notre pays avait enclenché un cycle de croissance d'une robustesse jamais connue depuis l'indépendance, avec un taux moyen de 6,2% entre 2014 et 2019, ainsi que des pics de 6,6% et 7,4% en 2014 et 2017.

Cette dynamique n'était pas le fruit du hasard mais le résultat de la mise en œuvre du PSE.

C'est cette croissance qui, s'appuyant sur un cadre macroéconomique robuste, a d'ailleurs renforcé la résilience de l'économie ainsi que des finances publiques, permettant à notre pays d'absorber le choc Covid-19 en épargnant à sa population les tourments vécus ailleurs.

C'est la même croissance qui, une fois la crise dépassée, permettra de garnir les carnets de commandes de nos entreprises, de gonfler leurs chiffres d'affaires, de favoriser les recrutements, de stimuler les investissements, d'augmenter les revenus des ménages ainsi que les recettes fiscales, et enfin de ramener les comptes de l'État à l'équilibre ou à des niveaux qui en sont proches.

Car l'analyse moderne des finances publiques distingue deux cycles à l'intérieur de l'activité économique : la composante permanente ou durable et la composante temporaire ou transitoire.

La composante temporaire résulte de l'ensemble des chocs transitoires qui peuvent affecter à tout moment le système économique, qu'il s'agisse de chocs positifs (comme la baisse des prix des produits pétroliers) ou de chocs négatifs (tels que les aléas climatiques, la hausse des prix du pétrole, les grèves, les crises politiques ou les pandémies).

Or, par définition, l'impact des chocs transitoires est voué à s'effacer plus ou moins rapidement et le PIB doit ainsi revenir sur sa tendance sous-jacente, jusqu'à l'arrivée d'un nouveau choc. Autrement dit, pour aussi pénible qu'elle soit, la crise sanitaire actuelle n'est jamais qu'un événement conjoncturel.

Rien ne justifie que le ralentissement temporaire de l'activité qu'elle occasionne, et qui sera forcément suivi d'un retour à la tendance préalable, ne puisse pas donner lieu à un creusement proportionné et exceptionnel du déficit public, pour maintenir certaines politiques essentielles de l'État malgré la baisse des recettes publiques, ou pour assurer une certaine protection des revenus des entreprises et des ménages, en vue notamment de soutenir la demande.

Il est vrai que la décision politique sur le niveau du solde budgétaire global comporte une part de risque en cas de choc conjoncturel, dans la mesure où son caractère pérenne ou temporaire n'est pas maîtrisé à l'avance. Toutefois, le Gouvernement sénégalais a bien pris la mesure de ce risque, à travers un arbitrage entre plusieurs facteurs :

- 1) les premières années de mise en œuvre du PSE ont permis d'installer la fusée Sénégal sur le pas de tir. Le coronavirus aura certes infléchi la courbe du décollage mais, sous réserve de quelques ajustements, l'agenda de l'émergence reste toujours en vigueur. Le virus a perturbé l'activité mais il n'a pas endommagé l'outil de production. Le Gouvernement reste donc pleinement confiant sur sa politique économique et entend la poursuivre ;
- 2) la dégradation de la situation politique et sécuritaire au niveau de ses voisins renforce, par effet de contraste, l'atout géopolitique du Sénégal, seul pays de la sous-région à connaître une stabilité politique et institutionnelle, et où les libertés civiles, politiques et économiques sont garanties ;
- 3) après avoir :
 - (i) opéré la révolution énergétique avec :1 529 mégawatts de puissance installée en 2020 contre 573 en 2012 ; 220 mégawatts d'énergies renouvelables en 2020 contre zéro en 2012 ; 4231 villages électrifiés en 2019 contre 1648 en 2012 ;
 - (ii) multiplié par 6 la longueur du réseau autoroutier du Sénégal en 6 ans (de 35 à 233 kilomètres) ;
 - (iii) renforcé les infrastructures de désenclavement et de desserte ainsi que l'offre de structures sanitaires, éducatives et sociales ;
 - (iv) triplé la production de riz paddy et la production aquacole, tout en doublant les productions d'oignon, de viande, de volaille industrielle ainsi que les exportations de fruits et légumes, entre 2012 et 2020 ;
 - (v) fait baisser de cinq points le taux de pauvreté monétaire des ménages, qui est passé de 42,8% en 2011 à 37,8% en 2018/2019 ;
 - (vi) engrangé bien d'autres succès dans le combat pour la transformation structurelle de l'économie et l'amélioration des conditions de vie de la population.

Aussi, pour juguler l'impact défavorable de la pandémie de la Covid-19 sur l'activité économique et sociale, a-t-il été initié le Programme de Résilience économique et sociale financé à hauteur de 1 000 milliards de FCFA sur ressources internes et externes. C'est ce qui a relevé à court terme le niveau d'endettement, le prix à payer pour sauver des vies et préserver le pouvoir d'achat des ménages. Cependant, il n'en

demeure pas moins que le Sénégal est classé dans la catégorie de pays à risque de surendettement modéré contrairement à la plupart des pays de l'Afrique au Sud du Sahara, classés à risque de surendettement élevé et en détresse.

Pour l'année 2022, la stratégie d'endettement privilégiera les financements concessionnels et les interventions sur le marché sous régional de sorte à continuer à maintenir notre pays dans la catégorie de risque de surendettement modéré.

Après les investissements importants consentis dans les secteurs à forte intensité de capital (infrastructures et services de transport et d'énergie), le Gouvernement entend à présent replacer le curseur sur les « infrastructures sociales », pour stimuler le développement des secteurs de l'éducation, de la santé, des services sociaux ainsi que de tous les autres investissements centrés sur l'*homo senegalensis* en tant que tel.

Cette option découle d'une conviction forte, de la qualité de nos ressources humaines qui demeure notre premier atout et du fait que le Sénégal détient un potentiel de création de richesses qui ne demande qu'à éclore. Tout ce potentiel stimulé, valorisé, permet largement à notre pays de se hisser au niveau des économies émergentes les plus performantes.

Pour ce faire, il est nécessaire d'accorder encore plus d'attention aux effets d'éviction des coûts importants de la subvention au secteur de l'énergie. En effet, le blocage des prix à la pompe et de l'électricité, en raison de la politique d'inclusion sociale, malgré le renchérissement des prix internationaux du pétrole, contrarie les alternatives d'investissement dans les autres secteurs prioritaires de l'économie nationale. Pour 2022, ce n'est pas moins de 100 milliards FCFA qui sont prévus au titre de la compensation tarifaire et des pertes commerciales.

Au regard de ces considérations, le Gouvernement privilégiera les investissements requis pour l'accès universel à l'électricité à l'horizon 2025.

Au total, il est nécessaire de soutenir davantage, avec des moyens d'intervention bien ciblés, de redonner confiance et de contribuer à l'épanouissement des catégories de la population que l'on pourrait définir comme les principaux actionnaires de l'Entreprise Nationale « Sénégal ».

II. Les acteurs de la relance : les principaux actionnaires de l'Entreprise Sénégal

La République met tous ses enfants sur un pied d'égalité, sans distinction de sexe, d'ethnie, de religion, d'âge, de culture, d'origine sociale, etc. Toutefois, les politiques publiques seraient vouées à l'échec si elles négligeaient de s'intéresser à la composition de la population suivant trois critères qui ont

une pertinence réelle dans le domaine économique : l'âge, le sexe et le milieu socioprofessionnel.

Or il apparaît que :

- en 2022, l'âge moyen des Sénégalais sera de 19 ans. 47,43% de la population auront entre 15 et 49 ans ; 25,49% moins de 14 ans ;
- en 2022, plus d'un Sénégalais sur deux (exactement 52,4%) vivra dans le monde rural ;
- en 2022, sur les 17 738 795 habitants que comptera notre pays, 8 913 568 seront de sexe féminin, soit 50,24%.

Il n'est donc pas exagéré de dire que si le Sénégal était une entreprise, c'est-à-dire un regroupement de femmes et d'hommes mettant en commun leurs moyens et leurs efforts pour créer des richesses et en partager le bénéfice, dans ce cas et toutes proportions gardées, les femmes, les jeunes et les agriculteurs en seraient les actionnaires principaux.

Raison pour laquelle il paraît légitime que la politique budgétaire de l'État puisse accorder une place de choix à ces trois composantes de la collectivité nationale.

A/ Les femmes, une force motrice pour le développement :

En vue de promouvoir l'équité et **l'égalité** hommes-femmes, l'État s'appuie principalement sur quatre leviers d'actions :

- la protection des droits des femmes et des jeunes filles ;
- la préservation de leur intégrité contre toute forme de discrimination et de violence ;
- leur autonomisation économique à travers l'accès à certains actifs (foncier, crédit, etc.) ;
- la promotion socio-économique des familles.

Dans ce cadre, la loi de finances pour 2022 prévoit :

1. la construction à Dakar et l'équipement du premier centre national de prise en charge holistique des victimes de violences basées sur le genre, d'un coût de 800 000 000 de FCFA, dont le quart sera décaissé en 2022.

A l'instar du Rwanda ou de la Corée du Sud dont les expériences ont inspiré notre pays, ce centre polyvalent permettra aux victimes accueillies de bénéficier gratuitement de tous les services requis (bien-être social, services de santé, conseils psychosociaux, thérapies psychologiques, aide juridico-judiciaire, etc.) pour une prise en charge intégrée et optimale.

C'est un projet qui s'inscrit dans le droit fil du Projet d'Appui à la Stratégie nationale pour l'Equité et l'Egalité de genre (PASNEEG), lui-même bénéficiant de 497 474 200 FCFA dans le budget 2022 de l'État.

2. un appui aux mécanismes de financement et aux projets d'autonomisation socio-économique des femmes tels que :

- ✓ le Projet d'Appui et de Valorisation des Initiatives entrepreneuriales des Jeunes et des Femmes (PAVIE), avec des ressources de 1 500 000 000 FCFA ;
- ✓ le Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage de Métiers pour la Lutte contre la Pauvreté (PALAM 2), doté à hauteur de 3 871 291 919 FCFA ;
- ✓ le Fonds d'Appui à l'Economie Sociale et Solidaire (FAESS), qui bénéficie d'une allocation de 500 000 000 FCFA ;
- ✓ le Fonds national de Promotion de l'Entreprenariat féminin avec 500 000 000 FCFA ;
- ✓ le Programme de Développement d'Unités industrielles de Transformation des Produits agricoles, doté d'une allocation de 500 000 000 FCFA ciblant les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage ;

3. le renforcement des moyens de subsistance des ménages, avec :

- ✓ le Projet de Renforcement de la Résilience des Ménages contre la COVID-19, doté de 1 084 006 000 FCFA ;
- ✓ le Projet d'Appui à l'Emergence des Familles productives et à l'Insertion des Jeunes, muni d'une allocation s'élevant à 1 412 471 240 FCFA pour identifier et mettre en place des infrastructures et équipements de soutien à l'économie locale au profit des ménages pauvres, particulièrement ceux dirigés par des femmes.

B/ Les jeunes, un réservoir de talents et d'énergie :

Pour tous les gouvernements du monde, la question de l'emploi constitue une grande cause nationale, tant le travail, au-delà de sa fonction de pourvoyeur de revenus, relève de la dignité de l'Homme.

L'emploi des jeunes représente un enjeu plus sensible encore puisque c'est en commençant à gagner sa vie par son propre labeur que l'individu achève la transition qui le fait passer de l'enfance à l'adulte. C'est pour cela que le chômage est particulièrement cruel chez les jeunes ; il ne se contente pas de les priver de revenus, il déteint négativement aussi sur la construction de leur personnalité. Il s'y ajoute que dans un pays comme le Sénégal ayant une population à dominante jeune, se priver de la contribution de cette frange importante, recelant d'énormes potentialités, du talent et de l'énergie, c'est aussi se priver d'une ressource essentielle pour accélérer son développement.

C'est ce que l'État du Sénégal a compris en initiant le programme *XËYU NDAW ÑI*, doté de 450 milliards de FCFA, ayant débuté en 2021 et destiné à être exécuté sur trois ans.

Pour 2022, les prévisions de 150 milliards de FCFA se répartissent comme suit :

- ressources budgétaires directes : 134 412 000 000 de FCFA ;
- ressources affectées à partir de la Contribution forfaitaire à la charge de l'employeur (CFCE) : 15 588 000 000 de FCFA.

Sur les ressources directes, 36% sont destinés à l'investissement et le reste à la rémunération des emplois-jeunes créés.

Les principales opérations prises en charge dans ce programme concernent :

- le Fonds national pour l'Entreprenariat rapide : 20 800 285 774 de FCFA ;
- les Volontaires du Nettoyement : 14 400 000 000 de FCFA ;
- la Convention nationale État-Employeurs pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes : 10 000 000 000 de FCFA ;
- le paiement des salaires des 5 000 enseignants recrutés pour 15 000 000 000 de FCFA ;
- la subvention aux tenues scolaires : 10 000 000 000 de FCFA ;
- le Projet d'Aménagement des Fermes intégrées valorisant les Energies renouvelables et le Développement des Filières horticoles (PAFIVERFH) : 8 500 000 000 de FCFA ;

- l'entretien courant des routes non classées : 6 690 000 000 de FCFA ;
- le Programme de Promotion des Villes du Sénégal (PROMOVILLES) : 4 285 714 286 de FCFA ;
- le Programme de Reboisement : 11 600 000 000 de FCFA ;
- le Programme Emploi des Jeunes/Pavage de l'AGETIP : 2 860 000 000 de FCFA ;
- le Programme sénégalais pour l'Entreprenariat des Jeunes (PSEJ) du Ministère en charge de l'Enseignement supérieur : 1 500 000 000 de FCFA.

C/ L'éducation des jeunes, un enjeu pour la bataille du développement

La connaissance représente le pétrole du XXI^e siècle, la matière première qui va nourrir le progrès des Nations ou, pour celles qui viendraient à en manquer, précipiter leur déclin. Le Sénégal a toujours beaucoup investi dans les secteurs de l'éducation et de la formation, et c'est un effort qui sera maintenu, nonobstant les effets de la crise.

Il faut dire d'ailleurs qu'au niveau de l'enseignement supérieur, la situation est en train de s'améliorer, notre pays passant ainsi d'un ratio de 1 204 étudiants pour 100 000 habitants en 2019, à 1 281 étudiants pour 100 000 habitants en 2020, rapprochant notre pays de la norme internationale qui est de 2 000 étudiants pour 100 000 habitants.

Concernant la formation professionnelle, le ratio « nombre d'inscrits pour 100 000 habitants » est passé de 512,6 en 2019 à 521,0 en 2020. Des efforts restent à faire dans ce secteur, qui doit être un des moteurs devant stimuler l'émergence d'entreprises et d'unités industrielles performantes et compétitives.

En dépit de la pandémie qui a provoqué moult perturbations dans les processus d'apprentissage, des résultats notables ont été enregistrés dans la mise en œuvre de la Lettre de politique générale de l'Éducation et de la Formation, relativement à la seconde phase du Programme d'Amélioration de l'Équité, de la Qualité et de la Transparence (PAQUET).

L'objectif est, qu'à l'horizon 2030, notre pays soit doté d'un système d'éducation et de formation pacifié et stable, diversifié et assez inclusif pour lutter contre toute forme d'inégalité mais aussi capable de former des ressources humaines de qualité pour faire face aux enjeux du développement.

Dans cette optique, l'élargissement et la diversification de la carte scolaire, l'expansion des écoles préscolaires, des collèges et lycées de proximité, l'implantation, la création des filières de formation professionnelle et la mise en place du réseau des instituts supérieurs d'enseignement professionnel seront érigés en priorité.

L'ambition du Gouvernement est simple, faire en sorte :

- (i) que chaque petite sénégalaise, chaque petit sénégalais devienne un(e) adolescent(e) maîtrisant parfaitement le socle de connaissances fondamentales composé de la lecture, de l'écriture et du calcul, voire les bases de l'anglais et du codage;
- (ii) qu'ensuite, cet(te) adolescent(e) achève son cycle secondaire en étant capable de rivaliser avec les meilleurs lycéens du monde;
- (iii) qu'enfin, il ou elle sorte d'un établissement d'enseignement supérieur, technique ou professionnel, doté(e) d'aptitudes et de connaissances intellectuelles et opératoires qui lui permettront d'apporter une contribution significative au progrès de son pays.

Traduire une telle ambition sur le terrain demande des moyens colossaux, raison pour laquelle la loi de finances pour 2022 prévoit :

- ❖ l'accélération du programme de remplacement des abris provisoires avec : (i) l'achèvement et la réception des infrastructures prévues dans le cadre du lot I, qui a enregistré un taux d'exécution de 93,21% ; (ii) la poursuite des constructions du lot II, dont le démarrage est effectif depuis le 1^{er} juillet 2021 pour un montant de 33 milliards FCFA, grâce à l'appui de la BOAD.

Ce projet devra aider à résorber le déficit de 1528 salles de classe, compléter les ouvrages annexes (1129 blocs administratifs et 602 blocs d'hygiène) dans tous les ordres d'enseignement et clôturer certains collèges et lycées (58 000 mètres linéaires de murs prévus). A cet effet, un budget de 4 568 146 437 FCFA est prévu en 2022 dont 899 583 833 FCFA représentant la contrepartie de l'État ;

- ❖ le renforcement de l'orientation du système éducatif vers les sciences, les mathématiques, le numérique, les technologies et l'entrepreneuriat. C'est à cela que va contribuer le Projet d'Amélioration de la Qualité et de l'Équité de l'Éducation de Base/Financement additionnel (PAQEEB-FA), dans le cadre duquel notre pays sera doté de deux nouveaux Lycées d'intégration nationale pour l'équité et la qualité (LINEQ), pour une dotation de 1 000 000 000 FCFA en 2022 ;
- ❖ la poursuite de la résorption du déficit en mobilier scolaire pour 1 664 285 922 FCFA en 2022, destinés à l'acquisition de près de 330 000 tables-bancs ;
- ❖ la construction de 06 lycées, pour un montant de 1 706 000 000 FCFA, devant permettre d'améliorer les conditions d'enseignement/apprentissage, de

minorer les déperditions scolaires et d'améliorer les résultats scolaires dans certains départements ;

- ❖ la poursuite des travaux de construction de salles de classes et d'écoles élémentaires complètes, pour un montant de 964 908 881 FCFA ;
- ❖ la prise en charge de 5 000 nouveaux enseignants contractuels (3 650 maîtres contractuels et 1 350 professeurs contractuels) dans le cadre du recrutement spécial du Programme « emploi des jeunes », pour un montant annuel estimé à environ 15 000 000 000 FCFA ;
- ❖ la poursuite de la dotation des écoles/établissements en manuels scolaires afin d'améliorer la qualité des enseignements/apprentissages, pour un montant de 3 770 368 246 FCFA budgété en 2022.

Dans le domaine de la formation professionnelle, seront déployés les investissements ci-après :

- ❖ le Projet de Formation professionnelle et technique pour l'Employabilité, doté d'un budget de 5 188 893 461 FCFA ;
- ❖ le Projet d'Appui au Développement des Compétences et de l'Entreprenariat des Jeunes dans les secteurs porteurs, appuyé par la BAD, qui devra atteindre sa vitesse de croisière avec une prévision budgétaire de 2 279 612 000 F CFA ;
- ❖ le Projet d'Équipement des centres de Formation professionnelle sera poursuivi, avec un budget de 1 622 840 000 F CFA ;
- ❖ le Projet de Renforcement de l'Employabilité des Jeunes à travers l'apprentissage non formel, qui a pour objectif la certification des jeunes apprentis évoluant dans le secteur informel, qui sera doté d'une enveloppe de 1 500 000 000 de FCFA en 2022.

Dans le domaine de l'enseignement supérieur, l'État poursuivra ses efforts ; pour preuve, la loi de finances pour 2022 a prévu des crédits en faveur :

- du Projet de Gouvernance et de Financement de l'Enseignement supérieur pour un montant de 3 536 000 000 de FCFA, devant permettre de finaliser les chantiers des universités de Ziguinchor et de Thiès ;

- du Projet « un étudiant, un ordinateur » pour 1 650 000 000 de FCFA, afin de doter en ordinateurs les nouveaux bacheliers orientés à l'Université Virtuelle du Sénégal ;
- du Projet d'Acquisition d'Equipements scientifiques et informatiques des Universités et des établissements d'Enseignement Supérieur pour 20 800 000 000 de FCFA ;
- du Projet de Construction de Résidences universitaires à l'Université Amadou Makhtar MBOW et à l'Université Cheikh Anta DIOP pour 7 132 189 505 FCFA ;
- du Fonds d'Impulsion de la recherche scientifique et technique, pour 1 591 262 000 de FCFA, visant à développer la culture de la recherche dans les secteurs prioritaires ;
- de la prise en charge des bourses des étudiants pour un montant total de 50 124 575 100 de FCFA ;
- des dotations des universités, pour 74 335 228 494 FCFA dont :
 - ❖ Université Cheikh Anta DIOP : 35 469 372 100 de FCFA ;
 - ❖ Université Assane SECK : 4 971 195 050 de FCFA ;
 - ❖ Université Iba Der THIAM : 5 291 429 262 de FCFA ;
 - ❖ Université Alioune DIOP : 3 868 581 088 de FCFA ;
 - ❖ Université Gaston BERGER : 10 942 981 950 de FCFA ;
 - ❖ Université Elhadji Ibrahima NIASSE : 2 105 654 400 de FCFA ;
 - ❖ Université Amadou Makhtar MBOW : 1 370 958 000 de FCFA ;
 - ❖ Université Virtuelle du Sénégal : 5 244 039 394 de FCFA.
- la prise en charge des œuvres sociales afin d'assurer l'hébergement, la restauration, le service médical et les services socio-culturel et sportif des étudiants, pour un montant de 35 281 753 900 FCFA ainsi répartis :
 - ❖ COUD (Dakar) : 20 573 000 000 de FCFA ;
 - ❖ CROUS de Saint-Louis : 7 130 915 000 de FCFA ;
 - ❖ CROUS de Thiès : 2 392 611 697 de FCFA ;
 - ❖ CROUS de Ziguinchor : 2 392 612 967 de FCFA ;

❖ CROUS de Bambey : 2 792 614 236 de FCFA.

D/ Les agriculteurs, le levier pour la transformation du monde rural

Dans le secteur agricole, l'accent sera mis sur la quête de la souveraineté alimentaire et le développement des exportations de fruits et légumes ainsi que celle des graines d'arachides. Pour cette dernière culture, l'Etat fera un focus sur la couverture des besoins de trituration des unités industrielles nationales, avant de satisfaire l'exportation, tenant compte des marges dégagées. L'option est d'incorporer plus de valeur ajoutée à cette spéculation pour en capter davantage les retombées au niveau interne au bénéfice de notre économie et des acteurs de la filière.

Pour ce faire, un financement de 60 milliards de FCFA est prévu en 2022 pour les subventions aux intrants agricoles, au matériel agricole, à la protection des cultures et à la reconstitution du capital semencier.

Ce programme vient en appui aux projets de développement de valorisation et de développement de la production agricole, tels que :

- (i) le projet Agri-Jeunes dont la finalité est de promouvoir, sur une durée de 6 ans, l'inclusion socio-professionnelle des jeunes ruraux dans les exploitations familiales à travers des activités rentables, créatrices de revenus et d'emplois décents et durables, au sein des chaînes de valeur agrosylvopastorales et halieutiques. Son coût global est de 54 101 000 000 de FCFA dont 3 010 000 000 FCFA en 2022 ;
- (ii) la phase II du Projet d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural, qui ambitionne de contribuer à la réduction de la pauvreté pour les femmes, les jeunes et les hommes dans la zone d'intervention du Programme, à travers leur incorporation dans des chaînes de valeur profitables, diversifiées et résilientes face au changement climatique. Pour 2022, un montant de 4 327 549 412 FCFA est prévu ;
- (iii) le Programme de Compétitivité de l'Agriculture axé sur les résultats, d'un coût global de 95 108 637 577 FCFA dont 5 703 750 000 de FCFA en 2022.

La maîtrise de l'eau reste une urgence avec le développement de l'irrigation au Nord, à travers les projets d'aménagements hydroagricoles appuyés par les partenaires

techniques et financiers, en complément aux opérations d'aménagement de vallées, de bas-fonds et de récupération des terres salées. Sont principalement concernés :

- le Projet de Réhabilitation des Périmètres irrigués de Podor qui vise la réhabilitation et l'aménagement de 3 165 ha et la construction de 65 km de pistes pour un montant de 26 052 000 000 FCFA. Un montant de 4 000 000 000 de FCFA est prévu en 2022, dont la moitié attendue de la Banque Ouest-Africaine de Développement ;
- le Projet de Développement économique, local et agro écologique pour un coût global de 45 250 000 000 FCFA dont 1 000 000 000 FCFA en 2022.

La politique agricole du Sénégal mise beaucoup sur l'appui à la petite irrigation, comme en témoignent :

- le projet « Chaîne de valeur au Sénégal » dont l'objectif global est de contribuer, sur cinq ans, à réduire l'importation encore élevée de riz en améliorant sa production, sa transformation et sa commercialisation, grâce à une plus grande implication du secteur privé. Pour 2022, un montant de 6 808 724 616 FCFA est budgété ;
- le Projet de valorisation des eaux de ruissellement, un projet d'envergure doté d'un financement de 80 016 000 000 de FCFA, destiné à augmenter, sur une durée de cinq ans, les productions agricoles, les emplois et les revenus en milieu rural, en mettant l'accent sur la mobilisation des eaux de surface et des eaux souterraines.

Aux femmes, aux jeunes, aux agriculteurs, en somme aux actionnaires majoritaires de l'Entreprise, l'Etat garantira une juste répartition des dividendes qui résulteront des fruits de la croissance, produits d'un effort de tous, et qui se traduira par des investissements substantiels en termes d'amélioration du cadre et des conditions de vie, à travers des programmes d'assainissement et d'amélioration de l'accès à l'habitat, la lutte contre les disparités spatiales dans l'accès aux équipements essentiels (éducation, eau potable, santé, développement social), aux infrastructures de désenclavement, de sécurité, culturelles et sportives. Assurer un développement plus équilibré du territoire et valoriser les potentialités partout où elles se trouvent, restent au cœur des priorités des politiques publiques.

III. Les moyens de la relance et de la construction d'une économie résiliente : le contenu du budget 2022

Avant d'analyser les chiffres-clés du budget 2022, il convient d'analyser la dynamique qui les sous-tend.

A/ La dynamique derrière les chiffres :

A la faveur des efforts en matière vaccinale, des signes encourageants de reprise se dessinent à l'échelle mondiale. Selon le dernier rapport sur les perspectives économiques, « l'économie mondiale devrait croître de 5,6 % en 2021, affichant ainsi un rebond post-récession d'une ampleur sans précédent en 80 ans ». Si au niveau des grandes économies un redressement s'est opéré (États-Unis avec 6,8 %, Chine avec 8,5 %), par contre, nombre de pays émergents et en développement continuent de subir encore les effets de la pandémie, qui y a fortement entamé les progrès récents en matière de lutte contre la pauvreté.

Le rapport indique que, globalement, les pays émergents et en développement connaîtront une croissance de 6 % en 2021 (4,4 % sans la Chine) tirée par la progression de la demande et la hausse des prix des produits de base. Pour 2022, les projections tablent sur une croissance de 4,7 % pour l'ensemble des économies émergentes et en développement.

En ce qui concerne les pays à faible revenu, ils devraient connaître, cette année, leur plus faible croissance depuis 20 ans (année 2020 non comprise), en partie à cause du rythme très lent de la vaccination. La croissance dans ces pays s'accélénera pour atteindre 2,9 % en 2021 et 4,7 % en 2022. Selon les prévisions pour 2022, leur production sera inférieure de 4,9 % au niveau pré-COVID.

Dans un contexte de reprise des échanges, il est également attendu des tensions inflationnistes sur les marchés des produits de base, notamment des denrées alimentaires, justifiant encore plus les options politiques pour le renforcement de la résilience pour l'offre locale de produits de première nécessité et une meilleure protection des segments vulnérables de la population.

Il est attendu en Afrique subsaharienne une croissance de 2,8 % en 2021, et de plus de 3,3 % en 2022.

Pour notre pays, en 2022, la loi de finances est bâtie sur une prévision de croissance de 5,5%, contre 5 % attendue en 2021. C'est une performance plus qu'honorable, même si ce chiffre est encore inférieur aux taux de croissance auxquels la mise en

œuvre du PSE avait habitué le Sénégal à partir de 2016. On sent donc que des pans entiers de l'économie continuent de souffrir des effets du coronavirus, même si :

- 1- le Sénégal a réussi, jusqu'ici, à échapper à la récession, y compris au plus fort de la crise ;
- 2- le moteur de la croissance augmente de régime, signe que la pandémie est de plus en plus maîtrisée et que l'activité repart à la hausse.

A moyen terme, cette dynamique devrait se poursuivre avec un cadre macroéconomique qui tirerait davantage profit du Plan d'Actions prioritaires ajusté et accéléré du PSE (PAP2A) ayant atteint sa vitesse de croisière. Le taux de croissance est projeté à 11,5% en 2023, à la faveur du démarrage de l'exploitation pétrolière et gazière, et ne sera pas inférieur, selon les projections, à 6% au cours des années suivantes.

En 2022, la politique fiscale continuera d'être régie par la Stratégie de Recettes à Moyen Terme (SRMT), c'est-à-dire un bouquet de mesures en termes d'organisation, d'administration et de législation visant à améliorer l'efficacité, l'efficience et la transparence du système fiscal sénégalais, grâce notamment à une utilisation accrue des technologies numériques, permettant une meilleure maîtrise de l'assiette.

Toutefois, en matière de fiscalité intérieure, l'administration tiendra compte du fait que beaucoup de secteurs (tourisme, presse, restauration, transport, industries culturelles, etc.) sortent considérablement affaiblis de la crise et que leur contribution s'en ressentira nécessairement. Ce sont les secteurs qui, d'ailleurs, bénéficient le plus des remises gracieuses d'impôts décidées dans le cadre de l'ordonnance n° 02-2020 du 23 avril 2020 ainsi que des lois de finances qui ont suivi.

En matière douanière, seront renforcés les axes qui ont permis de maintenir les performances de recouvrement malgré un contexte défavorable pour le commerce international, à savoir :

- la gouvernance de la valeur en douane ;
- le renforcement du contrôle après dédouanement ;
- le contrôle des régimes suspensifs ;
- le recouvrement de la TVA suspendue.

Toujours dans le cadre de la politique de renforcement des régies de recettes afin qu'elles puissent continuer à jouer pleinement leur partition pour une relance effective de l'économie sénégalaise, un nouveau jalon aux airs novateurs consistera à la mise en œuvre d'une nouvelle feuille de route dite Programme de Modernisation de l'Administration des Douanes (PROMAD). Cet important programme de modernisation

des Douanes sénégalaises, financé par un prélèvement de 1,5% spécifique sur la valeur en douane des marchandises permettra d'assurer :

- i. l'informatisation généralisée des procédures et formalités ;
- ii. le renforcement des moyens de lutte contre la fraude ;
- iii. l'acquisition d'équipements et d'infrastructures de dernière génération.

A la faveur de ce programme, la Douane vise en 2022 :

- une augmentation continue des recettes ;
- un endiguement de la fraude ;
- un allègement et un ciblage des contrôles par la technologie ;
- un meilleur maillage du territoire douanier terrestre ;
- une meilleure surveillance du territoire douanier maritime ;
- une rationalisation et une amélioration du temps de passage en douane ;
- la délivrance d'un ticket libérateur.

En matière de gestion de la dette publique, le Gouvernement continuera de privilégier les financements concessionnels et le marché financier régional afin de maintenir l'endettement sur une trajectoire soutenable et viable.

Le recours aux financements non-concessionnels ne sera retenu que pour financer les projets présentant un taux de rendement interne élevé.

Cette politique prudente d'endettement sera accompagnée d'efforts pour améliorer la gestion de la dette. Le Gouvernement poursuivra ainsi le renforcement de la capacité opérationnelle du Comité national de la Dette publique, pour :

- (i) analyser des termes de financements des projets, y compris les partenariats public-privé ;
- (ii) vérifier la compatibilité du plan d'endettement avec la stratégie d'endettement à moyen terme ; et
- (iii) surveiller la couverture, fondée sur le meilleur compromis coûts-risques, des besoins de financement attachés aux choix de politique budgétaire.

Les conclusions de l'audit externe technique et fonctionnel de la plateforme de gestion informatisée de la base de données de la dette seront exploitées et intégrées dans un plan d'actions.

Conformément à ses engagements, le Gouvernement assurera la publication régulière des informations sur l'évolution des principaux agrégats de la dette, de la stratégie de dette à moyen terme, du plan d'emprunt/de financement annuel et du rapport annuel d'exécution. Le périmètre de la dette sera, à cet égard, élargi à la dette des collectivités territoriales, en plus de consolider davantage la dette des entités du secteur parapublic.

Enfin, dans un souci d'améliorer la gestion des risques budgétaires, le Gouvernement renforcera le cadre institutionnel de gestion desdits risques en adoptant, par arrêté du ministre chargé des finances, une méthodologie d'évaluation (i) des risques relatifs à l'octroi de garanties publiques, (ii) des risques liés aux prêts rétrocédés aux entreprises publiques, (iii) du risque de crédit des entreprises publiques, (iv) des risques macroéconomiques, (v) des risques socio-politiques et sécuritaires.

Cette méthodologie devrait éclairer les éventuelles mesures de mitigation des risques pesant sur le budget 2022 tant au niveau international (hausse du prix du baril du pétrole, resserrement des conditions financières) qu'interne/régional (nouvelle vague de la pandémie de la Covid-19, sécurité dans la région) qui rétroagissent sur le recouvrement des recettes. Ces risques ont conduit à la mise en place d'une réserve de gestion et d'une réserve de précaution d'un montant de 110 milliards FCFA, soit 5,5 % du budget général de l'Etat (hors dépenses de personnel et d'intérêts de la dette).

Au total, la présente loi de finances pour l'année 2022 est arrêtée à **3 610,7 milliards** de FCFA en recettes et **4 394,7 milliards** de FCFA en dépenses, soit un déficit budgétaire de **784 milliards** de FCFA, contenu donc à 4,8% du PIB, ce qui constitue un net progrès par rapport aux pics de 2020 (6,4%) et 2021 (5,4%). L'Etat entend d'ailleurs ramener et maintenir le déficit budgétaire à 3% dès 2023.

Comparée à la loi de finances initiale (LFI) de 2021, qui était arrêtée en recettes à 3 225,9 milliards de FCFA et en dépenses à 3 969,9 milliards de FCFA, la loi de finances pour 2022 connaît une hausse de ses recettes pour 384,8 milliards FCFA (+**11,9%**) et une hausse des dépenses pour 424,9 milliards de FCFA (+**10,7%**).

Il est utile de rappeler qu'en 2012, la LFI avait été adoptée pour un montant de 2 344,8 milliards FCFA mais c'est un chiffre qui, en vertu de la méthode comptable utilisée à l'époque, incluait l'amortissement et les charges de la dette publique.

Si on devait le comparer à la présente LFI 2022, cela ne pourrait donc se faire qu'à méthode constante, ce qui reviendrait à rajouter aux 4 394,7 milliards de FCFA ci-dessus, les 804,3 milliards de FCFA représentant le remboursement du capital de la dette en 2022 (et qui ne sont plus traités comme une dépense budgétaire, conformément aux dispositions des articles 8 et 11 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 abrogeant et remplaçant la loi organique n°2011-15 du 08 juillet 2011 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n°2016-34 du 26 décembre 2016).

On se retrouverait ainsi avec un budget de plus de **5 160 milliards de FCFA**. Autrement dit, le budget 2022 fait **plus du double** du budget de 2012.

C'est un chiffre révélateur sur les ambitions du Gouvernement. En effet, le budget d'un État, riche ou pauvre, constitue la meilleure représentation de son présent ainsi que la meilleure esquisse de son avenir.

C'est à travers la lecture de son budget qu'on peut découvrir comment cet État traite sa jeunesse, ses femmes, ses aînés, ses pauvres, sa classe moyenne, ses citoyens aisés ; comment il envisage son futur ; quelle priorité il accorde à sa sécurité, à sa culture, à la manière dont la justice est rendue en son sein ; etc.

Le budget ne dit pas tout de la vie d'une Nation, mais il en révèle beaucoup. Car le budget, constitue le premier moyen d'action de l'État ; or l'importance des États dans la vie des hommes ne cesse de croître, y compris dans les démocraties libérales. Surtout dans ce XXI^e siècle qui enchaîne les crises, l'une après l'autre, quand il ne les cumule pas : crise financière, crise sanitaire, changement climatique, migrations, terrorisme, etc.

Que l'État du Sénégal, en dix ans à peine, ait réussi à doubler le montant de son budget, ne signifie pas que la bataille pour le développement est remportée. Le chemin restant à parcourir est long et les événements imprévus capables de dévier la trajectoire du pays ne manquent pas ; comme ce virus Covid-19, comme tous les autres défis auxquels nous aurons à faire face dans l'avenir.

Mais il est important également de mesurer le chemin parcouru ; or l'exercice confirme objectivement que le Sénégal est en train de mener la bonne politique depuis 2012 et que si l'effort est maintenu, l'émergence est au bout.

B/ La répartition des chiffres :

Les montants du budget 2022 se répartissent entre le budget général et les comptes spéciaux du Trésor.

| RUBRIQUES | LFI 2021 | LFI 2022 | ECART LFI 2021/LFI 2022 | |
|---|----------------|----------------|-------------------------|----------------|
| I. BUDGET GENERAL | | | | |
| Recettes fiscales | 2 564,5 | 3 025,0 | 460,5 | 17,96% |
| PROMAD | | 30,0 | 30,0 | |
| TUR | | 40,0 | 40,0 | |
| CFCE | | 30,0 | 30,0 | |
| Recettes non fiscales | 133,5 | 140,0 | 6,5 | 4,84% |
| Total recettes internes | 2 758,0 | 3 165,0 | 407,0 | 14,76% |
| Tirages sur Dons en capital (projet) | 268,0 | 250,0 | - 18,0 | -6,72% |
| Dons budgétaires | 64,0 | 46,0 | - 18,0 | -28,07% |
| Total recettes externes | 332,0 | 296,0 | - 36,0 | -10,83% |
| RECETTES BUDGET GENERAL | 3 090,0 | 3 461,0 | 371,0 | 12,01% |
| RECETTES CST | | | - | |
| Comptes affectation spéciale | 113,8 | 127,5 | 13,8 | 12,10% |
| Compte de commerce | 0,2 | 0,2 | - | |
| Compte de prêts | 20,8 | 20,8 | - | |
| Compte d'avances | 0,8 | 0,8 | - | |
| Compte de garanties et aval | 0,5 | 0,5 | - | |
| RECETTES CST | 136,0 | 149,7 | 13,8 | 10,13% |
| TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES | 3 225,9 | 3 610,7 | 384,8 | 11,93% |
| Intérêts de la dette | 327,0 | 350,0 | 23,0 | 7,03% |
| Dépenses de personnel | 904,9 | 952,0 | 47,1 | 5,20% |
| Acquisitions de biens et services et transferts | 1 007,0 | 1 170,7 | 163,7 | 16,26% |
| dont PROMAD | | 5,0 | 5,0 | |
| Total dépenses courantes | 2 238,9 | 2 472,7 | 233,8 | 10,44% |
| Dépenses capital sur ress. internes | 751,0 | 942,3 | 191,3 | 25,47% |
| dont PROMAD | | 25,0 | 25,0 | |
| dont TUR | | 40,0 | 40,0 | |
| dont CFCE | | 30,0 | 30,0 | |
| Investissements sur ressources externes | 844,0 | 830,0 | - 14,0 | -1,66% |
| Total dépenses d'investissement | 1 595,0 | 1 772,3 | 177,3 | 11,11% |
| DEPENSES BUDGET GENERAL | 3 833,9 | 4 245,0 | 411,1 | 10,72% |
| Comptes affectation spéciale | 113,8 | 127,515 | 13,77 | 12,10% |
| Compte de commerce | 0,2 | 0,2 | - | |
| Compte de prêts | 20,8 | 20,8 | - | |
| Compte d'avances | 0,8 | 0,8 | - | |
| Compte de garanties et aval | 0,5 | 0,5 | - | |
| DEPENSES CST | 136,0 | 149,7 | 13,8 | 10,13% |
| TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES | 3 969,9 | 4 394,7 | 424,9 | 10,7% |
| Solde budgétaire global | - 743,9 | - 784,0 | | |
| % PIB Déficit | -5% | -4,8% | | |

1. Le budget général de l'Etat :

Le budget général pour l'année 2022 s'élève à 3 461 milliards de FCFA en recettes et à 4 245 milliards de FCFA en dépenses.

Les recettes budgétaires sont composées des grandes masses suivantes :

- recettes fiscales : 3 025 milliards de FCFA (en hausse de 17,96% par rapport à la LFI 2021) ;
- recettes non fiscales : 140 milliards de FCFA, en progression de 4,84% ;
- tirages sur dons-projets : 250 milliards de FCFA en baisse de 6,72% ;
- dons budgétaires : 46 milliards de FCFA en recul de 28,07%.

Les dépenses du budget général sont arrêtées à un montant total de **4 245** milliards de FCFA et se décomposent ainsi qu'il suit :

- charges financières de la dette publique (intérêts et commissions) : **350** milliards de FCFA contre **327** milliards de FCFA dans la LFI 2021, soit une hausse de **23** milliards de FCFA en valeur absolue et **7,03%** en valeur relative ;
- dépenses de personnel : **952** milliards de FCFA contre **904,9** milliards de FCFA dans la LFI 2021, soit une progression de **5,2%** ;
- dépenses d'acquisitions de biens et services et de transferts courants: **1 170,7** milliards de FCFA contre **1 007 milliards** de FCFA, dans la LFI 2021, soit une **hausse** de **16,26%** ;
- dépenses en capital sur ressources internes : **942,3** milliards de FCFA contre **751** milliards de FCFA dans la LFI 2021, soit une hausse de **25,47 %** ;
- dépenses en capital sur ressources externes : **830** milliards FCFA contre **844** milliards de FCFA dans la LFI 2021, soit un recul de **14** milliards de FCFA en valeur absolue et **1,66%** en valeur relative.

2. Les comptes spéciaux du Trésor :

Les comptes spéciaux du Trésor (CST) sont projetés, en ressources et en charges, à 149,7 milliards de FCFA, soit une hausse de 13,8 milliards de FCFA par rapport à la LFI 2021.

Cette hausse s'explique essentiellement par le bon comportement du compte d'affectation spéciale « Fonds national de Retraite », qui enregistre une augmentation des cotisations des actifs à la suite de la réforme systémique intervenue en juillet 2018.

Les CST sont composés des catégories de comptes suivantes, toutes équilibrées en recettes et en dépenses :

- comptes d'affectation spéciale : 127,5 milliards de FCFA contre 113,8 milliards de FCFA dans la LFI 2021, soit une hausse de 13,8 milliards de FCFA ;
- comptes de commerce : 0,15 milliard de FCFA ;
- comptes de prêt : 20,8 milliards de FCFA ;
- comptes d'avance : 0,8 milliard de FCFA ;
- comptes de garanties et avals : 0,5 milliard de FCFA.

Telle est l'économie de la loi de finances pour l'année 2022.

EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE

La présentation de la loi de finances de l'année 2022 obéit aux règles fixées aux articles 43 et suivants de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances (LOLF). Elle comprend le texte de loi proprement dit et les annexes qui l'accompagnent et en font partie intégrante. Le texte de loi est présenté en deux parties : les données de l'équilibre et la répartition des crédits.

PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT

Au regard des dispositions de l'article 44 de la loi organique précitée, cette première partie de la loi de finances a pour objet de prévoir et d'autoriser les ressources de l'Etat ainsi que celles affectées aux collectivités territoriales et aux établissements publics, de fixer les plafonds des charges de l'Etat, d'arrêter l'équilibre budgétaire et financier qui en résulte et d'approuver le tableau de financement.

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT

Conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances, les ressources et les charges de l'Etat sont constituées des recettes et des dépenses budgétaires ainsi que des ressources et charges de trésorerie.

A – Dispositions relatives aux ressources

ARTICLE PREMIER : Prévision et autorisation des recettes du budget général

Exposé des motifs

Cet article prévoit et autorise les recettes du budget général évaluées sur la base, d'une part, des projections faites lors des campagnes des budgets économiques, et d'autre part, des projections révisées du programme économique et financier du mois de septembre 2021.

Elles sont arrêtées à 3 461 000 000 000 de FCFA pour l'année 2022. Elles excluent les emprunts qui sont considérés comme ressources de trésorerie, au sens de l'article 8 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances.

Les recettes du budget général de 2022 sont composées des recettes internes pour un montant de 3 165 000 000 000 de FCFA, des recettes externes d'un montant de 296 000 000 000 FCFA (dons budgétaires pour un montant de 46 000 000 000 de FCFA et des tirages sur dons en capital pour un montant de 250 000 000 000 FCFA). Le détail des recettes du budget général est donné en annexe I de la présente loi de finances.

Texte de l'article :

« I – Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances pour l'année 2022, à la somme de 3 165 000 000 000 de FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

II – Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances pour l'année 2022, à 296 000 000 000 de FCFA.

III – Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour l'année 2022 à 3 461 000 000 000 de FCFA ».

ARTICLE 2 : Prévision et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat

Exposé des motifs

En application des dispositions de l'article 27 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances, les ressources de trésorerie sont évaluées et autorisées chaque année par une loi de finances.

Les ressources de trésorerie, à moyen et à long termes pour l'année 2022 sont estimées à un montant de 1 643 300 000 000 de FCFA. Elles sont composées :

- des emprunts projets pour un montant de 580 000 000 000 de FCFA ;
- des emprunts programmes évalués à 107 000 000 000 de FCFA ;
- du surplus de financement à reporter pour 232 490 000 000 de FCFA dont 50 000 000 000 FCFA provenant des droits de tirages spéciaux;
- et d'autres emprunts pour un montant de 723 810 000 000 de FCFA.

Texte de l'article

« I- Pour l'année 2022, les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à 1 643 300 000 000 FCFA. Les autorisations d'intervenir sur les marchés sont arrêtées à 1 643 300 000 000 de FCFA.

II- Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention. »

ARTICLE 3 : Autorisation de perception des impôts et taxes affectés aux collectivités territoriales et aux établissements publics

Exposé des motifs

Les impôts et taxes affectés aux collectivités territoriales et aux établissements publics ne sont pas inclus dans les recettes du budget général. Toutefois, l'autorisation de leur perception est demandée annuellement au Parlement à travers la loi de finances de l'année.

Texte de l'article :

« La perception des impôts et taxes affectés aux collectivités territoriales et aux établissements publics continue d'être effectuée pendant l'année 2022, conformément aux lois et règlements en vigueur. »

ARTICLE 4 : Prévision et autorisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor

Exposé des motifs

Cet article évalue le montant des recettes affectées aux comptes spéciaux du Trésor, conformément aux dispositions des articles 36 à 42 de la loi organique précitée.

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor sont arrêtées globalement à un montant de 149 715 000 000 de FCFA pour l'année 2022.

Texte de l'article :

« I- La perception des recettes affectées aux comptes spéciaux du Trésor continue d'être effectuée pendant l'année 2022, conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.

II- Conformément au développement donné en annexe I, les prévisions de recettes de la loi de finances pour l'année 2022 pour l'ensemble des Comptes Spéciaux du Trésor s'élèvent à 149 715 000 000 de FCFA.

Par compte spécial du Trésor, les recettes sont évaluées comme suit :

- Compte d'affectation spéciale à 127 515 000 000 de FCFA ;*
- Compte de commerce à 150 000 000 de FCFA ;*
- Compte de prêts à 20 750 000 000 de FCFA ;*
- Compte d'avances à 800 000 000 de FCFA ;*
- Compte de garanties et d'avaux à 500 000 000 de FCFA ».*

B – Dispositions relatives aux charges

B.1 BUDGET GENERAL

ARTICLE 5 : Les dépenses du budget général

Exposé des motifs

Le plafond des autorisations d'engagement et des crédits de paiements du budget général sont respectivement fixés, dans la loi de finances de l'année 2022, à 6 579 423 834 965 de FCFA et 4 245 000 000 000 de FCFA.

Pour les dépenses de personnel, elles sont assorties, par ministère, de plafonds d'autorisation d'emploi rémunérés par l'Etat.

Texte de l'article :

« I- Les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2022, au titre des dépenses du budget général, est fixé à 4 245 000 000 000 de FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :

- Intérêts et commissions : 350 000 000 000 de FCFA*
- Dépenses de personnel : 952 000 000 000 de FCFA*
- Biens et services et transferts courants : 1 170 708 883 175 de FCFA*
- Investissement exécutés par l'Etat : 1 045 365 769 088 de FCFA*
- Transferts en capital : 726 925 347 737 de FCFA*

II – Il est ouvert pour la loi de finances de l'année 2022, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 6 579 423 834 965 de FCFA.

Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.

III– Il est ouvert pour la loi de finances de l'année 2022, au titre des dépenses de personnel, des plafonds d'autorisations d'emplois rémunérés par l'Etat d'un montant de 952 000 000 000 de FCFA».

B.2 Plafond des comptes spéciaux du Trésor

a) COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

ARTICLE 6 : Dépenses des comptes d'affectation spéciale

Exposé des motifs

Cet article évalue pour l'année 2022, les charges des comptes d'affectation spéciale à un montant de 127 515 000 000 FCFA. Il autorise le paiement de traitement ou d'indemnités à des agents de l'Etat ou d'autres organismes publics par imputation directe aux comptes d'affectation spéciale ci-après :

- la Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries Annexes ;
- les Frais de Contrôle des Sociétés à Participation Publique.

Texte de l'article :

« I – Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2022, s'élèvent à 127 515 000 000 de FCFA, répartis ainsi qu'il suit :

- *Fonds national de Retraite : 125 315 000 000 de FCFA*
- *Fonds de lutte contre les incendies : 200 000 000 de FCFA*
- *Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries annexes : 1 500 000 000 de FCFA*
- *Frais de contrôle des sociétés à participation publique : 500 000 000 de FCFA.*

II – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- *Caisse d'encouragement à la pêche et aux industries annexes ;*
- *Frais de contrôle des sociétés à participation publique.*

ARTICLE 7 : Autorisation de report

Exposé des motifs

En application des dispositions de l'article 37 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances, la présente loi de finances prévoit que le solde de chaque compte spécial du Trésor soit reporté de droit sur l'exercice suivant sauf dispositions contraires prévues par une loi de finances.

Texte de l'article :

« Le solde de chaque compte spécial du Trésor est reporté de droit sur l'exercice suivant sauf le solde débiteur du compte d'affectation spéciale Fonds national de retraite (FNR) ».

b) COMPTES DE COMMERCE

ARTICLE 8 : dépenses des comptes de commerce

Exposé des motifs

Cet article arrête le montant des charges des comptes de commerce et fixe le découvert, qui a un caractère limitatif, du compte « Opérations à caractère industriel et commercial des armées », conformément aux dispositions de l'article 39 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances.

Il interdit, en application du même article, l'exécution, dans le compte de commerce, des opérations d'investissement financier, de prêts ou avances, ainsi que des opérations d'emprunts.

Texte de l'article :

« I- Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances pour l'année 2022, s'élèvent à 150 000 000 de FCFA. »

II- Il est prévu, pour le compte de commerce « Opérations à caractère industriel et commercial des armées », un découvert fixé à un montant de 100 000 000 de FCFA. »

III- Il est interdit d'exécuter, au titre de compte de commerce, des opérations d'investissement financier, de prêts ou avances, ainsi que des opérations d'emprunts ».

c) COMPTES DE PRETS ET D'AVANCES

ARTICLE 9 : Dépenses des comptes de Prêts et d'avances

Exposé des motifs

Le présent article prévoit le montant des prêts et avances que le Ministre en charge des Finances est autorisé à consentir au courant de l'année 2022, conformément aux dispositions des articles 40 et 41 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances. Elles concernent les prêts accordés à des organismes publics ou à des particuliers et les avances accordées aux collectivités territoriales.

Texte de l'article :

« I- Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement des comptes de prêts et d'avances, dans la présente loi de finances pour l'année 2022, sont évalués à 21 550 000 000 de FCFA.

II. les plafonds des comptes de prêts sont ainsi répartis :

- *Prêts aux collectivités territoriales : 800 000 000 de FCFA ;*
- *Prêts à divers particuliers : 19 950 000 000 de FCFA ;*
- *Avances aux collectivités territoriales : 800 000 000 de FCFA. »*

d) COMPTES DE GARANTIES ET D'AVALS

ARTICLE 10 : Crédits ouverts pour les garanties et avals

Exposé des motifs :

Les comptes de garantie et d'aval retracent les engagements de l'Etat résultant des garanties financières accordées par lui à une personne physique ou morale, notamment dans le cadre des contrats de partenariats publics-privés.

La variation nette de l'encours des garanties et avals qui peuvent être accordés par l'Etat sur les comptes de garantie et avals est plafonnée annuellement par la loi de finances.

Les crédits d'un montant de 500 000 000 de FCFA inscrits dans la présente loi permettent de couvrir, éventuellement, les défauts de remboursement ou appel en garantie qui interviendraient au cours de la gestion à venir.

Texte de l'article :

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes de garanties et avals, pour la loi de finances 2022, s'élèvent à 500 000 000 FCFA ».

Il est autorisé l'octroi de garanties et d'avals, au titre de l'année 2022. La variation nette de l'encours des garanties et avals, pour l'année 2022 est plafonnée à 500 000 000 FCFA ».

B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE

ARTICLE 11 : Evaluation des charges de trésorerie

Exposé des motifs

En application des dispositions de l'article 28 de la LOLF, les charges de trésorerie sont évaluées chaque année par une loi de finances. Pour l'année 2022, elles sont évaluées à un montant de 1 643 300 000 000 FCFA et concernent principalement l'amortissement

de la dette pour un montant de 804 300 000 000 de FCFA et le financement du déficit pour un montant 784 000 000 000 de FCFA.

Texte de l'article

« Pour l'année 2022, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à un montant de 1 643 300 000 000 de FCFA ».

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 12 : Equilibre budgétaire et financier

Exposé des motifs

Le présent article arrête les données générales de l'équilibre budgétaire et financier présentées dans un tableau d'équilibre. Il arrête le déficit budgétaire et autorise également le Ministre chargé des Finances à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer le besoin de financement de l'Etat.

Texte de l'article

« I - Pour l'année 2022, les prévisions de ressources et les plafonds des charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après » :

| RUBRIQUES | LFI 2021 | LFI 2022 | ECART LFI 2021/LFI 2022 | |
|---|----------------|----------------|-------------------------|----------------|
| I. BUDGET GENERAL | | | | |
| Recettes fiscales | 2 564,5 | 3 025,0 | 460,5 | 17,96% |
| PROMAD | | 30,0 | 30,0 | |
| TUR | | 40,0 | 40,0 | |
| CFCE | | 30,0 | 30,0 | |
| Recettes non fiscales | 133,5 | 140,0 | 6,5 | 4,84% |
| Total recettes internes | 2 758,0 | 3 165,0 | 407,0 | 14,76% |
| Tirages sur Dons en capital (projet) | 268,0 | 250,0 | - 18,0 | -6,72% |
| Dons budgétaires | 64,0 | 46,0 | - 18,0 | -28,07% |
| Total recettes externes | 332,0 | 296,0 | - 36,0 | -10,83% |
| RECETTES BUDGET GENERAL | 3 090,0 | 3 461,0 | 371,0 | 12,01% |
| RECETTES CST | | | - | |
| Comptes affectation spéciale | 113,8 | 127,5 | 13,8 | 12,10% |
| Compte de commerce | 0,2 | 0,2 | - | |
| Compte de prêts | 20,8 | 20,8 | - | |
| Compte d'avances | 0,8 | 0,8 | - | |
| Compte de garanties et aval | 0,5 | 0,5 | - | |
| RECETTES CST | 136,0 | 149,7 | 13,8 | 10,13% |
| TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES | 3 225,9 | 3 610,7 | 384,8 | 11,93% |
| Intérêts de la dette | 327,0 | 350,0 | 23,0 | 7,03% |
| Dépenses de personnel | 904,9 | 952,0 | 47,1 | 5,20% |
| Acquisitions de biens et services et transferts | 1 007,0 | 1 170,7 | 163,7 | 16,26% |
| dont PROMAD | | 5,0 | 5,0 | |
| Total dépenses courantes | 2 238,9 | 2 472,7 | 233,8 | 10,44% |
| Dépenses capital sur ress. internes | 751,0 | 942,3 | 191,3 | 25,47% |
| dont PROMAD | | 25,0 | 25,0 | |
| dont TUR | | 40,0 | 40,0 | |
| dont CFCE | | 30,0 | 30,0 | |
| Investissements sur ressources externes | 844,0 | 830,0 | - 14,0 | -1,66% |
| Total dépenses d'investissement | 1 595,0 | 1 772,3 | 177,3 | 11,11% |
| DEPENSES BUDGET GENERAL | 3 833,9 | 4 245,0 | 411,1 | 10,72% |
| Comptes affectation spéciale | 113,8 | 127,515 | 13,77 | 12,10% |
| Compte de commerce | 0,2 | 0,2 | - | |
| Compte de prêts | 20,8 | 20,8 | - | |
| Compte d'avances | 0,8 | 0,8 | - | |
| Compte de garanties et aval | 0,5 | 0,5 | - | |
| DEPENSES CST | 136,0 | 149,7 | 13,8 | 10,13% |
| TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES | 3 969,9 | 4 394,7 | 424,9 | 10,7% |
| Solde budgétaire global | - 743,9 | - 784,0 | | |
| % PIB Déficit | -5% | -4,8% | | |

II- Pour l'année 2022, le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal et à lever des ressources de trésorerie pour un montant total de 1 643 300 000 000 de FCFA. Ces opérations de trésorerie pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention ».

ARTICLE 13 : Approbation du tableau de financement

Exposé des motifs

Le présent article a pour objet d'approuver le tableau de financement qui récapitule, pour l'année 2022, les prévisions de ressources et de charges de trésorerie telles que définies par les articles 27 et 28 de la LOLF.

Texte de l'article :

« Pour l'année 2022, les ressources et les charges de trésorerie de 1 643 300 000 000 FCFA sont approuvées conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances. »

| FINANCEMENT | | | | |
|--|----------------|----------------|-------------------------|------------|
| Besoin de financement | | | | |
| | LFI 2021 | LFI 2022 | ECART LFI 2020/LFI 2021 | |
| <i>Amortissement de la dette</i> | 619,32 | 804,3 | 185,0 | 29,9% |
| <i>Financement déficit</i> | 743,9 | 784,00 | 40,1 | 5,4% |
| <i>Autres opérations de financement</i> | | 25,0 | 25,0 | |
| <i>Crédit hôtelier</i> | | 10,0 | 10,0 | |
| <i>Fonds de stabulation (FONSTAB)</i> | | 2,0 | 2,0 | |
| <i>Participations financières</i> | | 10,0 | 10,0 | |
| <i>Fonsis</i> | | 3,0 | 3,0 | |
| <i>Déficit OPEX</i> | | 30,0 | 30,0 | |
| Total remboursement | 1 363,2 | 1 643,3 | 280,1 | 21% |
| Couverture du besoin de financement | | | | |
| <i>Emprunts projets</i> | 576,0 | 580,0 | 4,0 | 0,7% |
| <i>Surfinancement prévisionnel à reporter</i> | | 232,5 | 232,5 | |
| <i>dont Allocation de Droits de Tirages spéciaux (DTS)</i> | | 50,0 | | |
| <i>Emprunts programmes</i> | 105,0 | 107,0 | 2,0 | 1,9% |
| <i>Autres emprunts</i> | 682,2 | 723,8 | 41,6 | 6,1% |
| Total tirages | 1 363,2 | 1 643,3 | 280,1 | 21% |
| Déficit | - 743,9 | - 784,0 | - 40,1 | 5% |
| PIB | 14 991 | 16 473 | | |
| Déficit | -5% | -4,8% | | |

DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES

Conformément à l'article 44 de la LOLF, cette seconde partie de la loi de finances fixe, pour le budget général et les comptes spéciaux du Trésor, le plafond des crédits de paiement et des autorisations d'engagement ouverts au titre des dotations et programmes et énonce les dispositions diverses.

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS

En application des dispositions de l'article 12 de la loi organique précitée, la loi de finances pour l'année 2022 répartit les crédits budgétaires en programmes entre les ministères et Institutions constitutionnelles. Les crédits non répartis en programmes sont répartis en dotations conformément à l'article 14 de ladite loi. Font l'objet de dotations les crédits destinés aux Institutions constitutionnelles, les crédits globaux, les charges financières de la dette ainsi que les crédits destinés à couvrir les défauts de remboursement ou appels en garantie intervenus sur les comptes d'avances, de prêts, d'aval et de garanties.

A – CREDITS DES PROGRAMMES

A. 1 Programmes du Budget général

ARTICLE 14 : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement

Exposé des motifs

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour l'année 2022, au titre des programmes du budget général s'élèvent respectivement à 5 803 377 239 944 de FCFA et 3 469 920 494 192 de FCFA.

La répartition par section et par programme des crédits de paiement est donnée en annexe III de la présente loi de finances.

Texte de l'article :

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances pour l'année 2022, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 5 803 377 239 944 de FCFA et 3 469 920 494 192 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses ».

A.2 Programmes des comptes spéciaux du Trésor

ARTICLE 15 : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement

Exposé des motifs

Les comptes spéciaux du Trésor sont considérés comme des programmes budgétaires au sens de l'article 36 de la loi organique précitée.

Les crédits de paiement des programmes des CST sont évalués à un montant de 149 715 000 000 FCFA ainsi réparti :

- Comptes d'affectation spéciale : 127, 515 milliards de FCFA ;
 - o Fonds national de retraite : 125, 315 de milliards FCFA ;
 - o Caisse d'encouragement à la Pêche et aux Industries annexes : 1,5 milliard de FCFA ;
 - o Fonds de Lutte contre incendies : 200 millions de FCFA ;
 - o Frais de contrôle des Sociétés à participation Publique : 500 millions de FCFA ;
- Compte de commerce : 150 millions de FCFA ;
- Compte de prêts : 20,75 milliards de FCFA ;
- Compte d'avance : 800 millions de FCFA ;
- Compte de garantie et d'aval : 500 millions de FCFA.

Texte de l'article :

« Pour les programmes des CST, le montant des autorisations d'engagement et celui des crédits de paiement ouverts par la loi de finances de l'année 2022, sont fixés pour chacun à 149 715 000 000 de FCFA. La répartition par programme et par catégorie de dépense est donnée en annexe II et III.

B – CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL

ARTICLE 16 : Dotations des institutions

Exposé des motifs

Conformément aux dispositions de l'article 12, alinéa 3, il est ouvert pour l'année 2022, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement pour les Institutions pour respectivement 145 315 392 501 de FCFA et 144 348 303 288 de FCFA, selon la répartition par dotation de l'annexe III.

Texte de l'article :

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2022, au titre des dotations des institutions sont fixés respectivement à 145 315 392 501 de FCFA et 144 348 303 288 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégories de dépenses. »

ARTICLE 17 : Dotation des charges communes

Exposé des motifs

En application des dispositions de l'article 14 de loi organique, il est ouvert pour l'année 2022, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement pour les charges communes pour 280 731 202 520 de FCFA.

Texte de l'article :

« Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances pour l'année 2022 au titre des charges communes est fixé à la somme de 280 731 202 520 de FCFA ».

« Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2022, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 280 731 202 520 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par catégories de dépenses ».

A. 3 – Dotation dette publique

ARTICLE 18 : charges financières de la dette

Exposé des motifs

En application des dispositions de l'article 14 de la LOLF, font l'objet de dotation, les crédits ouverts au profit des charges financières de la dette publique.

Texte de l'article :

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2022, au titre des charges financières de la dette publique, s'élèvent respectivement à 350 000 000 000 de FCFA conformément à l'annexe III».

TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES

Exposé des motifs

Il est prévu de proroger l'application de la loi n° 95-34 du 29 décembre 1995 instituant le Statut de l'Entreprise franche d'Exportation (EFE) jusqu'au 31 décembre 2024 pour appuyer, sur une durée de trois ans supplémentaires, les bénéficiaires de ce régime de promotion de l'activité de production tournée vers l'exportation.

Quant à la modification de l'article 380 du Code général des Impôt (CGI), elle permet d'apporter les ajustements rendus nécessaires par la politique de promotion de la production locale de lait pasteurisé, dont l'exonération emporte désormais conservation du droit à déduction.

L'exonération des huiles brutes de palme et de palmistes destinées à la fabrication de savon au Sénégal ainsi que celle appliquée aux tissus acquis par un assujetti soumis au régime du réel pour la confection de vêtements au Sénégal, à l'origine des modifications des articles 430 et 444 quater du CGI, assurent plus de cohérence dans la taxation des corps gras alimentaires et des tissus.

ARTICLE 19 : Dispositions de prorogation du Statut de l'Entreprise franche d'exportation

Texte de l'article :

Le bénéfice du Statut de l'Entreprise franche d'Exportation prévue à l'article 2 de la loi n° 95-34 du 29 décembre 1995 est prorogé jusqu'au 31 décembre 2024.

ARTICLES 20,21 et 22 : Modifications de certaines dispositions du Code général des Impôts

Texte de l'article 20 :

Il est ajouté à l'article 380 du Code général des impôts un point f) ainsi rédigé :

« Art.380.-

- *f) les livraisons de lait pasteurisé telles que définies par décision du Ministre chargé des Finances ; »*

Texte de l'article 21 :

Il est ajouté à l'article 444 quater du Code général des impôts un troisième alinéa ainsi rédigé :

« Art. 444 quater.-

Sont exonérés de taxe sur les produits textiles, les tissus acquis par un assujetti soumis à un régime réel d'imposition destinés à la confection de vêtements au Sénégal. »

Texte de l'article 22 :

Les dispositions de l'article 430 du Code général des impôts sont modifiées ainsi qu'il suit :

« *Art. 430.- Sont exonérées de taxe spécifique sur les corps gras alimentaires :*

- *les huiles brutes destinées à être raffinées au Sénégal ;*
- *les corps gras alimentaires destinés à être utilisés au Sénégal pour la production de corps gras alimentaires ;*
- *les huiles brutes de palme et de palmistes destinées à la fabrication de savon au Sénégal. »*

Exposé des motifs

Il est prévu, d'une part, de procéder la réduction du prélèvement, au titre du Programme de modernisation de l'administration douanière (PROMAD) de 3 % à 1,5 % et d'autre part, d'instaurer un prélèvement de 0,5% au titre d'un Ticket libérateur.

En effet, le prélèvement pour le PROMAD qui était au taux de 3% de l'assiette éligible intégrait dans son mécanisme un volet « financement du programme » et un volet « ticket libérateur » qui en constituait son corolaire.

Ainsi, dans un souci permanent d'améliorer et de faciliter les procédures douanières et réduire les frais de dédouanement, il est important de rationaliser et de simplifier les paiements épars et réglementés qu'induisent les opérations douanières. Une telle démarche procède de l'amélioration de l'environnement des affaires à laquelle l'Administration des Douanes sénégalaises est partie prenante.

C'est à ce titre que le ticket libérateur est dissocié du PROMAD et va se matérialiser par un paiement unique pour synthétiser l'ensemble des paiements dus au titre du travail supplémentaire commercial et de la prestation informatique douanière, avec comme impact la réduction du temps de passage des marchandises en douane.

ARTICLE 23 : Dispositions relatives au PROMAD

Texte de l'article :

« *Il est institué, au titre du Programme de modernisation de l'administration douanière, un prélèvement au taux de 1,5%. L'assiette de ce prélèvement est constituée par la valeur en douane des marchandises éligibles à l'exclusion de celles placées sous les régimes douaniers et fiscaux favorisant la promotion des investissements.».*

ARTICLE 24 : Dispositions relatives au ticket libérateur

Texte de l'article :

« Il est institué, au titre du ticket libérateur, un prélèvement de 0,5% qui intègre, en un paiement unique, les frais dus au titre des opérations commerciales effectuées en dehors des heures légalement prévues et de la prestation informatique douanière.

L'assiette de ce prélèvement est constituée par la valeur en douane des marchandises éligibles à l'exclusion de celles placées sous les régimes douaniers et fiscaux favorisant la promotion des investissements».

LOI N°2021-42 DU 20 DECEMBRE 2021

PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT

A – Dispositions relatives aux ressources

ARTICLE PREMIER : Prévision et autorisation des recettes du budget général

I – Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances pour l'année 2022, à la somme de 3 165 000 000 000 de FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

II – Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances pour l'année 2022, à 296 000 000 000 de FCFA.

III – Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour l'année 2022 à 3 461 000 000 000 de FCFA.

ARTICLE 2 : Prévision et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat

I- Pour l'année 2022, les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à 1 643 300 000 000 FCFA. Les autorisations d'intervenir sur les marchés sont arrêtées à 1 643 300 000 000 de FCFA.

II- Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

ARTICLE 3 : Autorisation de perception des impôts et taxes affectés aux collectivités territoriales et aux établissements publics

La perception des impôts et taxes affectés aux collectivités territoriales et aux établissements publics continue d'être effectuée pendant l'année 2022, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Prévission et autorisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor

Texte de l'article :

I- La perception des recettes affectées aux comptes spéciaux du Trésor continue d'être effectuée pendant l'année 2022, conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.

II- Conformément au développement donné en annexe I, les prévisions de recettes de la loi de finances pour l'année 2022 pour l'ensemble des Comptes Spéciaux du Trésor s'élèvent à 149 715 000 000 de FCFA.

Par compte spécial du Trésor, les recettes sont évaluées comme suit :

- *Compte d'affectation spéciale à 127 515 000 000 de FCFA ;*
- *Compte de commerce à 150 000 000 de FCFA ;*
- *Compte de prêts à 20 750 000 000 de FCFA ;*
- *Compte d'avances à 800 000 000 de FCFA ;*
- *Compte de garanties et d'avaux à 500 000 000 de FCFA.*

B – Dispositions relatives aux charges

B.1 BUDGET GENERAL

ARTICLE 5 : Les dépenses du budget général

I- Les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2022, au titre des dépenses du budget général, est fixé à 4 245 000 000 000 de FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :

- *Intérêts et commissions : 350 000 000 000 de FCFA*
- *Dépenses de personnel : 952 000 000 000 de FCFA*
- *Biens et services et transferts courants : 1 170 708 883 175 de FCFA*
- *Investissement exécutés par l'Etat : 1 045 365 769 088 de FCFA*
- *Transferts en capital : 726 925 347 737 de FCFA*

II – Il est ouvert pour la loi de finances de l'année 2022, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 6 579 423 834 965 de FCFA.

Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.

III– Il est ouvert pour la loi de finances de l'année 2022, au titre des dépenses de personnel, des plafonds d'autorisations d'emplois rémunérés par l'Etat d'un montant de 952 000 000 000 de FCFA.

B.2 Plafond des comptes spéciaux du Trésor

a) COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

ARTICLE 6 : Dépenses des comptes d'affectation spéciale

I – Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2022, s'élèvent à 127 515 000 000 de FCFA, répartis ainsi qu'il suit :

- *Fonds national de Retraite : 125 315 000 000 de FCFA*
- *Fonds de lutte contre les incendies : 200 000 000 de FCFA*
- *Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries annexes : 1 500 000 000 de FCFA*
- *Frais de contrôle des sociétés à participation publique : 500 000 000 de FCFA.*

II – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- *Caisse d'encouragement à la pêche et aux industries annexes ;*
- *Frais de contrôle des sociétés à participation publique.*

ARTICLE 7 : Autorisation de report

Le solde de chaque compte spécial du Trésor est reporté de droit sur l'exercice suivant sauf le solde débiteur du compte d'affectation spéciale Fonds national de retraite (FNR).

b) COMPTES DE COMMERCE

ARTICLE 8 : dépenses des comptes de commerce

I- Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances pour l'année 2022, s'élèvent à 150 000 000 de FCFA. »

II- Il est prévu, pour le compte de commerce « Opérations à caractère industriel et commercial des armées », un découvert fixé à un montant de 100 000 000 de FCFA.

III- Il est interdit d'exécuter, au titre de compte de commerce, des opérations d'investissement financier, de prêts ou avances, ainsi que des opérations d'emprunts.

c) COMPTES DE PRETS ET D'AVANCES

ARTICLE 9 : Dépenses des comptes de Prêts et d'avances

I- Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement des comptes de prêts et d'avances, dans la présente loi de finances pour l'année 2022, sont évalués à 21 550 000 000 de FCFA.

II. les plafonds des comptes de prêts sont ainsi répartis :

- *Prêts aux collectivités territoriales : 800 000 000 de FCFA ;*
- *Prêts à divers particuliers : 19 950 000 000 de FCFA ;*
- *Avances aux collectivités territoriales : 800 000 000 de FCFA.*

d) COMPTES DE GARANTIES ET D'AVALS

ARTICLE 10 : Crédits ouverts pour les garanties et avals

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes de garanties et avals, pour la loi de finances 2022, s'élèvent à 500 000 000 FCFA ».

Il est autorisé l'octroi de garanties et d'avals, au titre de l'année 2022. La variation nette de l'encours des garanties et avals, pour l'année 2022 est plafonnée à 500 000 000 FCFA.

B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE

ARTICLE 11 : Evaluation des charges de trésorerie

Pour l'année 2022, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à un montant de 1 643 300 000 000 de FCFA.

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 12 : Equilibre budgétaire et financier

I - Pour l'année 2022, les prévisions de ressources et les plafonds des charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après :

| RUBRIQUES | LFI 2021 | LFI 2022 | ECART LFI 2021/LFI 2022 | |
|---|----------------|----------------|-------------------------|----------------|
| I. BUDGET GENERAL | | | | |
| Recettes fiscales | 2 564,5 | 3 025,0 | 460,5 | 17,96% |
| PROMAD | | 30,0 | 30,0 | |
| TUR | | 40,0 | 40,0 | |
| CFCE | | 30,0 | 30,0 | |
| Recettes non fiscales | 133,5 | 140,0 | 6,5 | 4,84% |
| Total recettes internes | 2 758,0 | 3 165,0 | 407,0 | 14,76% |
| Tirages sur Dons en capital (projet) | 268,0 | 250,0 | - 18,0 | -6,72% |
| Dons budgétaires | 64,0 | 46,0 | - 18,0 | -28,07% |
| Total recettes externes | 332,0 | 296,0 | - 36,0 | -10,83% |
| RECETTES BUDGET GENERAL | 3 090,0 | 3 461,0 | 371,0 | 12,01% |
| RECETTES CST | | | - | |
| Comptes affectation spéciale | 113,8 | 127,5 | 13,8 | 12,10% |
| Compte de commerce | 0,2 | 0,2 | - | |
| Compte de prêts | 20,8 | 20,8 | - | |
| Compte d'avances | 0,8 | 0,8 | - | |
| Compte de garanties et aval | 0,5 | 0,5 | - | |
| RECETTES CST | 136,0 | 149,7 | 13,8 | 10,13% |
| TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES | 3 225,9 | 3 610,7 | 384,8 | 11,93% |
| Intérêts de la dette | 327,0 | 350,0 | 23,0 | 7,03% |
| Dépenses de personnel | 904,9 | 952,0 | 47,1 | 5,20% |
| Acquisitions de biens et services et transferts | 1 007,0 | 1 170,7 | 163,7 | 16,26% |
| dont PROMAD | | 5,0 | 5,0 | |
| Total dépenses courantes | 2 238,9 | 2 472,7 | 233,8 | 10,44% |
| Dépenses capital sur ress. internes | 751,0 | 942,3 | 191,3 | 25,47% |
| dont PROMAD | | 25,0 | 25,0 | |
| dont TUR | | 40,0 | 40,0 | |
| dont CFCE | | 30,0 | 30,0 | |
| Investissements sur ressources externes | 844,0 | 830,0 | - 14,0 | -1,66% |
| Total dépenses d'investissement | 1 595,0 | 1 772,3 | 177,3 | 11,11% |
| DEPENSES BUDGET GENERAL | 3 833,9 | 4 245,0 | 411,1 | 10,72% |
| Comptes affectation spéciale | 113,8 | 127,515 | 13,77 | 12,10% |
| Compte de commerce | 0,2 | 0,2 | - | |
| Compte de prêts | 20,8 | 20,8 | - | |
| Compte d'avances | 0,8 | 0,8 | - | |
| Compte de garanties et aval | 0,5 | 0,5 | - | |
| DEPENSES CST | 136,0 | 149,7 | 13,8 | 10,13% |
| TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES | 3 969,9 | 4 394,7 | 424,9 | 10,7% |
| Solde budgétaire global | - 743,9 | - 784,0 | | |
| % PIB Déficit | -5% | -4,8% | | |

II- Pour l'année 2022, le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal et à lever des ressources de trésorerie pour un montant total de 1 643 300 000 000 de FCFA. Ces opérations de trésorerie pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

ARTICLE 13 : Approbation du tableau de financement

Pour l'année 2022, les ressources et les charges de trésorerie de 1 643 300 000 000 FCFA sont approuvées conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.

| FINANCEMENT | | | | |
|--|-----------------|-----------------|--------------------------------|------------|
| Besoin de financement | | | | |
| | LFI 2021 | LFI 2022 | ECART LFI 2020/LFI 2021 | |
| <i>Amortissement de la dette</i> | 619,32 | 804,3 | 185,0 | 29,9% |
| <i>Financement déficit</i> | 743,9 | 784,00 | 40,1 | 5,4% |
| <i>Autres opérations de financement</i> | | 25,0 | 25,0 | |
| <i>Crédit hôtelier</i> | | 10,0 | 10,0 | |
| <i>Fonds de stabulation (FONSTAB)</i> | | 2,0 | 2,0 | |
| <i>Participations financières</i> | | 10,0 | 10,0 | |
| <i>Fonsis</i> | | 3,0 | 3,0 | |
| <i>Déficit OPEX</i> | | 30,0 | 30,0 | |
| Total remboursement | 1 363,2 | 1 643,3 | 280,1 | 21% |
| Couverture du besoin de financement | | | | |
| <i>Emprunts projets</i> | 576,0 | 580,0 | 4,0 | 0,7% |
| <i>Surfinancement prévisionnel à reporter</i> | | 232,5 | 232,5 | |
| <i>dont Allocation de Droits de Tirages spéciaux (DTS)</i> | | 50,0 | | |
| <i>Emprunts programmes</i> | 105,0 | 107,0 | 2,0 | 1,9% |
| <i>Autres emprunts</i> | 682,2 | 723,8 | 41,6 | 6,1% |
| Total tirages | 1 363,2 | 1 643,3 | 280,1 | 21% |
| Déficit | - 743,9 | - 784,0 | - 40,1 | 5% |
| PIB | 14 991 | 16 473 | | |
| Déficit | -5% | -4,8% | | |

DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS

A – CREDITS DES PROGRAMMES

B. 1 Programmes du Budget général

ARTICLE 14 : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances pour l'année 2022, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 5 803 377 239 944 de FCFA et 3 469 920 494 192 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses.

A.2 Programmes des comptes spéciaux du Trésor

ARTICLE 15 : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement

Pour les programmes des CST, le montant des autorisations d'engagement et celui des crédits de paiement ouverts par la loi de finances de l'année 2022, sont fixés pour chacun à 149 715 000 000 de FCFA. La répartition par programme et par catégorie de dépense est donnée en annexe II et III.

B – CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL

ARTICLE 16 : Dotations des institutions

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2022, au titre des dotations des institutions sont fixés respectivement à 145 315 392 501 de FCFA et 144 348 303 288 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégories de dépenses.

ARTICLE 17 : Dotation des charges communes

Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances pour l'année 2022 au titre des charges communes est fixé à la somme de 280 731 202 520 de FCFA.

Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2022, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 280 731 202 520 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par catégories de dépenses.

A. 3 – Dotation dette publique

ARTICLE 18 : charges financières de la dette

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2022, au titre des charges financières de la dette publique, s'élèvent respectivement à 350 000 000 000 de FCFA conformément à l'annexe III.

TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 19 : Dispositions de prorogation du Statut de l'Entreprise franche d'exportation

Le bénéfice du Statut de l'Entreprise franche d'Exportation prévue à l'article 2 de la loi n° 95-34 du 29 décembre 1995 est prorogé jusqu'au 31 décembre 2024.

ARTICLES 20,21 et 22 : Modifications de certaines dispositions du Code général des Impôts

ARTICLE 20

Il est ajouté à l'article 380 du Code général des impôts un point f) ainsi rédigé :

« Art.380.-

- *f) les livraisons de lait pasteurisé telles que définies par décision du Ministre chargé des Finances ; »*

ARTICLE 21 :

Il est ajouté à l'article 444 quater du Code général des impôts un troisième alinéa ainsi rédigé :

« Art. 444 quater.-

Sont exonérés de taxe sur les produits textiles, les tissus acquis par un assujetti soumis à un régime réel d'imposition destinés à la confection de vêtements au Sénégal. »

ARTICLE 22 :

Les dispositions de l'article 430 du Code général des impôts sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Art. 430.- Sont exonérées de taxe spécifique sur les corps gras alimentaires :

- les huiles brutes destinées à être raffinées au Sénégal ;
- les corps gras alimentaires destinés à être utilisés au Sénégal pour la production de corps gras alimentaires ;
- les huiles brutes de palme et de palmistes destinées à la fabrication de savon au Sénégal. »

ARTICLE 23 : Dispositions relatives au PROMAD

Il est institué, au titre du Programme de modernisation de l'administration douanière, un prélèvement au taux de 1,5%. L'assiette de ce prélèvement est constituée par la valeur en douane des marchandises éligibles à l'exclusion de celles placées sous les régimes douaniers et fiscaux favorisant la promotion des investissements.

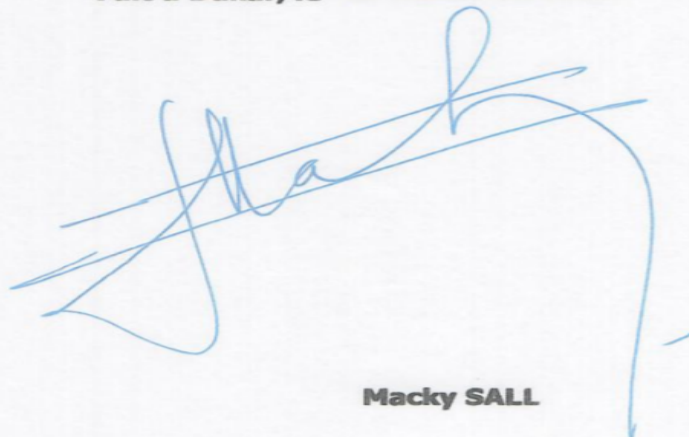
ARTICLE 24 : Dispositions relatives au ticket libérateur

Il est institué, au titre du ticket libérateur, un prélèvement de 0,5% qui intègre, en un paiement unique, les frais dus au titre des opérations commerciales effectuées en dehors des heures légalement prévues et de la prestation informatique douanière.

L'assiette de ce prélèvement est constituée par la valeur en douane des marchandises éligibles à l'exclusion de celles placées sous les régimes douaniers et fiscaux favorisant la promotion des investissements.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 20 décembre 2021



Macky SALL

ANNEXES

ANNEXE I : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR TITRE, ARTICLE, PARAGRAPHE

| Nature de recettes | 2021 | 2022 | Delta (2022/2021) | % |
|---|-----------------|----------------|----------------------|----------------|
| 711 - Impôts sur revenus, bénéfiques et gains en capital | 311,73 | 310,5 | -1,2 | -0,39% |
| 712 - Impôts sur salaires versés et autres rémunérations | 384,93 | 571,3 | 186,4 | 48,43% |
| 713 - Impôts sur le patrimoine | 37,39 | 42,0 | 4,6 | 12,33% |
| 714 - Autres impôts directs | 0 | 0,0 | 0,0 | 0% |
| TOTAL IMPOTS DIRECTS (711+712+713+714) | 734,05 | 923,8 | 189,8 | 25,86% |
| 715 - Impôts et taxes intérieurs sur biens et services | 1 280,48 | 1 479,2 | 198,8 | 15,52% |
| 716 - Droits d'enregistrement et taxes assimilées | 81,49 | 100,7 | 19,2 | 23,52% |
| 717 - Droits et taxes à l'importation | 335,68 | 428,7 | 93,0 | 27,72% |
| 718 - Droits et taxes à l'exportation | 0,00 | 0,0 | 0,0 | 0% |
| 719 - Autres recettes fiscales | 132,80 | 92,6 | -40,3 | -30,31% |
| TOTAL IMPOTS INDIRECTS (715+716+717+718+719) | 1 830,45 | 2 101,2 | 270,7 | 14,79% |
| RECETTES FISCALES (IMPOTS DIRECTS + IMPOTS INDIRECTS (R_71)) | 2 564,5 | 3 025,0 | 460,5 | 18% |
| 721 - Revenus de l'entreprise et du domaine | 67,73 | 68,0 | 0,3 | 0,40% |
| 722 - Droits et frais administratifs | 0,00 | 0,0 | 0,0 | 0% |
| 729 - Autres recettes non fiscales | 7,20 | 8,0 | 0,8 | 11,11% |
| 773 - Dividendes | 43,00 | 48,0 | 5,0 | 11,63% |
| 774 - Revenus des titres de placements | 0,00 | 0,0 | 0,0 | 0,00% |
| 775 - Commissions à caractères financiers | 15,58 | 16,0 | 0,4 | 2,70% |
| PRODUITS FINANCIERS (77) | 58,58 | 64,0 | 5,4 | 9,25% |
| RECETTES NON FISCALES (R_72) | 133,5 | 140,0 | 6,5 | 4,86% |
| TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES (71+72) | 2 698,00 | 3 165,0 | 467,0 | 17,31% |
| DONS ET LEGS (74) | 332,00 | 296,0 | -36,0 | -10,84% |
| RECETTES EXCEPTIONNELLES (75) | 60,00 | 0,0 | -60,0 | -100% |
| Dons Projets / Dons en Capital | 268,00 | 250,0 | -18,0 | -6,72% |
| Dons Programmes et Legs (R_749) / Dons budgétaires | 64,00 | 46,0 | -18,0 | -28,13% |
| RESSOURCES EXTERIEURES (74) | 332,00 | 296,0 | -36,0 | -11% |
| TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL (71+72+77) | 3 090,0 | 3 461,0 | 371,0 | 12% |
| TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR | 135,95 | 149,72 | 13,8 | 10% |
| TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES (Budget général + Comptes spéciaux du trésor) | 3 225,9 | 3 610,7 | 384,8 | 12% |

ANNEXE II: TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES

République du Sénégal



Un Peuple-Un But-Une Foi

Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE

| Budget | Source de financement | Catégorie de dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | | |
|---------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------|------------------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|------------------------|------------------------|-------------|
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % | |
| Budget général | Ressources internes | FONDS PROPRES (TRESOR) | | | | | | | | | |
| | | Dépenses ordinaires | 1 Charges financières de la dette | 327 000 000 000 | 327 000 000 000 | 350 000 000 000 | 350 000 000 000 | 23 000 000 000 | 7,0 | 23 000 000 000 | 7,0 |
| | | | 2 Dépenses de personnel | 904 900 000 000 | 904 900 000 000 | 952 000 000 000 | 952 000 000 000 | 47 100 000 000 | 5,2 | 47 100 000 000 | 5,2 |
| | | | 3 Acquisition de biens et services | 347 923 490 419 | 347 723 490 419 | 359 647 641 916 | 359 647 641 916 | 11 724 151 497 | 3,4 | 11 924 151 497 | 3,4 |
| | | | 4 Transferts courants | 659 526 509 581 | 659 276 509 581 | 811 061 241 259 | 811 061 241 259 | 151 534 731 678 | 23,0 | 151 784 731 678 | 23,0 |
| | | | TOTAL | 2 239 350 000 000 | 2 238 900 000 000 | 2 472 708 883 175 | 2 472 708 883 175 | 233 358 883 175 | 10,4 | 233 808 883 175 | 10,4 |
| | | Dépenses en capital | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 1 797 467 151 516 | 357 640 076 969 | 580 846 579 034 | 251 331 666 500 | -1 216 620 572 482 | -67,7 | -106 308 410 469 | -29,7 |
| | | | 6 Transferts en capital | 740 430 865 401 | 393 359 923 031 | 710 633 609 614 | 690 959 450 325 | -29 797 255 787 | -4,0 | 297 599 527 294 | 75,7 |
| | | | TOTAL | 2 537 898 016 917 | 751 000 000 000 | 1 291 480 188 648 | 942 291 116 825 | -1 246 417 828 269 | -49,1 | 191 291 116 825 | 25,5 |
| | | TOTAL FONDS PROPRES (TRESOR) | | 4 777 248 016 917 | 2 989 900 000 000 | 3 764 189 071 823 | 3 415 000 000 000 | -1 013 058 945 094 | -21,2 | 425 100 000 000 | 14,2 |
| | Total Ressources internes | | 4 777 248 016 917 | 2 989 900 000 000 | 3 764 189 071 823 | 3 415 000 000 000 | -1 013 058 945 094 | -21,2 | 425 100 000 000 | 14,2 | |
| | Ressources extérieures | DON OU SUBVENTION | | | | | | | | | |
| | | Dépenses en capital | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 947 530 686 329 | 265 481 986 108 | 591 626 545 970 | 249 484 697 650 | -355 904 140 359 | -37,6 | -15 997 288 458 | -6,0 |
| | | | 6 Transferts en capital | 2 518 013 892 | 2 518 013 892 | 515 302 350 | 515 302 350 | -2 002 711 542 | -79,5 | -2 002 711 542 | -79,5 |
| | | | TOTAL | 950 048 700 221 | 268 000 000 000 | 592 141 848 320 | 250 000 000 000 | -357 906 851 901 | -37,7 | -18 000 000 000 | -6,7 |
| | | TOTAL DON OU SUBVENTION | | 950 048 700 221 | 268 000 000 000 | 592 141 848 320 | 250 000 000 000 | -357 906 851 901 | -37,7 | -18 000 000 000 | -6,7 |
| | | PRET EXTERIEUR (EMPRUNT) | | | | | | | | | |
| | | Dépenses en capital | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 4 095 150 976 340 | 576 000 000 000 | 2 187 642 319 760 | 544 549 404 938 | -1 907 508 656 580 | -46,6 | -31 450 595 062 | -5,5 |
| | | | 6 Transferts en capital | | | 35 450 595 062 | 35 450 595 062 | 35 450 595 062 | 0 | 35 450 595 062 | 0 |
| | | | TOTAL | 4 095 150 976 340 | 576 000 000 000 | 2 223 092 914 822 | 580 000 000 000 | -1 872 058 061 518 | -45,7 | 4 000 000 000 | 0,7 |
| TOTAL PRET EXTERIEUR (EMPRUNT) | | 4 095 150 976 340 | 576 000 000 000 | 2 223 092 914 822 | 580 000 000 000 | -1 872 058 061 518 | -45,7 | 4 000 000 000 | 0,7 | | |
| Total Ressources extérieures | | 5 045 199 676 561 | 844 000 000 000 | 2 815 234 763 142 | 830 000 000 000 | -2 229 964 913 419 | -44,2 | -14 000 000 000 | -1,7 | | |
| Total Budget Budget général | | 9 822 447 693 478 | 3 833 900 000 000 | 6 579 423 834 965 | 4 245 000 000 000 | -3 243 023 858 513 | -33,0 | 411 100 000 000 | 10,7 | | |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE

Un Peuple-Un But-Une Foi

| Budget | Source de financement | Catégorie de dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | | |
|----------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------|--------------------------|------------------------------------|---------------------------|------------------------|------------------------|-------------|-----------------------|-------------|
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % | |
| Comptes Spéciaux du Trésor | Ressources internes | FONDS PROPRES (TRESOR) | | | | | | | | | |
| | | Dépenses ordinaires | 2 Dépenses de personnel | 617 800 000 | 617 800 000 | 617 800 000 | 617 800 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | | 3 Acquisition de biens et services | 950 200 000 | 950 200 000 | 847 700 000 | 847 700 000 | -102 500 000 | -10,8 | -102 500 000 | -10,8 |
| | | | 4 Transferts courants | 112 140 000 000 | 112 140 000 000 | 125 705 000 000 | 125 705 000 000 | 13 565 000 000 | 12,1 | 13 565 000 000 | 12,1 |
| | | | TOTAL | 113 708 000 000 | 113 708 000 000 | 127 170 500 000 | 127 170 500 000 | 13 462 500 000 | 11,8 | 13 462 500 000 | 11,8 |
| | | Dépenses en capital | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 22 242 000 000 | 22 242 000 000 | 22 544 500 000 | 22 544 500 000 | 302 500 000 | 1,4 | 302 500 000 | 1,4 |
| | | | TOTAL | 22 242 000 000 | 22 242 000 000 | 22 544 500 000 | 22 544 500 000 | 302 500 000 | 1,4 | 302 500 000 | 1,4 |
| | | TOTAL FONDS PROPRES (TRESOR) | | 135 950 000 000 | 135 950 000 000 | 149 715 000 000 | 149 715 000 000 | 13 765 000 000 | 10,1 | 13 765 000 000 | 10,1 |
| | | Total Ressources internes | | 135 950 000 000 | 135 950 000 000 | 149 715 000 000 | 149 715 000 000 | 13 765 000 000 | 10,1 | 13 765 000 000 | 10,1 |
| | | Total Budget Comptes Spéciaux du Trésor | | 135 950 000 000 | 135 950 000 000 | 149 715 000 000 | 149 715 000 000 | 13 765 000 000 | 10,1 | 13 765 000 000 | 10,1 |
| TOTAL GENERAL | | 9 958 397 693 478 | 3 969 850 000 000 | 6 729 138 834 965 | 4 394 715 000 000 | -3 229 258 858 513 | -32,4 | 424 865 000 000 | 10,7 | | |

ANNEXE III : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL

| Budget | | Source de financement | | Catégories de dépense | | | | | | |
|--|--|--|---------------------------|------------------------|------------------------------------|------------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | Ressources internes et ressources externes | | 1-2-3-4-5-6 | | | | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 10 Dette Publique | 0001 Dette Publique (Intérêts et commissions) | 1 Charges financières de la dette | 327 000 000 000 | 327 000 000 000 | 350 000 000 000 | 350 000 000 000 | 23 000 000 000 | 7,0 | 23 000 000 000 | 7,0 |
| | | Total Prog. 0001 | 327 000 000 000 | 327 000 000 000 | 350 000 000 000 | 350 000 000 000 | 23 000 000 000 | 7,0 | 23 000 000 000 | 7,0 |
| | Total Section 10 | | 327 000 000 000 | 327 000 000 000 | 350 000 000 000 | 350 000 000 000 | 23 000 000 000 | 7,0 | 23 000 000 000 | 7,0 |
| 21 Présidence de la République | 0002 Présidence de la République | 2 Dépenses de personnel | 9 501 340 560 | 9 501 340 560 | 11 561 025 249 | 11 561 025 249 | 2 059 684 689 | 21,7 | 2 059 684 689 | 21,7 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 8 386 034 000 | 8 386 034 000 | 7 380 025 944 | 7 380 025 944 | -1 006 008 056 | -12,0 | -1 006 008 056 | -12,0 |
| | | 4 Transferts courants | 36 119 784 078 | 36 119 784 078 | 36 974 414 567 | 36 974 414 567 | 854 630 489 | 2,4 | 854 630 489 | 2,4 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 2 250 000 000 | 600 000 000 | 1 581 166 714 | 614 077 501 | -668 833 286 | -29,7 | 14 077 501 | 2,3 |
| | | 6 Transferts en capital | 29 474 000 000 | 13 555 429 284 | 15 202 006 287 | 15 202 006 287 | -14 271 993 713 | -48,4 | 1 646 577 003 | 12,1 |
| | | Total Prog. 0002 | 85 731 158 638 | 85 731 158 638 | 72 698 638 761 | 71 731 549 548 | -13 032 519 877 | -15,2 | 3 568 961 626 | 4,2 |
| | 3001 Frais de contrôle des entreprises publiques | 2 Dépenses de personnel | 102 800 000 | 102 800 000 | 102 800 000 | 102 800 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 374 200 000 | 374 200 000 | 374 200 000 | 374 200 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 23 000 000 | 23 000 000 | 23 000 000 | 23 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | Total Prog. 3001 | 500 000 000 | 500 000 000 | 500 000 000 | 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Section 21 | | 86 231 158 638 | 68 662 587 922 | 73 198 638 761 | 72 231 549 548 | -13 032 519 877 | -15,1 | 3 568 961 626 | 5,2 | |
| 22 Assemblée Nationale | 0003 Assemblée Nationale | 4 Transferts courants | 16 495 015 137 | 16 495 015 137 | 17 215 015 137 | 17 215 015 137 | 720 000 000 | 4,4 | 720 000 000 | 4,4 |
| | | 6 Transferts en capital | 8 315 171 359 | 2 946 447 518 | 0 | 0 | -8 315 171 359 | -100 | -2 946 447 518 | -100 |
| | Total Prog. 0003 | 24 810 186 496 | 24 810 186 496 | 17 215 015 137 | 17 215 015 137 | -7 595 171 359 | -30,6 | -2 226 447 518 | -9,0 | |
| Total Section 22 | | 24 810 186 496 | 19 441 462 655 | 17 215 015 137 | 17 215 015 137 | -7 595 171 359 | -30,6 | -2 226 447 518 | -11,5 | |
| 24 Conseil Economique Social et Environnemental | 0005 Conseil Economique, Social et Environnemental | 2 Dépenses de personnel | 43 206 000 | 43 206 000 | 0 | 0 | -43 206 000 | -100 | -43 206 000 | -100 |
| | | 4 Transferts courants | 7 211 040 284 | 7 211 040 284 | 7 541 040 284 | 7 541 040 284 | 330 000 000 | 4,6 | 330 000 000 | 4,6 |
| | | 6 Transferts en capital | 990 000 000 | 330 000 000 | 0 | 0 | -990 000 000 | -100 | -330 000 000 | -100 |
| | | Total Prog. 0005 | 8 244 246 284 | 8 244 246 284 | 7 541 040 284 | 7 541 040 284 | -703 206 000 | -8,5 | -43 206 000 | -0,5 |
| Total Section 24 | | 8 244 246 284 | 7 584 246 284 | 7 541 040 284 | 7 541 040 284 | -703 206 000 | -8,5 | -43 206 000 | -0,6 | |

Le Système Support du Budget Programme (SYSBUDGEP) - SENEGAL



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|---|--|---------------------------------------|--|-----------------------|------------------------------------|----------------------|-----------------------|--------------|-----------------------|--------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 25 Conseil Constitutionnel | 0006 Conseil Constitutionnel | 2 Dépenses de personnel | 540 122 400 | 540 122 400 | 633 583 600 | 633 583 600 | 93 461 200 | 17,3 | 93 461 200 | 17,3 |
| | | 4 Transferts courants | 750 000 000 | 750 000 000 | 600 000 000 | 600 000 000 | -150 000 000 | -20 | -150 000 000 | -20 |
| | | Total Prog. 0006 | 1 290 122 400 | 1 290 122 400 | 1 233 583 600 | 1 233 583 600 | -56 538 800 | -4,4 | -56 538 800 | -4,4 |
| Total Section 25 | | | 1 290 122 400 | 1 290 122 400 | 1 233 583 600 | 1 233 583 600 | -56 538 800 | -4,4 | -56 538 800 | -4,4 |
| 27 Cour Suprême | 0007 Cour Suprême | 2 Dépenses de personnel | 1 014 240 000 | 1 014 240 000 | 1 052 252 000 | 1 052 252 000 | 38 012 000 | 3,7 | 38 012 000 | 3,7 |
| | | 4 Transferts courants | 1 050 000 000 | 1 050 000 000 | 1 400 000 000 | 1 400 000 000 | 350 000 000 | 33,3 | 350 000 000 | 33,3 |
| | | Total Prog. 0007 | 2 064 240 000 | 2 064 240 000 | 2 452 252 000 | 2 452 252 000 | 388 012 000 | 18,8 | 388 012 000 | 18,8 |
| Total Section 27 | | | 2 064 240 000 | 2 064 240 000 | 2 452 252 000 | 2 452 252 000 | 388 012 000 | 18,8 | 388 012 000 | 18,8 |
| 28 Cour des Comptes | 0008 Cour des Comptes | 2 Dépenses de personnel | 1 560 614 920 | 1 560 614 920 | 2 421 057 000 | 2 421 057 000 | 860 442 080 | 55,1 | 860 442 080 | 55,1 |
| | | 4 Transferts courants | 4 363 453 695 | 4 363 453 695 | 5 148 453 695 | 5 148 453 695 | 785 000 000 | 18,0 | 785 000 000 | 18,0 |
| | | 6 Transferts en capital | 3 586 029 962 | 1 899 157 543 | 1 025 555 441 | 1 025 555 441 | -2 560 474 521 | -71,4 | -873 602 102 | -46,0 |
| | | Total Prog. 0008 | 9 510 098 577 | 9 510 098 577 | 8 595 066 136 | 8 595 066 136 | -915 032 441 | -9,6 | 771 839 978 | 8,1 |
| Total Section 28 | | | 9 510 098 577 | 7 823 226 158 | 8 595 066 136 | 8 595 066 136 | -915 032 441 | -9,6 | 771 839 978 | 9,9 |
| 29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales | 0013 Conseil des Collectivités Territoriales | 2 Dépenses de personnel | 14 546 000 | 14 546 000 | 0 | 0 | -14 546 000 | -100 | -14 546 000 | -100 |
| | | 4 Transferts courants | 6 300 000 000 | 6 300 000 000 | 6 300 000 000 | 6 300 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 6 Transferts en capital | 8 580 000 000 | 3 300 000 000 | 2 250 000 000 | 2 250 000 000 | -6 330 000 000 | -73,8 | -1 050 000 000 | -31,8 |
| | | Total Prog. 0013 | 14 894 546 000 | 14 894 546 000 | 8 550 000 000 | 8 550 000 000 | -6 344 546 000 | -42,6 | -1 064 546 000 | -7,1 |
| Total Section 29 | | | 14 894 546 000 | 9 614 546 000 | 8 550 000 000 | 8 550 000 000 | -6 344 546 000 | -42,6 | -1 064 546 000 | -11,1 |
| 30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG) | 0009 Secrétariat général du Gouvernement | 2 Dépenses de personnel | 4 534 606 980 | 4 534 606 980 | 3 887 956 000 | 3 887 956 000 | -646 650 980 | -14,3 | -646 650 980 | -14,3 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 4 470 787 703 | 4 470 787 703 | 4 171 138 296 | 4 171 138 296 | -299 649 407 | -6,7 | -299 649 407 | -6,7 |
| | | 4 Transferts courants | 6 130 174 496 | 6 130 174 496 | 6 862 924 496 | 6 862 924 496 | 732 750 000 | 12,0 | 732 750 000 | 12,0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 7 834 515 930 | 7 834 515 930 | 5 665 251 224 | 5 665 251 224 | -2 169 264 706 | -27,7 | -2 169 264 706 | -27,7 |
| | | 6 Transferts en capital | 4 005 000 000 | 4 005 000 000 | 6 442 526 567 | 6 442 526 567 | 2 437 526 567 | 60,9 | 2 437 526 567 | 60,9 |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
|--|---|---------------------------------------|---------------------------|-----------------------|--|-----------------------|------------------------|--------------|----------------------|--------------|
| | | | Source de financement | | Ressources internes et ressources externes | | Catégories de dépense | | 1-2-3-4-5-6 | |
| | | | AE | CP | AE | CP | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | | | | | | | | |
| 30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG) | 0009 Secrétariat général du Gouvernement | Total Prog. 0009 | 26 975 085 109 | 26 975 085 109 | 27 029 796 583 | 27 029 796 583 | 54 711 474 | 0,2 | 54 711 474 | 0,2 |
| Total Section 30 | | | 26 975 085 109 | 26 975 085 109 | 27 029 796 583 | 27 029 796 583 | 54 711 474 | 0,2 | 54 711 474 | 0,2 |
| 31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur | 1001 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 1 117 324 000 | 1 117 324 000 | 1 079 139 180 | 1 079 139 180 | -38 184 820 | -3,4 | -38 184 820 | -3,4 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 11 151 920 182 | 11 151 920 182 | 10 871 099 078 | 10 871 099 078 | -280 821 104 | -2,5 | -280 821 104 | -2,5 |
| | | 4 Transferts courants | 948 814 000 | 948 814 000 | 1 273 814 000 | 1 273 814 000 | 325 000 000 | 34,3 | 325 000 000 | 34,3 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 1 776 981 129 | 700 000 000 | 143 441 925 | 143 441 925 | -1 633 539 204 | -91,9 | -556 558 075 | -79,5 |
| | | 6 Transferts en capital | 0 | 0 | 300 000 000 | 300 000 000 | 300 000 000 | 0 | 300 000 000 | 0 |
| | | Total Prog. 1001 | 14 995 039 311 | 14 995 039 311 | 13 667 494 183 | 13 667 494 183 | -1 327 545 128 | -8,9 | -250 563 999 | -1,7 |
| | 2001 Coopération bilatérale et multilatérale | 2 Dépenses de personnel | 24 549 628 876 | 24 549 628 876 | 23 931 232 761 | 23 931 232 761 | -618 396 115 | -2,5 | -618 396 115 | -2,5 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 20 519 001 661 | 20 519 001 661 | 22 524 873 937 | 22 524 873 937 | 2 005 872 276 | 9,8 | 2 005 872 276 | 9,8 |
| | | 4 Transferts courants | 2 476 549 950 | 2 476 549 950 | 2 476 549 950 | 2 476 549 950 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 22 600 357 350 | 2 010 357 352 | 2 119 233 352 | 2 119 233 352 | -20 481 123 998 | -90,6 | 108 876 000 | 5,4 |
| | | 6 Transferts en capital | 3 750 000 000 | 600 000 000 | 600 000 000 | 600 000 000 | -3 150 000 000 | -84 | 0 | 0 |
| | | Total Prog. 2001 | 73 895 537 837 | 73 895 537 837 | 51 651 890 000 | 51 651 890 000 | -22 243 647 837 | -30,1 | 1 496 352 161 | 2,0 |
| | 2002 Promotion de la Diplomatie économique | 2 Dépenses de personnel | 42 473 000 | 42 473 000 | 100 566 000 | 100 566 000 | 58 093 000 | 136,8 | 58 093 000 | 136,8 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 183 369 364 | 183 369 364 | 62 346 142 | 62 346 142 | -121 023 222 | -66,0 | -121 023 222 | -66,0 |
| | | Total Prog. 2002 | 225 842 364 | 225 842 364 | 162 912 142 | 162 912 142 | -62 930 222 | -27,9 | -62 930 222 | -27,9 |
| 2003 Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE | 2 Dépenses de personnel | 140 289 000 | 140 289 000 | 230 484 000 | 230 484 000 | 90 195 000 | 64,3 | 90 195 000 | 64,3 | |
| | 3 Acquisition de biens et services | 138 021 450 | 138 021 450 | 170 933 792 | 170 933 792 | 32 912 342 | 23,8 | 32 912 342 | 23,8 | |
| | 4 Transferts courants | 750 000 000 | 750 000 000 | 745 565 800 | 745 565 800 | -4 434 200 | -0,6 | -4 434 200 | -0,6 | |
| | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 492 222 222 | 170 000 000 | 140 000 000 | 140 000 000 | -352 222 222 | -71,6 | -30 000 000 | -17,6 | |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|---|---|---------------------------------------|--|------------------------|------------------------------------|------------------------|------------------------|----------------------|-----------------------|---------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur | 2003 Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE | 6 Transferts en capital | 950 000 000 | 950 000 000 | 950 000 000 | 950 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | Total Prog. 2003 | 2 470 532 672 | 2 470 532 672 | 2 236 983 592 | 2 236 983 592 | -233 549 080 | -9,5 | 88 673 142 | 3,6 |
| | Total Section 31 | 91 586 952 184 | 66 447 748 835 | 67 719 279 917 | 67 719 279 917 | -23 867 672 267 | -26,1 | 1 271 531 082 | 1,9 | |
| 32 Ministère des Forces Armées | 1002 Pilotage coordination et gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 2 913 915 210 | 2 913 915 210 | 2 290 910 948 | 2 290 910 948 | -623 004 262 | -21,4 | -623 004 262 | -21,4 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 2 651 736 355 | 2 651 736 355 | 3 093 488 677 | 3 093 488 677 | 441 752 322 | 16,7 | 441 752 322 | 16,7 |
| | | 4 Transferts courants | 3 500 000 000 | 3 500 000 000 | 3 500 000 000 | 3 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 20 700 000 000 | 15 300 000 000 | 1 300 000 000 | 1 300 000 000 | -19 400 000 000 | -93,7 | -14 000 000 000 | -91,5 |
| | | 6 Transferts en capital | 434 000 000 | 434 000 000 | 10 084 000 000 | 10 084 000 000 | 9 650 000 000 | 2223,5 | 9 650 000 000 | 2223,5 |
| | | Total Prog. 1002 | 30 199 651 565 | 30 199 651 565 | 20 268 399 625 | 20 268 399 625 | -9 931 251 940 | -32,9 | -4 531 251 940 | -15,0 |
| | | 2005 Défense du territoire national | 2 Dépenses de personnel | 74 360 680 001 | 74 360 680 001 | 76 299 618 115 | 76 299 618 115 | 1 938 938 114 | 2,6 | 1 938 938 114 |
| | 3 Acquisition de biens et services | | 33 127 544 635 | 33 127 544 635 | 35 479 344 985 | 35 479 344 985 | 2 351 800 350 | 7,1 | 2 351 800 350 | 7,1 |
| | 5 Investissements exécutés par l'Etat | | 56 826 002 100 | 33 099 165 189 | 54 539 148 425 | 44 486 311 514 | -2 286 853 675 | -4,0 | 11 387 146 325 | 34,4 |
| | 6 Transferts en capital | | 30 300 000 000 | 16 800 000 000 | 10 000 000 000 | 10 000 000 000 | -20 300 000 000 | -67,0 | -6 800 000 000 | -40,5 |
| | Total Prog. 2005 | | 194 614 226 736 | 194 614 226 736 | 176 318 111 525 | 166 265 274 614 | -18 296 115 211 | -9,4 | 8 877 884 789 | 4,6 |
| | 2008 Sécurité publique et maintien de l'ordre | 2 Dépenses de personnel | 49 836 966 232 | 49 836 966 232 | 47 265 268 572 | 47 265 268 572 | -2 571 697 660 | -5,2 | -2 571 697 660 | -5,2 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 14 906 316 812 | 14 906 316 812 | 17 800 422 288 | 17 800 422 288 | 2 894 105 476 | 19,4 | 2 894 105 476 | 19,4 |
| | | 4 Transferts courants | 60 000 000 | 60 000 000 | 60 000 000 | 60 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 33 803 594 898 | 6 851 800 000 | 11 614 975 000 | 6 114 975 000 | -22 188 619 898 | -65,6 | -736 825 000 | -10,8 |
| | | 6 Transferts en capital | 31 777 205 147 | 8 888 000 000 | 4 648 621 000 | 4 648 621 000 | -27 128 584 147 | -85,4 | -4 239 379 000 | -47,7 |
| | | Total Prog. 2008 | 130 384 083 089 | 130 384 083 089 | 81 389 286 860 | 75 889 286 860 | -48 994 796 229 | -37,6 | -4 653 796 184 | -3,6 |
| | 3002 Opérations à caractère industriel et commerciale | 3 Acquisition de biens et services | 150 000 000 | 150 000 000 | 150 000 000 | 150 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | Total Prog. 3002 | 150 000 000 | 150 000 000 | 150 000 000 | 150 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Section 32 | 355 347 961 390 | 262 880 124 434 | 278 125 798 010 | 262 572 961 099 | -77 222 163 380 | -21,7 | -307 163 335 | -0,1 | | |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
|---------------------------------------|---|---------------------------------------|--|-----------------------|--|------------------------|------------------------|-----------------------|-------------------|----------|
| | | | Budget | | Source de financement | | Catégories de dépense | | | |
| | | | Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | Ressources internes et ressources externes | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | AE | CP | AE | CP | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 33 Ministère de l'Intérieur | 1003 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 919 016 000 | 919 016 000 | 1 040 627 296 | 1 040 627 296 | 121 611 296 | 13,2 | 121 611 296 | 13,2 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 1 510 000 000 | 1 510 000 000 | 1 564 843 809 | 1 564 843 809 | 54 843 809 | 3,6 | 54 843 809 | 3,6 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 12 897 000 000 | 1 252 000 000 | 3 244 400 000 | 2 067 502 447 | -9 652 600 000 | -74,8 | 815 502 447 | 65,1 |
| | | 6 Transferts en capital | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 | 0 | 0 | -1 000 000 000 | -100 | -1 000 000 000 | -100 |
| | | Total Prog. 1003 | 16 326 016 000 | 16 326 016 000 | 5 849 871 105 | 4 672 973 552 | -10 476 144 895 | -64,2 | -8 042 448 | 0 |
| | 2009 Sécurité publique | 2 Dépenses de personnel | 40 707 932 168 | 40 707 932 168 | 40 131 715 392 | 40 131 715 392 | -576 216 776 | -1,4 | -576 216 776 | -1,4 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 7 600 000 000 | 7 600 000 000 | 7 562 662 688 | 7 562 662 688 | -37 337 312 | -0,5 | -37 337 312 | -0,5 |
| | | 4 Transferts courants | 10 638 000 000 | 10 638 000 000 | 15 551 806 500 | 15 551 806 500 | 4 913 806 500 | 46,2 | 4 913 806 500 | 46,2 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 57 880 133 572 | 2 600 000 000 | 3 574 341 655 | 3 574 341 655 | -54 305 791 917 | -93,8 | 974 341 655 | 37,5 |
| | | 6 Transferts en capital | 52 221 000 000 | 5 000 000 000 | 8 350 000 000 | 8 350 000 000 | -43 871 000 000 | -84,0 | 3 350 000 000 | 67 |
| | Total Prog. 2009 | 169 047 065 740 | 169 047 065 740 | 75 170 526 235 | 75 170 526 235 | -93 876 539 505 | -55,5 | 8 624 594 067 | 5,1 | |
| | 2010 Sécurité civile | 2 Dépenses de personnel | 22 417 241 971 | 22 417 241 971 | 21 830 254 708 | 21 830 254 708 | -586 987 263 | -2,6 | -586 987 263 | -2,6 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 3 520 000 000 | 3 520 000 000 | 3 518 174 414 | 3 518 174 414 | -1 825 586 | -0,1 | -1 825 586 | -0,1 |
| | | 4 Transferts courants | 1 820 000 000 | 1 820 000 000 | 1 820 000 000 | 1 820 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 48 988 774 690 | 5 900 000 000 | 1 761 000 000 | 1 761 000 000 | -47 227 774 690 | -96,4 | -4 139 000 000 | -70,2 |
| | | 6 Transferts en capital | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Total Prog. 2010 | 76 746 016 661 | 76 746 016 661 | 28 929 429 122 | 28 929 429 122 | -47 816 587 539 | -62,3 | -4 727 812 849 | -6,2 | |
| | 2011 Administration territoriale | 2 Dépenses de personnel | 4 683 842 000 | 4 683 842 000 | 5 575 246 856 | 5 575 246 856 | 891 404 856 | 19,0 | 891 404 856 | 19,0 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 2 316 588 536 | 2 316 588 536 | 2 534 087 407 | 2 534 087 407 | 217 498 871 | 9,4 | 217 498 871 | 9,4 |
| | | 4 Transferts courants | 0 | 0 | 9 058 200 000 | 9 058 200 000 | 9 058 200 000 | 0 | 9 058 200 000 | 0 |
| 5 Investissements exécutés par l'Etat | | 10 738 000 000 | 200 000 000 | 12 268 952 300 | 518 952 300 | 1 530 952 300 | 14,3 | 318 952 300 | 159,5 | |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|--|--|---|--|------------------------|------------------------------------|------------------------|-------------------------|--------------|-----------------------|--------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 33 Ministère de l'Intérieur | 2011 Administration territoriale | Total Prog. 2011 | 17 738 430 536 | 17 738 430 536 | 29 436 486 563 | 17 686 486 563 | 11 698 056 027 | 65,9 | 10 486 056 027 | 59,1 |
| | 2012 Gouvernance électorale | 2 Dépenses de personnel | 173 716 000 | 173 716 000 | 169 927 000 | 169 927 000 | -3 789 000 | -2,2 | -3 789 000 | -2,2 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 5 100 000 000 | 5 100 000 000 | 9 197 332 000 | 9 197 332 000 | 4 097 332 000 | 80,3 | 4 097 332 000 | 80,3 |
| | | 4 Transferts courants | 2 294 000 000 | 2 294 000 000 | 3 394 000 000 | 3 394 000 000 | 1 100 000 000 | 48,0 | 1 100 000 000 | 48,0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 0 | 0 | 80 322 000 | 80 322 000 | 80 322 000 | 0 | 80 322 000 | 0 |
| | | 6 Transferts en capital | 50 000 000 000 | 10 000 000 000 | 10 000 000 000 | 10 000 000 000 | -40 000 000 000 | -80 | 0 | 0 |
| | | Total Prog. 2012 | 57 567 716 000 | 57 567 716 000 | 22 841 581 000 | 22 841 581 000 | -34 726 135 000 | -60,3 | 5 273 865 000 | 9,2 |
| | 3003 Fonds de lutte contre les incendies | 3 Acquisition de biens et services | 126 000 000 | 126 000 000 | 126 000 000 | 126 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 74 000 000 | 74 000 000 | 74 000 000 | 74 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | Total Prog. 3003 | 200 000 000 | 200 000 000 | 200 000 000 | 200 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Total Section 33 | | 337 625 244 937 | 129 852 336 675 | 162 427 894 025 | 149 500 996 472 | -175 197 350 912 | -51,9 | 19 648 659 797 | 15,1 |
| | 34 Ministère de la Justice | 1004 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 1 095 313 000 | 1 095 313 000 | 1 477 084 316 | 1 477 084 316 | 381 771 316 | 34,9 | 381 771 316 |
| 3 Acquisition de biens et services | | | 1 002 279 400 | 1 002 279 400 | 934 377 592 | 934 377 592 | -67 901 808 | -6,8 | -67 901 808 | -6,8 |
| 4 Transferts courants | | | 2 437 000 000 | 2 437 000 000 | 3 767 000 000 | 3 767 000 000 | 1 330 000 000 | 54,6 | 1 330 000 000 | 54,6 |
| 5 Investissements exécutés par l'Etat | | | 2 907 030 000 | 910 617 578 | 1 120 613 677 | 1 120 613 677 | -1 786 416 323 | -61,5 | 209 996 099 | 23,1 |
| 6 Transferts en capital | | | 100 000 000 | 100 000 000 | 25 000 000 000 | 25 000 000 000 | 24 900 000 000 | ***** | 24 900 000 000 | ***** |
| Total Prog. 1004 | | | 7 541 622 400 | 7 541 622 400 | 32 299 075 585 | 32 299 075 585 | 24 757 453 185 | 328,3 | 26 753 865 607 | 354,7 |
| 2014 Justice judiciaire | | 2 Dépenses de personnel | 17 032 551 973 | 17 032 551 973 | 12 817 482 640 | 12 817 482 640 | -4 215 069 333 | -24,7 | -4 215 069 333 | -24,7 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 1 735 075 850 | 1 735 075 850 | 2 290 251 901 | 2 290 251 901 | 555 176 051 | 32,0 | 555 176 051 | 32,0 |
| | | 4 Transferts courants | 800 000 000 | 800 000 000 | 1 060 000 000 | 1 060 000 000 | 260 000 000 | 32,5 | 260 000 000 | 32,5 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 5 662 842 604 | 850 000 000 | 58 999 816 | 58 999 816 | -5 603 842 788 | -99,0 | -791 000 184 | -93,1 |
| | | | | | | | | | | |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|---|--|---------------------------------------|--|-----------------------|------------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------|-----------------------|--------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 34 Ministère de la Justice | 2014 Justice judiciaire | Total Prog. 2014 | 25 230 470 427 | 25 230 470 427 | 16 226 734 357 | 16 226 734 357 | -9 003 736 070 | -35,7 | -4 190 893 466 | -16,6 |
| | 2015 Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant | 2 Dépenses de personnel | 1 212 356 000 | 1 212 356 000 | 1 317 991 900 | 1 317 991 900 | 105 635 900 | 8,7 | 105 635 900 | 8,7 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 1 116 571 120 | 1 116 571 120 | 1 454 738 134 | 1 454 738 134 | 338 167 014 | 30,3 | 338 167 014 | 30,3 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 375 000 000 | 375 000 000 | 0 | 0 | -375 000 000 | -100 | -375 000 000 | -100 |
| | | Total Prog. 2015 | 2 703 927 120 | 2 703 927 120 | 2 772 730 034 | 2 772 730 034 | 68 802 914 | 2,5 | 68 802 914 | 2,5 |
| | 2016 Administration pénitentiaire | 2 Dépenses de personnel | 7 538 999 000 | 7 538 999 000 | 8 885 595 820 | 8 885 595 820 | 1 346 596 820 | 17,9 | 1 346 596 820 | 17,9 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 5 745 000 000 | 5 745 000 000 | 5 630 695 995 | 5 630 695 995 | -114 304 005 | -2,0 | -114 304 005 | -2,0 |
| | | 4 Transferts courants | 150 000 000 | 150 000 000 | 500 000 000 | 500 000 000 | 350 000 000 | 233,3 | 350 000 000 | 233,3 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 7 814 550 381 | 3 925 000 000 | 4 300 000 000 | 4 300 000 000 | -3 514 550 381 | -45,0 | 375 000 000 | 9,6 |
| | | 6 Transferts en capital | 100 000 000 | 100 000 000 | 0 | 0 | -100 000 000 | -100 | -100 000 000 | -100 |
| | | Total Prog. 2016 | 21 348 549 381 | 21 348 549 381 | 19 316 291 815 | 19 316 291 815 | -2 032 257 566 | -9,5 | 1 857 292 815 | 8,7 |
| | 2100 Bonne gouvernance et Droits humains | 2 Dépenses de personnel | 188 226 000 | 188 226 000 | 216 979 000 | 216 979 000 | 28 753 000 | 15,3 | 28 753 000 | 15,3 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 465 500 000 | 465 500 000 | 665 913 407 | 665 913 407 | 200 413 407 | 43,1 | 200 413 407 | 43,1 |
| | | 4 Transferts courants | 155 000 000 | 155 000 000 | 155 000 000 | 155 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 1 522 216 817 | 1 522 216 817 | 186 825 531 | 186 825 531 | -1 335 391 286 | -87,7 | -1 335 391 286 | -87,7 |
| | | Total Prog. 2100 | 2 330 942 817 | 2 330 942 817 | 1 224 717 938 | 1 224 717 938 | -1 106 224 879 | -47,5 | -1 106 224 879 | -47,5 |
| | Total Section 34 | | 59 155 512 145 | 48 456 706 738 | 71 839 549 729 | 71 839 549 729 | 12 684 037 584 | 21,4 | 23 382 842 991 | 48,3 |
| 35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public | 1005 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 497 701 000 | 497 701 000 | 616 509 500 | 616 509 500 | 118 808 500 | 23,9 | 118 808 500 | 23,9 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 584 780 425 | 584 780 425 | 584 596 183 | 584 596 183 | -184 242 | 0 | -184 242 | 0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 0 | 0 | 500 000 000 | 500 000 000 | 500 000 000 | 0 | 500 000 000 | 0 |
| | | Total Prog. 1005 | 1 082 481 425 | 1 082 481 425 | 1 701 105 683 | 1 701 105 683 | 618 624 258 | 57,1 | 618 624 258 | 57,1 |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|--|---|---------------------------------------|--|----------------------|------------------------------------|----------------------|-----------------------|--------------|----------------------|--------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public | 2017 Fonction publique | 2 Dépenses de personnel | 1 142 400 643 | 1 142 400 643 | 858 942 000 | 858 942 000 | -283 458 643 | -24,8 | -283 458 643 | -24,8 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 663 184 000 | 663 184 000 | 662 848 718 | 662 848 718 | -335 282 | -0,1 | -335 282 | -0,1 |
| | | 4 Transferts courants | 535 000 000 | 535 000 000 | 595 000 000 | 595 000 000 | 60 000 000 | 11,2 | 60 000 000 | 11,2 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 727 000 000 | 727 000 000 | 565 139 600 | 565 139 600 | -161 860 400 | -22,3 | -161 860 400 | -22,3 |
| | | Total Prog. 2017 | 3 067 584 643 | 3 067 584 643 | 2 681 930 318 | 2 681 930 318 | -385 654 325 | -12,6 | -385 654 325 | -12,6 |
| | 2018 Renouveau du service public | 2 Dépenses de personnel | 94 204 000 | 94 204 000 | 104 500 000 | 104 500 000 | 10 296 000 | 10,9 | 10 296 000 | 10,9 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 254 100 000 | 254 100 000 | 254 070 281 | 254 070 281 | -29 719 | 0 | -29 719 | 0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 773 000 000 | 773 000 000 | 1 073 000 000 | 1 073 000 000 | 300 000 000 | 38,8 | 300 000 000 | 38,8 |
| | | Total Prog. 2018 | 1 121 304 000 | 1 121 304 000 | 1 431 570 281 | 1 431 570 281 | 310 266 281 | 27,7 | 310 266 281 | 27,7 |
| | Total Section 35 | | 5 271 370 068 | 5 271 370 068 | 5 814 606 282 | 5 814 606 282 | 543 236 214 | 10,3 | 543 236 214 | 10,3 |
| 37 Ministère du travail et des relations avec les Institutions | 1006 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 448 931 207 | 448 931 207 | 374 960 440 | 374 960 440 | -73 970 767 | -16,5 | -73 970 767 | -16,5 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 475 112 000 | 475 112 000 | 760 662 166 | 760 662 166 | 285 550 166 | 60,1 | 285 550 166 | 60,1 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 | 500 000 000 | 500 000 000 | -500 000 000 | -50 | -500 000 000 | -50 |
| | | Total Prog. 1006 | 1 924 043 207 | 1 924 043 207 | 1 635 622 606 | 1 635 622 606 | -288 420 601 | -15,0 | -288 420 601 | -15,0 |
| | 2019 Gouvernance du marché du travail | 2 Dépenses de personnel | 882 932 000 | 882 932 000 | 872 765 440 | 872 765 440 | -10 166 560 | -1,2 | -10 166 560 | -1,2 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 784 450 000 | 784 450 000 | 1 068 441 956 | 1 068 441 956 | 283 991 956 | 36,2 | 283 991 956 | 36,2 |
| | | 4 Transferts courants | 950 000 000 | 950 000 000 | 1 350 000 000 | 1 350 000 000 | 400 000 000 | 42,1 | 400 000 000 | 42,1 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 0 | 0 | 350 000 000 | 350 000 000 | 350 000 000 | 0 | 350 000 000 | 0 |
| | | Total Prog. 2019 | 2 617 382 000 | 2 617 382 000 | 3 641 207 396 | 3 641 207 396 | 1 023 825 396 | 39,1 | 1 023 825 396 | 39,1 |
| | 2107 Protection sociale des travailleurs | 2 Dépenses de personnel | 69 406 000 | 69 406 000 | 61 614 820 | 61 614 820 | -7 791 180 | -11,2 | -7 791 180 | -11,2 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 142 600 000 | 142 600 000 | 142 599 492 | 142 599 492 | -508 | 0 | -508 | 0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 0 | 0 | 200 000 000 | 200 000 000 | 200 000 000 | 0 | 200 000 000 | 0 |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|--|--|--|--|-----------------------|------------------------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------|-------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions | 2107 Protection sociale des travailleurs | Total Prog. 2107 | 212 006 000 | 212 006 000 | 404 214 312 | 404 214 312 | 192 208 312 | 90,7 | 192 208 312 | 90,7 |
| | Total Section 37 | | 4 753 431 207 | 4 753 431 207 | 5 681 044 314 | 5 681 044 314 | 927 613 107 | 19,5 | 927 613 107 | 19,5 |
| 40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime | 1008 Pilotage, coordination et gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 717 101 792 | 717 101 792 | 271 404 000 | 271 404 000 | -445 697 792 | -62,2 | -445 697 792 | -62,2 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 172 712 150 | 172 712 150 | 136 480 162 | 136 480 162 | -36 231 988 | -21,0 | -36 231 988 | -21,0 |
| | | 4 Transferts courants | 0 | 0 | 401 454 261 | 401 454 261 | 401 454 261 | 0 | 401 454 261 | 0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 258 747 040 | 258 747 040 | 242 000 000 | 242 000 000 | -16 747 040 | -6,5 | -16 747 040 | -6,5 |
| | | Total Prog. 1008 | 1 148 560 982 | 1 148 560 982 | 1 051 338 423 | 1 051 338 423 | -97 222 559 | -8,5 | -97 222 559 | -8,5 |
| | 2023 Pêche et Aquaculture | 2 Dépenses de personnel | 1 023 215 000 | 1 023 215 000 | 902 295 000 | 902 295 000 | -120 920 000 | -11,8 | -120 920 000 | -11,8 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 352 594 728 | 352 594 728 | 455 284 887 | 455 284 887 | 102 690 159 | 29,1 | 102 690 159 | 29,1 |
| | | 4 Transferts courants | 764 000 000 | 764 000 000 | 2 134 745 416 | 2 134 745 416 | 1 370 745 416 | 179,4 | 1 370 745 416 | 179,4 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 21 840 000 000 | 10 853 990 687 | 20 213 394 551 | 9 736 210 687 | -1 626 605 449 | -7,4 | -1 117 780 000 | -10,3 |
| | | 6 Transferts en capital | 2 000 000 000 | 2 000 000 000 | 2 000 000 000 | 2 000 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Total Prog. 2023 | 25 979 809 728 | 25 979 809 728 | 25 705 719 854 | 15 228 535 990 | -274 089 874 | -1,1 | 234 735 575 | 0,9 | |
| | 2024 Economie Maritime | 2 Dépenses de personnel | 22 032 000 | 22 032 000 | 23 163 000 | 23 163 000 | 1 131 000 | 5,1 | 1 131 000 | 5,1 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 46 487 004 | 46 487 004 | 50 754 226 | 50 754 226 | 4 267 222 | 9,2 | 4 267 222 | 9,2 |
| | | 4 Transferts courants | 7 409 537 612 | 7 409 537 612 | 8 227 939 300 | 8 227 939 300 | 818 401 688 | 11,0 | 818 401 688 | 11,0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 110 922 266 740 | 21 193 000 000 | 84 824 500 000 | 17 006 086 550 | -26 097 766 740 | -23,5 | -4 186 913 450 | -19,8 |
| | | 6 Transferts en capital | 51 327 701 010 | 4 081 000 000 | 450 000 000 | 450 000 000 | -50 877 701 010 | -99,1 | -3 631 000 000 | -89,0 |
| | Total Prog. 2024 | 169 728 024 366 | 169 728 024 366 | 93 576 356 526 | 25 757 943 076 | -76 151 667 840 | -44,9 | -6 994 113 540 | -4,1 | |
| | 3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA) | 2 Dépenses de personnel | 515 000 000 | 515 000 000 | 515 000 000 | 515 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 300 000 000 | 300 000 000 | 197 500 000 | 197 500 000 | -102 500 000 | -34,2 | -102 500 000 | -34,2 |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|---|--|---------------------------------------|--|--------------------------|------------------------------------|------------------------|---------------------------|----------------|-----------------------|--------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime | 3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA) | 4 Transferts courants | 390 000 000 | 390 000 000 | 390 000 000 | 390 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 95 000 000 | 95 000 000 | 397 500 000 | 397 500 000 | 302 500 000 | 318,4 | 302 500 000 | 318,4 |
| | | Total Prog. 3004 | 1 300 000 000 | 1 300 000 000 | 1 500 000 000 | 1 500 000 000 | 200 000 000 | 15,4 | 200 000 000 | 15,4 |
| Total Section 40 | | | 198 156 395 076 | 50 194 418 013 | 121 833 414 803 | 43 537 817 489 | -76 322 980 273 | -38,5 | -6 656 600 524 | -13,3 |
| 41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement | 1009 Pilotage, coordination et gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 841 491 908 | 841 491 908 | 427 791 892 | 427 791 892 | -413 700 016 | -49,2 | -413 700 016 | -49,2 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 685 477 590 | 685 477 590 | 794 826 306 | 794 826 306 | 109 348 716 | 16,0 | 109 348 716 | 16,0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 500 000 000 | 500 000 000 | 512 862 148 | 512 862 148 | 12 862 148 | 2,6 | 12 862 148 | 2,6 |
| | | Total Prog. 1009 | 2 026 969 498 | 2 026 969 498 | 1 735 480 346 | 1 735 480 346 | -291 489 152 | -14,4 | -291 489 152 | -14,4 |
| | 2027 Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières | 2 Dépenses de personnel | 113 722 000 | 113 722 000 | 123 904 000 | 123 904 000 | 10 182 000 | 9,0 | 10 182 000 | 9,0 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 86 886 000 | 86 886 000 | 114 772 736 | 114 772 736 | 27 886 736 | 32,1 | 27 886 736 | 32,1 |
| | | 4 Transferts courants | 190 000 000 | 190 000 000 | 190 000 000 | 190 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 1 792 429 841 198 | 150 503 715 364 | 713 777 756 181 | 117 707 187 138 | -1 078 652 085 017 | -60,2 | -32 796 528 226 | -21,8 |
| | | 6 Transferts en capital | 13 000 000 000 | 13 000 000 000 | 76 347 507 566 | 76 347 507 566 | 63 347 507 566 | 487,3 | 63 347 507 566 | 487,3 |
| | | Total Prog. 2027 | 1 805 820 449 198 | 1 805 820 449 198 | 790 553 940 483 | 194 483 371 440 | -1 015 266 508 715 | -56,2 | 30 589 048 076 | 1,7 |
| | 2028 Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire | 3 Acquisition de biens et services | 15 000 000 | 15 000 000 | 14 971 490 | 14 971 490 | -28 510 | -0,2 | -28 510 | -0,2 |
| | | 4 Transferts courants | 6 000 000 000 | 6 000 000 000 | 5 800 000 000 | 5 800 000 000 | -200 000 000 | -3,3 | -200 000 000 | -3,3 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 68 160 000 000 | 57 160 000 000 | 15 221 835 323 | 15 221 835 323 | -52 938 164 677 | -77,7 | -41 938 164 677 | -73,4 |
| 6 Transferts en capital | | 35 000 000 000 | 35 000 000 000 | 30 600 000 000 | 28 600 000 000 | -4 400 000 000 | -12,6 | -6 400 000 000 | -18,3 | |
| Total Prog. 2028 | 109 175 000 000 | 109 175 000 000 | 51 636 806 813 | 49 636 806 813 | -57 538 193 187 | -52,7 | -48 538 193 187 | -44,5 | | |
| 2029 Développement et modernisation des services de transport | 2 Dépenses de personnel | 219 919 000 | 219 919 000 | 206 764 000 | 206 764 000 | -13 155 000 | -6,0 | -13 155 000 | -6,0 | |
| | 3 Acquisition de biens et services | 111 011 758 | 111 011 758 | 141 004 263 | 141 004 263 | 29 992 505 | 27,0 | 29 992 505 | 27,0 | |
| | 4 Transferts courants | 9 400 000 000 | 9 400 000 000 | 6 800 000 000 | 6 800 000 000 | -2 600 000 000 | -27,7 | -2 600 000 000 | -27,7 | |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|---|---|---------------------------------------|--|------------------------|------------------------------------|---------------------------|-------------------------|----------------------|-----------------------|--------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement | 2029 Développement et modernisation des services de transport | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 294 476 365 240 | 18 968 339 800 | 53 048 240 947 | 53 048 240 947 | -241 428 124 293 | -82,0 | 34 079 901 147 | 179,7 |
| | | 6 Transferts en capital | 5 975 181 793 | 5 975 181 793 | 1 500 000 000 | 1 500 000 000 | -4 475 181 793 | -74,9 | -4 475 181 793 | -74,9 |
| | | Total Prog. 2029 | 310 182 477 791 | 310 182 477 791 | 61 696 009 210 | 61 696 009 210 | -248 486 468 581 | -80,1 | 27 021 556 859 | 8,7 |
| | Total Section 41 | 2 227 204 896 487 | 298 770 745 213 | 905 622 236 852 | 307 551 667 809 | -1 321 582 659 635 | -59,3 | 8 780 922 596 | 2,9 | |
| 42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural | 1010 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 511 414 840 | 511 414 840 | 448 879 000 | 448 879 000 | -62 535 840 | -12,2 | -62 535 840 | -12,2 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 874 000 000 | 874 000 000 | 539 281 439 | 539 281 439 | -334 718 561 | -38,3 | -334 718 561 | -38,3 |
| | | 4 Transferts courants | 650 000 000 | 650 000 000 | 1 250 000 000 | 1 250 000 000 | 600 000 000 | 92,3 | 600 000 000 | 92,3 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 355 000 000 | 355 000 000 | 355 000 000 | 355 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 6 Transferts en capital | 0 | 0 | 2 200 000 000 | 2 200 000 000 | 2 200 000 000 | 0 | 2 200 000 000 | 0 |
| | | Total Prog. 1010 | 2 390 414 840 | 2 390 414 840 | 4 793 160 439 | 4 793 160 439 | 2 402 745 599 | 100,5 | 2 402 745 599 | 100,5 |
| | 2030 Sécurisation de la base product et dével des infrast rural | 2 Dépenses de personnel | 58 275 000 | 58 275 000 | 57 606 000 | 57 606 000 | -669 000 | -1,1 | -669 000 | -1,1 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 50 000 000 | 50 000 000 | 40 848 455 | 40 848 455 | -9 151 545 | -18,3 | -9 151 545 | -18,3 |
| | | 4 Transferts courants | 7 282 000 000 | 7 282 000 000 | 8 579 000 000 | 8 579 000 000 | 1 297 000 000 | 17,8 | 1 297 000 000 | 17,8 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 443 310 736 343 | 44 885 280 641 | 237 869 797 539 | 44 740 176 840 | -205 440 938 804 | -46,3 | -145 103 801 | -0,3 |
| | | 6 Transferts en capital | 0 | 0 | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 | 0 | 1 000 000 000 | 0 |
| | | Total Prog. 2030 | 450 701 011 343 | 450 701 011 343 | 247 547 251 994 | 54 417 631 295 | -203 153 759 349 | -45,1 | 2 142 075 654 | 0,5 |
| | 2031 Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles | 2 Dépenses de personnel | 1 387 801 200 | 1 387 801 200 | 1 289 886 000 | 1 289 886 000 | -97 915 200 | -7,1 | -97 915 200 | -7,1 |
| 3 Acquisition de biens et services | | 649 962 474 | 649 962 474 | 683 463 093 | 683 463 093 | 33 500 619 | 5,2 | 33 500 619 | 5,2 | |
| 4 Transferts courants | | 51 075 000 000 | 51 075 000 000 | 10 303 000 000 | 10 303 000 000 | -40 772 000 000 | -79,8 | -40 772 000 000 | -79,8 | |
| 5 Investissements exécutés par l'Etat | | 207 981 848 933 | 44 344 688 500 | 121 400 133 936 | 42 170 895 564 | -86 581 714 997 | -41,6 | -2 173 792 936 | -4,9 | |
| 6 Transferts en capital | | 10 321 000 000 | 10 321 000 000 | 60 856 262 148 | 60 856 262 148 | 50 535 262 148 | 489,6 | 50 535 262 148 | 489,6 | |
| Total Prog. 2031 | | 271 415 612 607 | 271 415 612 607 | 194 532 745 177 | 115 303 506 805 | -76 882 867 430 | -28,3 | 7 525 054 631 | 2,8 | |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|--|--|---------------------------------------|--|------------------------|------------------------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural | 2033 Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons | 2 Dépenses de personnel | 283 870 840 | 283 870 840 | 260 346 000 | 260 346 000 | -23 524 840 | -8,3 | -23 524 840 | -8,3 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 136 611 194 | 136 611 194 | 136 092 787 | 136 092 787 | -518 407 | -0,4 | -518 407 | -0,4 |
| | | 4 Transferts courants | 8 050 897 000 | 8 050 897 000 | 8 224 643 200 | 8 224 643 200 | 173 746 200 | 2,2 | 173 746 200 | 2,2 |
| | | Total Prog. 2033 | 8 471 379 034 | 8 471 379 034 | 8 621 081 987 | 8 621 081 987 | 149 702 953 | 1,8 | 149 702 953 | 1,8 |
| | Total Section 42 | 732 978 417 824 | 170 915 801 689 | 455 494 239 597 | 183 135 380 526 | -277 484 178 227 | -37,9 | 12 219 578 837 | 7,1 | |
| 43 Ministère des Finances et du Budget | 1011 Pilotage, gestion et coordination du MFB | 2 Dépenses de personnel | 3 626 736 373 | 3 626 736 373 | 3 566 930 187 | 3 566 930 187 | -59 806 186 | -1,6 | -59 806 186 | -1,6 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 4 133 969 953 | 4 133 969 953 | 3 860 017 576 | 3 860 017 576 | -273 952 377 | -6,6 | -273 952 377 | -6,6 |
| | | 4 Transferts courants | 3 807 857 265 | 3 807 857 265 | 3 857 857 265 | 3 857 857 265 | 50 000 000 | 1,3 | 50 000 000 | 1,3 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 1 384 365 059 | 1 384 365 059 | 2 779 066 540 | 2 279 066 540 | -1 394 701 481 | -100,7 | -894 701 481 | -64,6 |
| | | 6 Transferts en capital | 2 000 000 000 | 2 000 000 000 | 3 000 000 000 | 3 000 000 000 | 1 000 000 000 | 50 | 1 000 000 000 | 50 |
| | | Total Prog. 1011 | 14 952 928 650 | 14 952 928 650 | 17 063 871 568 | 16 563 871 568 | 2 110 942 918 | 14,1 | 1 610 942 918 | 10,8 |
| | 2032 Gestion ressources douanières et protection de l'économie | 2 Dépenses de personnel | 9 467 649 502 | 9 467 649 502 | 9 879 539 380 | 9 879 539 380 | 411 889 878 | 4,4 | 411 889 878 | 4,4 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 1 890 875 762 | 1 690 875 762 | 2 159 870 984 | 2 159 870 984 | 268 995 222 | 14,2 | 468 995 222 | 27,7 |
| | | 4 Transferts courants | 24 000 000 | 24 000 000 | 5 040 000 000 | 5 040 000 000 | 5 016 000 000 | ***** | 5 016 000 000 | ***** |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 39 208 552 743 | 7 200 000 000 | 35 104 052 743 | 7 700 000 000 | -4 104 500 000 | -10,5 | 500 000 000 | 6,9 |
| | | 6 Transferts en capital | 0 | 0 | 25 000 000 000 | 25 000 000 000 | 25 000 000 000 | 0 | 25 000 000 000 | 0 |
| | | Total Prog. 2032 | 50 591 078 007 | 50 591 078 007 | 77 183 463 107 | 49 779 410 364 | 26 592 385 100 | 52,6 | 31 396 885 100 | 62,1 |
| | 2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution | 2 Dépenses de personnel | 2 324 212 616 | 2 324 212 616 | 2 615 905 000 | 2 615 905 000 | 291 692 384 | 12,6 | 291 692 384 | 12,6 |
| 3 Acquisition de biens et services | | 3 174 890 640 | 3 174 890 640 | 3 929 578 779 | 3 929 578 779 | 754 688 139 | 23,8 | 754 688 139 | 23,8 | |
| 4 Transferts courants | | 742 400 000 | 742 400 000 | 8 542 400 000 | 8 542 400 000 | 7 800 000 000 | 1050,6 | 7 800 000 000 | 1050,6 | |
| 5 Investissements exécutés par l'Etat | | 2 744 118 013 | 2 395 724 257 | 2 533 118 090 | 2 533 118 090 | -210 999 923 | -7,7 | 137 393 833 | 5,7 | |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|--|---|--|--|------------------------|------------------------------------|------------------------|-----------------------|--------------|-----------------------|--------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 43 Ministère des Finances et du Budget | 2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution | 6 Transferts en capital | 36 633 358 711 | 36 633 358 711 | 29 629 044 853 | 29 629 044 853 | -7 004 313 858 | -19,1 | -7 004 313 858 | -19,1 |
| | | Total Prog. 2035 | 45 618 979 980 | 45 618 979 980 | 47 250 046 722 | 47 250 046 722 | 1 631 066 742 | 3,6 | 1 979 460 498 | 4,3 |
| | 2036 Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics | 2 Dépenses de personnel | 3 948 287 520 | 3 948 287 520 | 4 720 476 180 | 4 720 476 180 | 772 188 660 | 19,6 | 772 188 660 | 19,6 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 1 910 676 748 | 1 910 676 748 | 1 681 462 373 | 1 681 462 373 | -229 214 375 | -12,0 | -229 214 375 | -12,0 |
| | | 4 Transferts courants | 20 000 000 | 20 000 000 | 30 000 000 | 30 000 000 | 10 000 000 | 50 | 10 000 000 | 50 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 10 254 092 793 | 2 142 905 931 | 7 308 717 793 | 4 022 905 931 | -2 945 375 000 | -28,7 | 1 880 000 000 | 87,7 |
| | | Total Prog. 2036 | 16 133 057 061 | 16 133 057 061 | 13 740 656 346 | 10 454 844 484 | -2 392 400 715 | -14,8 | 2 432 974 285 | 15,1 |
| | 2037 Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier | 2 Dépenses de personnel | 5 474 771 455 | 5 474 771 455 | 6 344 537 334 | 6 344 537 334 | 869 765 879 | 15,9 | 869 765 879 | 15,9 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 1 564 306 842 | 1 564 306 842 | 1 656 581 897 | 1 656 581 897 | 92 275 055 | 5,9 | 92 275 055 | 5,9 |
| | | 4 Transferts courants | 28 770 000 | 28 770 000 | 51 770 000 | 51 770 000 | 23 000 000 | 79,9 | 23 000 000 | 79,9 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 6 876 464 825 | 6 565 604 370 | 14 675 156 012 | 9 675 156 012 | 7 798 691 187 | 113,4 | 3 109 551 642 | 47,4 |
| | | 6 Transferts en capital | 4 000 000 000 | 4 000 000 000 | 5 794 241 470 | 3 070 000 000 | 1 794 241 470 | 44,9 | -930 000 000 | -23,3 |
| | | Total Prog. 2037 | 17 944 313 122 | 17 944 313 122 | 28 522 286 713 | 20 798 045 243 | 10 577 973 591 | 58,9 | 3 164 592 576 | 17,6 |
| | 2038 Gestion du secteur financier | 2 Dépenses de personnel | 269 611 000 | 269 611 000 | 320 338 000 | 320 338 000 | 50 727 000 | 18,8 | 50 727 000 | 18,8 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 636 700 000 | 636 700 000 | 602 895 480 | 602 895 480 | -33 804 520 | -5,3 | -33 804 520 | -5,3 |
| | | 4 Transferts courants | 1 383 119 000 | 1 383 119 000 | 1 383 119 000 | 1 383 119 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 998 000 000 | 757 719 615 | 444 898 840 | 154 618 455 | -553 101 160 | -55,4 | -603 101 160 | -79,6 |
| | | 6 Transferts en capital | 750 000 000 | 750 000 000 | 300 000 000 | 300 000 000 | -450 000 000 | -60 | -450 000 000 | -60 |
| | | Total Prog. 2038 | 4 037 430 000 | 4 037 430 000 | 3 051 251 320 | 2 760 970 935 | -986 178 680 | -24,4 | -1 036 178 680 | -25,7 |
| | 3005 Gestion du Fonds national de retraite (FNR) | 4 Transferts courants | 111 750 000 000 | 111 750 000 000 | 125 315 000 000 | 125 315 000 000 | 13 565 000 000 | 12,1 | 13 565 000 000 | 12,1 |
| | | Total Prog. 3005 | 111 750 000 000 | 111 750 000 000 | 125 315 000 000 | 125 315 000 000 | 13 565 000 000 | 12,1 | 13 565 000 000 | 12,1 |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|--|---|---------------------------------------|--|------------------------|------------------------------------|------------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 43 Ministère des Finances et du Budget | 3006 Gestion des Prêts et Avances | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 21 550 000 000 | 21 550 000 000 | 21 550 000 000 | 21 550 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | Total Prog. 3006 | 21 550 000 000 | 21 550 000 000 | 21 550 000 000 | 21 550 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 3007 Gestion des Garanties et avals | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 500 000 000 | 500 000 000 | 500 000 000 | 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | Total Prog. 3007 | 500 000 000 | 500 000 000 | 500 000 000 | 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Total Section 43 | | | 283 077 786 820 | 241 858 512 619 | 334 176 575 776 | 294 972 189 316 | 51 098 788 956 | 18,1 | 53 113 676 697 |
| 44 Ministère du Pétrole et des Energies | 1012 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 409 892 163 | 409 892 163 | 372 226 000 | 372 226 000 | -37 666 163 | -9,2 | -37 666 163 | -9,2 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 401 000 290 | 401 000 290 | 370 180 854 | 370 180 854 | -30 819 436 | -7,7 | -30 819 436 | -7,7 |
| | | 4 Transferts courants | 300 000 000 | 300 000 000 | 350 000 000 | 350 000 000 | 50 000 000 | 16,7 | 50 000 000 | 16,7 |
| | | Total Prog. 1012 | 1 110 892 453 | 1 110 892 453 | 1 092 406 854 | 1 092 406 854 | -18 485 599 | -1,7 | -18 485 599 | -1,7 |
| | 2039 Electrification rurale et Energies renouvelables | 3 Acquisition de biens et services | 26 496 131 | 26 496 131 | 20 243 179 | 20 243 179 | -6 252 952 | -23,6 | -6 252 952 | -23,6 |
| | | 4 Transferts courants | 2 800 000 000 | 2 800 000 000 | 2 800 000 000 | 2 800 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 185 298 955 492 | 35 843 396 716 | 160 591 913 446 | 46 614 852 979 | -24 707 042 046 | -13,3 | 10 771 456 263 | 30,1 |
| | | 6 Transferts en capital | 2 720 000 000 | 2 720 000 000 | 11 440 500 000 | 11 440 500 000 | 8 720 500 000 | 320,6 | 8 720 500 000 | 320,6 |
| | Total Prog. 2039 | 190 845 451 623 | 190 845 451 623 | 174 852 656 625 | 60 875 596 158 | -15 992 794 998 | -8,4 | 19 485 703 311 | 10,2 | |
| | 2040 Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles | 2 Dépenses de personnel | 34 741 280 | 34 741 280 | 40 047 000 | 40 047 000 | 5 305 720 | 15,3 | 5 305 720 | 15,3 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 32 949 654 | 32 949 654 | 28 734 789 | 28 734 789 | -4 214 865 | -12,8 | -4 214 865 | -12,8 |
| | | 4 Transferts courants | 46 715 681 000 | 46 715 681 000 | 100 750 681 000 | 100 750 681 000 | 54 035 000 000 | 115,7 | 54 035 000 000 | 115,7 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 3 000 000 000 | 3 000 000 000 | 5 889 911 889 | 5 889 911 889 | 2 889 911 889 | 96,3 | 2 889 911 889 | 96,3 |
| | | 6 Transferts en capital | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | Total Prog. 2040 | 49 783 371 934 | 49 783 371 934 | 106 709 374 678 | 106 709 374 678 | 56 926 002 744 | 114,3 | 56 926 002 744 | 114,3 |
| | 2120 Optimisation du système d'offre d'électricité | 2 Dépenses de personnel | 58 254 440 | 58 254 440 | 65 306 000 | 65 306 000 | 7 051 560 | 12,1 | 7 051 560 | 12,1 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 31 699 848 | 31 699 848 | 27 209 205 | 27 209 205 | -4 490 643 | -14,2 | -4 490 643 | -14,2 |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|--|---|---------------------------------------|--|------------------------|------------------------------------|-------------------------|-------------------------|-----------------------|------------------------|-------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 44 Ministère du Pétrole et des Energies | 2120 Optimisation du système d'offre d'électricité | 4 Transferts courants | 1 050 000 000 | 1 050 000 000 | 1 050 000 000 | 1 050 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 767 243 132 643 | 115 939 546 679 | 534 086 430 958 | 62 133 693 448 | -233 156 701 685 | -30,4 | -53 805 853 231 | -46,4 |
| | | 6 Transferts en capital | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 | 0 | 0 | -1 000 000 000 | -100 | -1 000 000 000 | -100 |
| | | Total Prog. 2120 | 769 383 086 931 | 769 383 086 931 | 535 228 946 163 | 63 276 208 653 | -234 154 140 768 | -30,4 | -54 803 292 314 | -7,1 |
| | Total Section 44 | 1 011 122 802 941 | 210 363 658 201 | 817 883 384 320 | 231 953 586 343 | -193 239 418 621 | -19,1 | 21 589 928 142 | 10,3 | |
| 45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises | 1013 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 607 218 309 | 607 218 309 | 663 196 120 | 663 196 120 | 55 977 811 | 9,2 | 55 977 811 | 9,2 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 259 831 105 | 259 831 105 | 205 601 287 | 205 601 287 | -54 229 818 | -20,9 | -54 229 818 | -20,9 |
| | | 4 Transferts courants | 470 818 000 | 470 818 000 | 864 133 170 | 864 133 170 | 393 315 170 | 83,5 | 393 315 170 | 83,5 |
| | | Total Prog. 1013 | 1 337 867 414 | 1 337 867 414 | 1 732 930 577 | 1 732 930 577 | 395 063 163 | 29,5 | 395 063 163 | 29,5 |
| | 2041 Développement du marché intérieur et de la consommation | 2 Dépenses de personnel | 1 109 729 000 | 1 109 729 000 | 887 518 940 | 887 518 940 | -222 210 060 | -20,0 | -222 210 060 | -20,0 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 252 587 983 | 252 587 983 | 295 012 972 | 295 012 972 | 42 424 989 | 16,8 | 42 424 989 | 16,8 |
| | | 4 Transferts courants | 895 600 000 | 895 600 000 | 1 558 600 000 | 1 558 600 000 | 663 000 000 | 74,0 | 663 000 000 | 74,0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 31 421 877 000 | 6 193 000 000 | 3 863 000 000 | 3 863 000 000 | -27 558 877 000 | -87,7 | -2 330 000 000 | -37,6 |
| | | 6 Transferts en capital | 2 055 000 000 | 2 055 000 000 | 2 305 000 000 | 2 305 000 000 | 250 000 000 | 12,2 | 250 000 000 | 12,2 |
| | | Total Prog. 2041 | 35 734 793 983 | 35 734 793 983 | 8 909 131 912 | 8 909 131 912 | -26 825 662 071 | -75,1 | -1 596 785 071 | -4,5 |
| | 2042 Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in | 2 Dépenses de personnel | 252 437 000 | 252 437 000 | 228 939 720 | 228 939 720 | -23 497 280 | -9,3 | -23 497 280 | -9,3 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 123 300 010 | 123 300 010 | 168 301 009 | 168 301 009 | 45 000 999 | 36,5 | 45 000 999 | 36,5 |
| | | 4 Transferts courants | 950 000 000 | 950 000 000 | 600 000 000 | 600 000 000 | -350 000 000 | -36,8 | -350 000 000 | -36,8 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 166 550 000 | 166 550 000 | 2 584 794 750 | 2 584 794 750 | 2 418 244 750 | 1452,0 | 2 418 244 750 | 1452,0 |
| | | 6 Transferts en capital | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Prog. 2042 | | 1 492 287 010 | 1 492 287 010 | 3 582 035 479 | 3 582 035 479 | 2 089 748 469 | 140,0 | 2 089 748 469 | 140,0 | |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | | |
|---|---|---|--|-----------------------|------------------------------------|------------------------|------------------------|----------------------|-----------------------|--------------|------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % | |
| 45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises | 2043 Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI | 2 Dépenses de personnel | 70 673 000 | 70 673 000 | 74 551 080 | 74 551 080 | 3 878 080 | 5,5 | 3 878 080 | 5,5 | |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 223 333 333 | 223 333 333 | 570 343 220 | 570 343 220 | 347 009 887 | 155,4 | 347 009 887 | 155,4 | |
| | | 4 Transferts courants | 1 400 000 000 | 1 400 000 000 | 1 535 284 298 | 1 535 284 298 | 135 284 298 | 9,7 | 135 284 298 | 9,7 | |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 8 362 036 692 | 2 500 000 000 | 1 500 000 000 | 1 500 000 000 | -6 862 036 692 | -82,1 | -1 000 000 000 | -40 | |
| | | 6 Transferts en capital | 17 000 000 000 | 1 050 000 000 | 3 500 000 000 | 3 500 000 000 | -13 500 000 000 | -79,4 | 2 450 000 000 | 233,3 | |
| | | Total Prog. 2043 | 27 056 043 025 | 27 056 043 025 | 7 180 178 598 | 7 180 178 598 | -19 875 864 427 | -73,5 | 1 936 172 265 | 7,2 | |
| | 2044 Promotion et valorisation des produits locaux | 4 Transferts courants | 222 194 000 | 222 194 000 | 522 194 000 | 522 194 000 | 300 000 000 | 135,0 | 300 000 000 | 135,0 | |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 300 000 000 | 300 000 000 | 600 000 000 | 600 000 000 | 300 000 000 | 100 | 300 000 000 | 100 | |
| | | 6 Transferts en capital | 200 000 000 | 200 000 000 | 0 | 0 | -200 000 000 | -100 | -200 000 000 | -100 | |
| | | Total Prog. 2044 | 722 194 000 | 722 194 000 | 1 122 194 000 | 1 122 194 000 | 400 000 000 | 55,4 | 400 000 000 | 55,4 | |
| | Total Section 45 | 66 343 185 432 | 19 302 271 740 | 22 526 470 566 | 22 526 470 566 | -43 816 714 866 | -66,0 | 3 224 198 826 | 16,7 | | |
| | 46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique | 1014 Pilotage, coordination et gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 790 525 322 | 790 525 322 | 817 816 320 | 817 816 320 | 27 290 998 | 3,5 | 27 290 998 | 3,5 |
| | | | 3 Acquisition de biens et services | 940 916 765 | 940 916 765 | 1 182 100 125 | 1 182 100 125 | 241 183 360 | 25,6 | 241 183 360 | 25,6 |
| | | | 4 Transferts courants | 0 | 0 | 100 000 000 | 100 000 000 | 100 000 000 | 0 | 100 000 000 | 0 |
| 5 Investissements exécutés par l'Etat | | | 2 215 000 000 | 855 000 000 | 988 602 774 | 988 602 774 | -1 226 397 226 | -55,4 | 133 602 774 | 15,6 | |
| Total Prog. 1014 | | | 3 946 442 087 | 3 946 442 087 | 3 088 519 219 | 3 088 519 219 | -857 922 868 | -21,7 | 502 077 132 | 12,7 | |
| 2045 Aménagement et développement urbain | | 2 Dépenses de personnel | 203 413 000 | 203 413 000 | 192 968 000 | 192 968 000 | -10 445 000 | -5,1 | -10 445 000 | -5,1 | |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 256 000 000 | 256 000 000 | 202 911 817 | 202 911 817 | -53 088 183 | -20,7 | -53 088 183 | -20,7 | |
| | | 4 Transferts courants | 300 000 000 | 300 000 000 | 300 000 000 | 300 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 5 403 000 000 | 5 403 000 000 | 9 679 830 812 | 4 679 830 812 | 4 276 830 812 | 79,2 | -723 169 188 | -13,4 | |
| | | 6 Transferts en capital | 15 045 000 000 | 15 045 000 000 | 12 644 263 418 | 12 644 263 418 | -2 400 736 582 | -16,0 | -2 400 736 582 | -16,0 | |
| | | Total Prog. 2045 | 21 207 413 000 | 21 207 413 000 | 23 019 974 047 | 18 019 974 047 | 1 812 561 047 | 8,5 | -3 187 438 953 | -15,0 | |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|--|---|---|--|------------------------|------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits Inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits Inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique | 2046 Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub | 2 Dépenses de personnel | 161 310 000 | 161 310 000 | 177 160 000 | 177 160 000 | 15 850 000 | 9,8 | 15 850 000 | 9,8 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 349 228 423 | 349 228 423 | 284 000 002 | 284 000 002 | -65 228 421 | -18,7 | -65 228 421 | -18,7 |
| | | 4 Transferts courants | 17 450 000 000 | 17 450 000 000 | 29 433 666 666 | 29 433 666 666 | 11 983 666 666 | 68,7 | 11 983 666 666 | 68,7 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 1 970 000 000 | 1 970 000 000 | 1 337 389 431 | 1 337 389 431 | -632 610 569 | -32,1 | -632 610 569 | -32,1 |
| | | 6 Transferts en capital | 29 718 147 045 | 15 296 004 161 | 11 959 860 000 | 11 959 860 000 | -17 758 287 045 | -59,8 | -3 336 144 161 | -21,8 |
| | | Total Prog. 2046 | 49 648 685 468 | 49 648 685 468 | 43 192 076 099 | 43 192 076 099 | -6 456 609 369 | -13,0 | 7 965 533 515 | 16,0 |
| | 2047 Cadre de vie | 2 Dépenses de personnel | 198 897 000 | 198 897 000 | 224 795 228 | 224 795 228 | 25 898 228 | 13,0 | 25 898 228 | 13,0 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 388 743 141 | 388 743 141 | 2 810 510 244 | 2 810 510 244 | 2 421 767 103 | 623,0 | 2 421 767 103 | 623,0 |
| | | 4 Transferts courants | 15 000 000 000 | 15 000 000 000 | 30 000 000 000 | 30 000 000 000 | 15 000 000 000 | 100 | 15 000 000 000 | 100 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 10 329 360 728 | 10 329 360 728 | 9 706 245 684 | 9 706 245 684 | -623 115 044 | -6,0 | -623 115 044 | -6,0 |
| | | 6 Transferts en capital | 250 000 000 | 250 000 000 | 200 000 000 | 200 000 000 | -50 000 000 | -20 | -50 000 000 | -20 |
| | | Total Prog. 2047 | 26 167 000 869 | 26 167 000 869 | 42 941 551 156 | 42 941 551 156 | 16 774 550 287 | 64,1 | 16 774 550 287 | 64,1 |
| | Total Section 46 | 100 969 541 424 | 85 187 398 540 | 112 242 120 521 | 107 242 120 521 | 11 272 579 097 | 11,2 | 22 054 721 981 | 25,9 | |
| | 47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie | 1015 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 313 062 285 | 313 062 285 | 222 938 111 | 222 938 111 | -90 124 174 | -28,8 | -90 124 174 |
| 3 Acquisition de biens et services | | | 406 020 998 | 406 020 998 | 405 320 922 | 405 320 922 | -700 076 | -0,2 | -700 076 | -0,2 |
| 4 Transferts courants | | | 40 000 000 | 40 000 000 | 140 000 000 | 140 000 000 | 100 000 000 | 250 | 100 000 000 | 250 |
| Total Prog. 1015 | | | 759 083 283 | 759 083 283 | 768 259 033 | 768 259 033 | 9 175 750 | 1,2 | 9 175 750 | 1,2 |
| 2049 compétitivité de l'industrie sénégalaise | | 2 Dépenses de personnel | 81 522 000 | 81 522 000 | 89 777 000 | 89 777 000 | 8 255 000 | 10,1 | 8 255 000 | 10,1 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 36 350 000 | 36 350 000 | 36 343 518 | 36 343 518 | -6 482 | 0 | -6 482 | 0 |
| | | 4 Transferts courants | 2 663 380 000 | 2 663 380 000 | 2 838 380 000 | 2 838 380 000 | 175 000 000 | 6,6 | 175 000 000 | 6,6 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 105 909 117 011 | 4 909 117 011 | 5 799 828 000 | 5 799 828 000 | -100 109 289 011 | -94,5 | 890 710 989 | 18,1 |
| | | Total Prog. 2049 | 1 037 761 107 022 | 3 451 767 021 | 6 533 326 008 | 6 533 326 008 | 5 868 635 517 | 56,6 | 5 868 635 517 | 56,6 |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|---|--|---------------------------------------|--|------------------------|------------------------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------|----------------------|--------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie | 2049 compétitivité de l'industrie sénégalaise | 6 Transferts en capital | 2 070 000 000 | 2 070 000 000 | 1 970 000 000 | 1 970 000 000 | -100 000 000 | -4,8 | -100 000 000 | -4,8 |
| | | Total Prog. 2049 | 110 760 369 011 | 110 760 369 011 | 10 734 328 518 | 10 734 328 518 | -100 026 040 493 | -90,3 | 973 959 507 | 0,9 |
| | Total Section 47 | 111 519 452 294 | 10 519 452 294 | 11 502 587 551 | 11 502 587 551 | -100 016 864 743 | -89,7 | 983 135 257 | 9,3 | |
| 49 Ministère du Tourisme et des transports aériens | 1016 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 541 187 149 | 541 187 149 | 415 164 000 | 415 164 000 | -126 023 149 | -23,3 | -126 023 149 | -23,3 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 257 002 120 | 257 002 120 | 266 901 079 | 266 901 079 | 9 898 959 | 3,9 | 9 898 959 | 3,9 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 225 000 000 | 225 000 000 | 202 980 900 | 202 980 900 | -22 019 100 | -9,8 | -22 019 100 | -9,8 |
| | | Total Prog. 1016 | 1 023 189 269 | 1 023 189 269 | 885 045 979 | 885 045 979 | -138 143 290 | -13,5 | -138 143 290 | -13,5 |
| | 2050 Développement de l'Offre touristique | 2 Dépenses de personnel | 106 195 000 | 106 195 000 | 142 578 000 | 142 578 000 | 36 383 000 | 34,3 | 36 383 000 | 34,3 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 139 075 000 | 139 075 000 | 113 740 672 | 113 740 672 | -25 334 328 | -18,2 | -25 334 328 | -18,2 |
| | | 4 Transferts courants | 2 417 500 000 | 2 417 500 000 | 2 509 500 000 | 2 509 500 000 | 92 000 000 | 3,8 | 92 000 000 | 3,8 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 38 765 000 000 | 3 802 108 734 | 41 963 543 279 | 8 697 438 330 | 3 198 543 279 | 8,3 | 4 895 329 596 | 128,8 |
| | | 6 Transferts en capital | 50 500 000 000 | 5 200 000 000 | 3 519 000 000 | 3 519 000 000 | -46 981 000 000 | -93,0 | -1 681 000 000 | -32,3 |
| | | Total Prog. 2050 | 91 927 770 000 | 91 927 770 000 | 48 248 361 951 | 14 982 257 002 | -43 679 408 049 | -47,5 | 3 317 378 268 | 3,6 |
| | 2051 développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer | 2 Dépenses de personnel | 5 813 000 | 5 813 000 | 8 817 000 | 8 817 000 | 3 004 000 | 51,7 | 3 004 000 | 51,7 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 22 400 000 | 22 400 000 | 12 807 257 | 12 807 257 | -9 592 743 | -42,8 | -9 592 743 | -42,8 |
| | | 4 Transferts courants | 857 500 000 | 857 500 000 | 857 500 000 | 857 500 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 655 000 000 | 400 000 000 | 0 | 0 | -655 000 000 | -100 | -400 000 000 | -100 |
| | | 6 Transferts en capital | 6 524 000 000 | 6 524 000 000 | 0 | 0 | -6 524 000 000 | -100 | -6 524 000 000 | -100 |
| Total Prog. 2051 | 8 064 713 000 | 8 064 713 000 | 879 124 257 | 879 124 257 | -7 185 588 743 | -89,1 | -6 930 588 743 | -85,9 | | |
| 2052 Développement des infrastructures aéroportuaires | 2 Dépenses de personnel | 17 202 000 | 17 202 000 | 16 289 000 | 16 289 000 | -913 000 | -5,3 | -913 000 | -5,3 | |
| | 3 Acquisition de biens et services | 22 800 000 | 22 800 000 | 14 796 786 | 14 796 786 | -8 003 214 | -35,1 | -8 003 214 | -35,1 | |
| | 4 Transferts courants | 3 242 000 000 | 3 242 000 000 | 3 909 096 156 | 3 909 096 156 | 667 096 156 | 20,6 | 667 096 156 | 20,6 | |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|--|---|--|--|------------------------|------------------------------------|------------------------|------------------------|--------------------|-----------------------|---------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 49 Ministère du Tourisme et des transports aériens | 2052 Développement des infrastructures aéroportuaires | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 87 533 261 264 | 4 815 710 500 | 90 844 435 764 | 13 711 174 500 | 3 311 174 500 | 3,8 | 8 895 464 000 | 184,7 |
| | | 6 Transferts en capital | 6 475 000 000 | 6 475 000 000 | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 | -5 475 000 000 | -84,6 | -5 475 000 000 | -84,6 |
| | | Total Prog. 2052 | 97 290 263 264 | 97 290 263 264 | 95 784 617 706 | 18 651 356 442 | -1 505 645 558 | -1,5 | 4 078 643 942 | 4,2 |
| | Total Section 49 | 198 305 935 533 | 35 070 493 503 | 145 797 149 893 | 35 397 783 680 | -52 508 785 640 | -26,5 | 327 290 177 | 0,9 | |
| 50 Ministère de l'Education Nationale | 1017 Pilotage ministériel, gestion et coordination admi | 2 Dépenses de personnel | 68 370 473 952 | 68 370 473 952 | 97 597 411 900 | 97 597 411 900 | 29 226 937 948 | 42,7 | 29 226 937 948 | 42,7 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 17 235 062 580 | 17 235 062 580 | 23 858 796 507 | 23 858 796 507 | 6 623 733 927 | 38,4 | 6 623 733 927 | 38,4 |
| | | 4 Transferts courants | 1 657 572 000 | 1 657 572 000 | 1 007 572 000 | 1 007 572 000 | -650 000 000 | -39,2 | -650 000 000 | -39,2 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 1 276 206 513 | 1 276 206 513 | 1 236 206 513 | 1 236 206 513 | -40 000 000 | -3,1 | -40 000 000 | -3,1 |
| | | Total Prog. 1017 | 88 539 315 045 | 88 539 315 045 | 123 699 986 920 | 123 699 986 920 | 35 160 671 875 | 39,7 | 35 160 671 875 | 39,7 |
| | | 2053 Education préscolaire | 2 Dépenses de personnel | 6 270 070 000 | 6 270 070 000 | 11 554 134 000 | 11 554 134 000 | 5 284 064 000 | 84,3 | 5 284 064 000 |
| | 3 Acquisition de biens et services | | 187 645 300 | 187 645 300 | 176 785 909 | 176 785 909 | -10 859 391 | -5,8 | -10 859 391 | -5,8 |
| | 4 Transferts courants | | 139 252 000 | 139 252 000 | 139 252 000 | 139 252 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Total Prog. 2053 | | 6 596 967 300 | 6 596 967 300 | 11 870 171 909 | 11 870 171 909 | 5 273 204 609 | 79,9 | 5 273 204 609 | 79,9 |
| | 2054 Enseignement Elémentaire | 2 Dépenses de personnel | 210 254 529 984 | 210 254 529 984 | 195 051 501 000 | 195 051 501 000 | -15 203 028 984 | -7,2 | -15 203 028 984 | -7,2 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 28 575 084 982 | 28 575 084 982 | 40 057 984 866 | 40 057 984 866 | 11 482 899 884 | 40,2 | 11 482 899 884 | 40,2 |
| | | 4 Transferts courants | 5 861 000 000 | 5 861 000 000 | 15 861 000 000 | 15 861 000 000 | 10 000 000 000 | 170,6 | 10 000 000 000 | 170,6 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 55 793 526 542 | 16 528 212 023 | 31 113 017 516 | 19 090 630 959 | -24 680 509 026 | -44,2 | 2 562 418 936 | 15,5 |
| | | 6 Transferts en capital | 302 000 000 | 302 000 000 | 302 000 000 | 302 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | Total Prog. 2054 | 300 786 141 508 | 300 786 141 508 | 282 385 503 382 | 270 363 116 825 | -18 400 638 126 | -6,1 | 8 842 289 836 | 2,9 |
| | 2055 Enseignement Moyen général | 2 Dépenses de personnel | 100 153 024 520 | 100 153 024 520 | 102 230 652 000 | 102 230 652 000 | 2 077 627 480 | 2,1 | 2 077 627 480 | 2,1 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 2 679 907 380 | 2 679 907 380 | 2 723 997 342 | 2 723 997 342 | 44 089 962 | 1,6 | 44 089 962 | 1,6 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 5 620 848 478 | 2 527 128 990 | 5 520 848 478 | 2 556 602 228 | -100 000 000 | -1,8 | 29 473 238 | 1,2 |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | | |
|---|---------------------------------|---|--|------------------------|------------------------------------|------------------------|-----------------------|----------------|-----------------------|----------------|-------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % | |
| 50 Ministère de l'Éducation Nationale | 2055 Enseignement Moyen général | Total Prog. 2055 | 108 453 780 378 | 108 453 780 378 | 110 475 497 820 | 107 511 251 570 | 2 021 717 442 | 1,9 | 2 151 190 680 | 2,0 | |
| | | 2056 Enseignement secondaire général | 2 Dépenses de personnel | 73 111 606 000 | 73 111 606 000 | 87 186 609 000 | 87 186 609 000 | 14 075 003 000 | 19,3 | 14 075 003 000 | 19,3 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 1 873 570 000 | 1 873 570 000 | 1 752 701 843 | 1 752 701 843 | -120 868 157 | -6,5 | -120 868 157 | -6,5 | |
| | | 4 Transferts courants | 596 700 000 | 596 700 000 | 596 700 000 | 596 700 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 15 484 003 030 | 1 706 000 000 | 15 484 003 030 | 1 706 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Total Prog. 2056 | 91 065 879 030 | 91 065 879 030 | 105 020 013 873 | 91 242 010 843 | 13 954 134 843 | 15,3 | 13 954 134 843 | 15,3 | |
| | | 2057 Education de base des jeunes et adultes | 2 Dépenses de personnel | 86 096 000 | 86 096 000 | 261 708 000 | 261 708 000 | 175 612 000 | 204,0 | 175 612 000 | 204,0 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 641 414 000 | 641 414 000 | 448 201 333 | 448 201 333 | -193 212 667 | -30,1 | -193 212 667 | -30,1 | |
| | | 4 Transferts courants | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 766 086 080 | 266 086 080 | 766 086 080 | 266 086 080 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Total Prog. 2057 | 2 493 596 080 | 2 493 596 080 | 2 475 995 413 | 1 975 995 413 | -17 600 667 | -0,7 | -17 600 667 | -0,7 | |
| | | Total Section 50 | 597 935 679 341 | 541 298 642 304 | 635 927 169 317 | 606 662 533 480 | 37 991 489 976 | 6,4 | 65 363 891 176 | 12,1 | |
| | 52 Ministère des Sports | 1018 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 714 741 135 | 714 741 135 | 660 107 140 | 660 107 140 | -54 633 995 | -7,6 | -54 633 995 | -7,6 |
| | | | 3 Acquisition de biens et services | 450 190 400 | 450 190 400 | 761 131 628 | 761 131 628 | 310 941 228 | 69,1 | 310 941 228 | 69,1 |
| | | | 4 Transferts courants | 260 000 000 | 260 000 000 | 330 000 000 | 330 000 000 | 70 000 000 | 26,9 | 70 000 000 | 26,9 |
| 5 Investissements exécutés par l'Etat | | | 300 000 000 | 100 000 000 | 300 000 000 | 100 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Total Prog. 1018 | | | 1 724 931 535 | 1 724 931 535 | 2 051 238 768 | 1 851 238 768 | 326 307 233 | 18,9 | 326 307 233 | 18,9 | |
| 2058 Développement des ressources humaines et de la formation | | 2 Dépenses de personnel | 66 596 780 | 66 596 780 | 55 807 480 | 55 807 480 | -10 789 300 | -16,2 | -10 789 300 | -16,2 | |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 151 650 000 | 151 650 000 | 159 379 651 | 159 379 651 | 7 729 651 | 5,1 | 7 729 651 | 5,1 | |
| | | 4 Transferts courants | 60 000 000 | 60 000 000 | 75 000 000 | 75 000 000 | 15 000 000 | 25 | 15 000 000 | 25 | |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 4 420 000 000 | 570 000 000 | 4 440 000 000 | 590 000 000 | 20 000 000 | 0,5 | 20 000 000 | 3,5 | |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|---|---|---------------------------------------|--|-----------------------|------------------------------------|------------------------|------------------------|----------------------|----------------------|-------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 52 Ministère des Sports | 2058 Développement des ressources humaines et de la formation | Total Prog. 2058 | 4 698 246 780 | 4 698 246 780 | 4 730 187 131 | 880 187 131 | 31 940 351 | 0,7 | 31 940 351 | 0,7 |
| | 2059 Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive | 2 Dépenses de personnel | 207 595 280 | 207 595 280 | 220 305 440 | 220 305 440 | 12 710 160 | 6,1 | 12 710 160 | 6,1 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 5 257 654 180 | 5 257 654 180 | 6 239 190 883 | 6 239 190 883 | 981 536 703 | 18,7 | 981 536 703 | 18,7 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 56 664 369 717 | 23 466 215 479 | 30 449 265 455 | 24 074 334 066 | -26 215 104 262 | -46,3 | 608 118 587 | 2,6 |
| | Total Prog. 2059 | 62 129 619 177 | 62 129 619 177 | 36 908 761 778 | 30 533 830 389 | -25 220 857 399 | -40,6 | 1 602 365 450 | 2,6 | |
| Total Section 52 | 68 552 797 492 | 31 304 643 254 | 43 690 187 677 | 33 265 256 288 | -24 862 609 815 | -36,3 | 1 960 613 034 | 6,3 | | |
| 53 Ministère de la Culture et de la Communication | 1019 pilotage, coordination et gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 414 482 286 | 414 482 286 | 379 203 000 | 379 203 000 | -35 279 286 | -8,5 | -35 279 286 | -8,5 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 914 973 800 | 914 973 800 | 798 787 515 | 798 787 515 | -116 186 285 | -12,7 | -116 186 285 | -12,7 |
| | | 4 Transferts courants | 0 | 0 | 120 000 000 | 120 000 000 | 120 000 000 | 0 | 120 000 000 | 0 |
| | | Total Prog. 1019 | 1 329 456 086 | 1 329 456 086 | 1 297 990 515 | 1 297 990 515 | -31 465 571 | -2,4 | -31 465 571 | -2,4 |
| | 2061 Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives | 2 Dépenses de personnel | 546 288 720 | 546 288 720 | 529 139 000 | 529 139 000 | -17 149 720 | -3,1 | -17 149 720 | -3,1 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 452 532 630 | 452 532 630 | 429 805 307 | 429 805 307 | -22 727 323 | -5,0 | -22 727 323 | -5,0 |
| | | 4 Transferts courants | 5 519 096 333 | 5 519 096 333 | 5 507 352 279 | 5 507 352 279 | -11 744 054 | -0,2 | -11 744 054 | -0,2 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 17 536 299 547 | 1 558 750 000 | 4 248 000 000 | 1 310 000 000 | -13 288 299 547 | -75,8 | -248 750 000 | -16,0 |
| | | 6 Transferts en capital | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 | 2 000 000 000 | 2 000 000 000 | 1 000 000 000 | 100 | 1 000 000 000 | 100 |
| | | Total Prog. 2061 | 25 054 217 230 | 25 054 217 230 | 12 714 296 586 | 9 776 296 586 | -12 339 920 644 | -49,3 | 699 628 903 | 2,8 |
| | 2062 Développement et Encadrement du Secteur de la Communication | 2 Dépenses de personnel | 34 781 680 | 34 781 680 | 34 578 000 | 34 578 000 | -203 680 | -0,6 | -203 680 | -0,6 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 79 884 000 | 79 884 000 | 79 542 528 | 79 542 528 | -341 472 | -0,4 | -341 472 | -0,4 |
| | | 4 Transferts courants | 9 075 256 716 | 9 075 256 716 | 10 605 000 000 | 10 605 000 000 | 1 529 743 284 | 16,9 | 1 529 743 284 | 16,9 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 0 | 0 | 30 000 000 000 | 2 000 000 000 | 30 000 000 000 | 0 | 2 000 000 000 | 0 |
| | | Total Prog. 2062 | 9 189 922 396 | 9 189 922 396 | 40 719 120 528 | 12 719 120 528 | 31 529 198 132 | 343,1 | 3 529 198 132 | 38,4 |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|---|---|---------------------------------------|--|------------------------|------------------------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|----------------------|------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 53 Ministère de la Culture et de la Communication | 2063 Promotion et valorisation du Patrimoine culturel | 2 Dépenses de personnel | 125 073 920 | 125 073 920 | 123 043 000 | 123 043 000 | -2 030 920 | -1,6 | -2 030 920 | -1,6 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 267 196 000 | 267 196 000 | 253 929 173 | 253 929 173 | -13 266 827 | -5,0 | -13 266 827 | -5,0 |
| | | 4 Transferts courants | 1 278 646 000 | 1 278 646 000 | 1 303 646 000 | 1 303 646 000 | 25 000 000 | 2,0 | 25 000 000 | 2,0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 6 998 265 580 | 2 483 500 000 | 2 288 500 000 | 2 288 500 000 | -4 709 765 580 | -67,3 | -195 000 000 | -7,9 |
| | | 6 Transferts en capital | 5 000 000 000 | 2 800 000 000 | 2 966 266 719 | 1 300 000 000 | -2 033 733 281 | -40,7 | -1 500 000 000 | -53,6 |
| | Total Prog. 2063 | 13 669 181 500 | 13 669 181 500 | 6 935 384 892 | 5 269 118 173 | -6 733 796 608 | -49,3 | -1 685 297 747 | -12,3 | |
| Total Section 53 | 49 242 777 212 | 26 550 462 085 | 61 666 792 521 | 29 062 525 802 | 12 424 015 309 | 25,2 | 2 512 063 717 | 9,6 | | |
| 54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | 1020 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 17 342 469 371 | 17 342 469 371 | 15 915 965 686 | 15 915 965 686 | -1 426 503 685 | -8,2 | -1 426 503 685 | -8,2 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 12 428 887 066 | 12 428 887 066 | 13 553 215 978 | 13 553 215 978 | 1 124 328 912 | 9,0 | 1 124 328 912 | 9,0 |
| | | 4 Transferts courants | 15 884 299 000 | 15 884 299 000 | 16 874 299 000 | 16 874 299 000 | 990 000 000 | 6,2 | 990 000 000 | 6,2 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 44 566 287 390 | 11 847 543 297 | 30 950 990 188 | 15 782 035 188 | -13 615 297 202 | -30,6 | 3 934 491 891 | 33,2 |
| | | 6 Transferts en capital | 2 288 401 892 | 2 288 401 892 | 515 302 350 | 515 302 350 | -1 773 099 542 | -77,5 | -1 773 099 542 | -77,5 |
| | | Total Prog. 1020 | 92 510 344 719 | 92 510 344 719 | 77 809 773 202 | 62 640 818 202 | -14 700 571 517 | -15,9 | 2 849 217 576 | 3,1 |
| | 2064 Santé de base | 2 Dépenses de personnel | 12 317 365 575 | 12 317 365 575 | 13 250 207 435 | 13 250 207 435 | 932 841 860 | 7,6 | 932 841 860 | 7,6 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 1 723 132 314 | 1 723 132 314 | 1 806 552 654 | 1 806 552 654 | 83 420 340 | 4,8 | 83 420 340 | 4,8 |
| | | 4 Transferts courants | 4 327 000 000 | 4 327 000 000 | 4 777 000 000 | 4 777 000 000 | 450 000 000 | 10,4 | 450 000 000 | 10,4 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 479 693 422 700 | 71 390 372 880 | 95 952 199 123 | 93 402 199 123 | -383 741 223 577 | -80,0 | 22 011 826 243 | 30,8 |
| | | 6 Transferts en capital | 1 475 851 562 | 1 475 851 562 | 5 999 502 662 | 1 115 851 562 | 4 523 651 100 | 306,5 | -360 000 000 | -24,4 |
| Total Prog. 2064 | 499 536 772 151 | 499 536 772 151 | 121 785 461 874 | 114 351 810 774 | -377 751 310 277 | -75,6 | 23 118 088 443 | 4,6 | | |
| 2066 Santé de référence | 2 Dépenses de personnel | 15 763 075 440 | 15 763 075 440 | 18 351 506 964 | 18 351 506 964 | 2 588 431 524 | 16,4 | 2 588 431 524 | 16,4 | |
| | 3 Acquisition de biens et services | 241 643 000 | 241 643 000 | 236 582 421 | 236 582 421 | -5 060 579 | -2,1 | -5 060 579 | -2,1 | |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|---|--|---------------------------------------|--|------------------------|------------------------------------|-------------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | 2066 Santé de référence | 4 Transferts courants | 19 469 715 000 | 19 469 715 000 | 18 889 715 000 | 18 889 715 000 | -580 000 000 | -3,0 | -580 000 000 | -3,0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 171 088 000 000 | 22 052 438 766 | 26 120 000 000 | 14 658 719 383 | -144 968 000 000 | -84,7 | -7 393 719 383 | -33,5 |
| | | 6 Transferts en capital | 4 955 561 234 | 4 955 561 234 | 3 706 498 955 | 3 656 498 955 | -1 249 062 279 | -25,2 | -1 299 062 279 | -26,2 |
| | | Total Prog. 2066 | 211 517 994 674 | 211 517 994 674 | 67 304 303 340 | 55 793 022 723 | -144 213 691 334 | -68,2 | -6 689 410 717 | -3,2 |
| | 2067 Protection sociale | 2 Dépenses de personnel | 911 877 620 | 911 877 620 | 1 354 247 732 | 1 354 247 732 | 442 370 112 | 48,5 | 442 370 112 | 48,5 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 642 205 400 | 642 205 400 | 728 236 404 | 728 236 404 | 86 031 004 | 13,4 | 86 031 004 | 13,4 |
| | | 4 Transferts courants | 268 358 000 | 268 358 000 | 567 347 671 | 567 347 671 | 298 989 671 | 111,4 | 298 989 671 | 111,4 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 1 371 999 568 | 700 497 038 | 341 234 271 | 341 234 271 | -1 030 765 297 | -75,1 | -359 262 767 | -51,3 |
| | | 6 Transferts en capital | 550 000 000 | 550 000 000 | 220 000 000 | 220 000 000 | -330 000 000 | -60 | -330 000 000 | -60 |
| | | Total Prog. 2067 | 3 744 440 588 | 3 744 440 588 | 3 211 066 078 | 3 211 066 078 | -533 374 510 | -14,2 | 138 128 020 | 3,7 |
| | Total Section 54 | 807 309 552 132 | 216 580 694 455 | 270 110 604 494 | 235 996 717 777 | -537 198 947 638 | -66,5 | 19 416 023 322 | 9,0 | |
| 55 Ministère de la Jeunesse | 1021 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 891 553 827 | 891 553 827 | 906 159 000 | 906 159 000 | 14 605 173 | 1,6 | 14 605 173 | 1,6 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 450 803 960 | 450 803 960 | 1 411 044 742 | 1 411 044 742 | 960 240 782 | 213,0 | 960 240 782 | 213,0 |
| | | 4 Transferts courants | 0 | 0 | 480 000 000 | 480 000 000 | 480 000 000 | 0 | 480 000 000 | 0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 1 947 458 901 | 211 250 000 | 90 650 000 | 90 650 000 | -1 856 808 901 | -95,3 | -120 600 000 | -57,1 |
| | | Total Prog. 1021 | 3 289 816 688 | 3 289 816 688 | 2 887 853 742 | 2 887 853 742 | -401 962 946 | -12,2 | 1 334 245 955 | 40,6 |
| | 2068 Education à la citoyenneté et promotion du volontariat | 2 Dépenses de personnel | 102 636 780 | 102 636 780 | 128 527 000 | 128 527 000 | 25 890 220 | 25,2 | 25 890 220 | 25,2 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 36 425 200 | 36 425 200 | 30 657 398 | 30 657 398 | -5 767 802 | -15,8 | -5 767 802 | -15,8 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 5 179 394 308 | 4 084 300 000 | 3 503 782 800 | 3 503 782 800 | -1 675 611 508 | -32,4 | -580 517 200 | -14,2 |
| | | Total Prog. 2068 | 5 318 456 288 | 5 318 456 288 | 3 662 967 198 | 3 662 967 198 | -1 655 489 090 | -31,1 | -560 394 782 | -10,5 |
| | 2069 Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement | 2 Dépenses de personnel | 67 201 860 | 67 201 860 | 120 737 000 | 120 737 000 | 53 535 140 | 79,7 | 53 535 140 | 79,7 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 403 601 154 | 403 601 154 | 392 654 418 | 392 654 418 | -10 946 736 | -2,7 | -10 946 736 | -2,7 |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|---|--|---------------------------------------|--|-----------------------|------------------------------------|-----------------------|------------------------|--------------|-----------------------|--------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 55 Ministère de la Jeunesse | 2069 Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 1 677 500 000 | 577 500 000 | 575 400 000 | 575 400 000 | -1 102 100 000 | -65,7 | -2 100 000 | -0,4 |
| | | Total Prog. 2069 | 2 148 303 014 | 2 148 303 014 | 1 088 791 418 | 1 088 791 418 | -1 059 511 596 | -49,3 | 40 488 404 | 1,9 |
| | 2070 Promotion socioéconomique des jeunes | 3 Acquisition de biens et services | 0 | 0 | 20 000 000 | 20 000 000 | 20 000 000 | 0 | 20 000 000 | 0 |
| | | 4 Transferts courants | 1 650 000 000 | 1 650 000 000 | 2 150 000 000 | 2 150 000 000 | 500 000 000 | 30,3 | 500 000 000 | 30,3 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 41 771 865 140 | 3 045 642 714 | 4 217 687 935 | 4 217 687 935 | -37 554 177 205 | -89,9 | 1 172 045 221 | 38,5 |
| | | 6 Transferts en capital | 45 826 047 155 | 6 048 320 802 | 9 290 320 802 | 9 290 320 802 | -36 535 726 353 | -79,7 | 3 242 000 000 | 53,6 |
| | | Total Prog. 2070 | 89 247 912 295 | 89 247 912 295 | 15 678 008 737 | 15 678 008 737 | -73 569 903 558 | -82,4 | 4 934 045 221 | 5,5 |
| Total Section 55 | 100 004 488 285 | 17 569 236 297 | 23 317 621 095 | 23 317 621 095 | -76 686 867 190 | -76,7 | 5 748 384 798 | 32,7 | | |
| 56 Ministère de l'Environnement et du développement durable | 1022 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 322 698 536 | 322 698 536 | 371 514 100 | 371 514 100 | 48 815 564 | 15,1 | 48 815 564 | 15,1 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 1 331 575 000 | 1 331 575 000 | 1 441 790 863 | 1 441 790 863 | 110 215 863 | 8,3 | 110 215 863 | 8,3 |
| | | 4 Transferts courants | 50 000 000 | 50 000 000 | 657 765 530 | 657 765 530 | 607 765 530 | 1215,5 | 607 765 530 | 1215,5 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 386 350 000 | 386 350 000 | 414 350 000 | 414 350 000 | 28 000 000 | 7,2 | 28 000 000 | 7,2 |
| | | Total Prog. 1022 | 2 090 623 536 | 2 090 623 536 | 2 885 420 493 | 2 885 420 493 | 794 796 957 | 38,0 | 794 796 957 | 38,0 |
| | 2071 Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres | 2 Dépenses de personnel | 4 105 408 904 | 4 105 408 904 | 4 435 459 520 | 4 435 459 520 | 330 050 616 | 8,0 | 330 050 616 | 8,0 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 1 537 657 485 | 1 537 657 485 | 1 606 970 741 | 1 606 970 741 | 69 313 256 | 4,5 | 69 313 256 | 4,5 |
| | | 4 Transferts courants | 2 070 000 000 | 2 070 000 000 | 10 420 000 000 | 10 420 000 000 | 8 350 000 000 | 403,4 | 8 350 000 000 | 403,4 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 1 145 499 990 | 1 145 499 990 | 7 173 900 707 | 7 173 900 707 | 6 028 400 717 | 526,3 | 6 028 400 717 | 526,3 |
| | | Total Prog. 2071 | 11 100 291 379 | 11 100 291 379 | 23 867 330 968 | 23 867 330 968 | 12 767 039 589 | 115,0 | 12 767 039 589 | 115,0 |
| | 2072 Conservation de la biodiversité et gestion des AP | 2 Dépenses de personnel | 2 739 491 000 | 2 739 491 000 | 3 882 521 460 | 3 882 521 460 | 1 143 030 460 | 41,7 | 1 143 030 460 | 41,7 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 670 838 763 | 670 838 763 | 655 155 355 | 655 155 355 | -15 683 408 | -2,3 | -15 683 408 | -2,3 |
| | | 4 Transferts courants | 351 120 000 | 351 120 000 | 326 120 000 | 326 120 000 | -25 000 000 | -7,1 | -25 000 000 | -7,1 |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|---|--|---------------------------------------|--|-----------------------|------------------------------------|------------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 56 Ministère de l'Environnement et du développement durable | 2072 Conservation de la biodiversité et gestion des AP | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 4 570 731 984 | 1 708 231 984 | 1 633 051 482 | 1 633 051 482 | -2 937 680 502 | -64,3 | -75 180 502 | -4,4 |
| | | Total Prog. 2072 | 8 332 181 747 | 8 332 181 747 | 6 496 848 297 | 6 496 848 297 | -1 835 333 450 | -22,0 | 1 027 166 550 | 12,3 |
| | 2073 Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC | 2 Dépenses de personnel | 260 446 000 | 260 446 000 | 279 613 420 | 279 613 420 | 19 167 420 | 7,4 | 19 167 420 | 7,4 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 412 357 290 | 412 357 290 | 398 420 032 | 398 420 032 | -13 937 258 | -3,4 | -13 937 258 | -3,4 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 22 703 215 561 | 6 279 157 677 | 4 066 051 911 | 4 066 051 911 | -18 637 163 650 | -82,1 | -2 213 105 766 | -35,2 |
| | | Total Prog. 2073 | 23 376 018 851 | 23 376 018 851 | 4 744 085 363 | 4 744 085 363 | -18 631 933 488 | -79,7 | -2 207 875 604 | -9,4 |
| | Total Section 56 | 44 899 115 513 | 25 612 557 629 | 37 993 685 121 | 37 993 685 121 | -6 905 430 392 | -15,4 | 12 381 127 492 | 48,3 | |
| 58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants | 1023 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 904 517 480 | 904 517 480 | 370 429 056 | 370 429 056 | -534 088 424 | -59,0 | -534 088 424 | -59,0 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 191 662 655 | 191 662 655 | 187 841 633 | 187 841 633 | -3 821 022 | -2,0 | -3 821 022 | -2,0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 158 890 760 | 158 890 760 | 299 390 760 | 299 390 760 | 140 500 000 | 88,4 | 140 500 000 | 88,4 |
| | | Total Prog. 1023 | 1 255 070 895 | 1 255 070 895 | 857 661 449 | 857 661 449 | -397 409 446 | -31,7 | -397 409 446 | -31,7 |
| | 2098 Famille et genre | 2 Dépenses de personnel | 156 177 600 | 156 177 600 | 162 736 160 | 162 736 160 | 6 558 560 | 4,2 | 6 558 560 | 4,2 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 442 201 020 | 442 201 020 | 333 926 128 | 333 926 128 | -108 274 892 | -24,5 | -108 274 892 | -24,5 |
| | | 4 Transferts courants | 477 498 400 | 477 498 400 | 477 498 400 | 477 498 400 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 27 049 138 072 | 8 826 565 359 | 27 305 125 832 | 10 066 559 119 | 255 987 760 | 0,9 | 1 239 993 760 | 14,0 |
| | | Total Prog. 2098 | 28 125 015 092 | 28 125 015 092 | 28 279 286 520 | 11 040 719 807 | 154 271 428 | 0,5 | 1 138 277 428 | 4,0 |
| | 2101 Enfance | 2 Dépenses de personnel | 92 965 960 | 92 965 960 | 112 187 000 | 112 187 000 | 19 221 040 | 20,7 | 19 221 040 | 20,7 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 272 745 000 | 272 745 000 | 269 934 089 | 269 934 089 | -2 810 911 | -1,0 | -2 810 911 | -1,0 |
| | | 4 Transferts courants | 2 398 334 160 | 2 398 334 160 | 2 551 461 012 | 2 551 461 012 | 153 126 852 | 6,4 | 153 126 852 | 6,4 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 46 376 248 000 | 7 395 000 000 | 10 295 000 000 | 7 295 000 000 | -36 081 248 000 | -77,8 | -100 000 000 | -1,4 |
| | | 6 Transferts en capital | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Prog. 2101 | | 49 140 293 120 | 49 140 293 120 | 13 228 582 101 | 10 228 582 101 | -35 911 711 019 | -73,1 | 69 536 981 | 0,1 | |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|---|---|---------------------------------------|--|-----------------------|------------------------------------|------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|-------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants | 2110 Autonomie Economique des femmes | 2 Dépenses de personnel | 181 677 480 | 181 677 480 | 166 969 708 | 166 969 708 | -14 707 772 | -8,1 | -14 707 772 | -8,1 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 112 801 824 | 112 801 824 | 130 125 382 | 130 125 382 | 17 323 558 | 15,4 | 17 323 558 | 15,4 |
| | | 4 Transferts courants | 0 | 0 | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 | 0 | 1 000 000 000 | 0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 13 521 126 876 | 3 020 802 759 | 4 709 800 100 | 2 692 300 575 | -8 811 326 776 | -65,2 | -328 502 184 | -10,9 |
| | | 6 Transferts en capital | 650 000 000 | 650 000 000 | 0 | 0 | -650 000 000 | -100 | -650 000 000 | -100 |
| | | Total Prog. 2110 | 14 465 606 180 | 14 465 606 180 | 6 006 895 190 | 3 989 395 665 | -8 458 710 990 | -58,5 | 24 113 602 | 0,2 |
| | Total Section 58 | 92 985 985 287 | 25 281 840 457 | 48 372 425 260 | 26 116 359 022 | -44 613 560 027 | -48,0 | 834 518 565 | 3,3 | |
| 59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion | 1024 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 5 976 365 671 | 5 976 365 671 | 6 803 739 678 | 6 803 739 678 | 827 374 007 | 13,8 | 827 374 007 | 13,8 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 1 212 831 194 | 1 212 831 194 | 1 522 685 991 | 1 522 685 991 | 309 854 797 | 25,5 | 309 854 797 | 25,5 |
| | | 4 Transferts courants | 0 | 0 | 50 000 000 | 50 000 000 | 50 000 000 | 0 | 50 000 000 | 0 |
| | | Total Prog. 1024 | 7 189 196 865 | 7 189 196 865 | 8 376 425 669 | 8 376 425 669 | 1 187 228 804 | 16,5 | 1 187 228 804 | 16,5 |
| | 2077 Développement des offres de formation professionnelle et tec | 2 Dépenses de personnel | 18 117 126 000 | 18 117 126 000 | 17 316 094 840 | 17 316 094 840 | -801 031 160 | -4,4 | -801 031 160 | -4,4 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 5 865 691 584 | 5 865 691 584 | 5 911 714 880 | 5 911 714 880 | 46 023 296 | 0,8 | 46 023 296 | 0,8 |
| | | 4 Transferts courants | 940 637 600 | 940 637 600 | 940 637 600 | 940 637 600 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 21 547 457 389 | 13 308 119 816 | 10 041 345 461 | 10 041 345 461 | -11 506 111 928 | -53,4 | -3 266 774 355 | -24,5 |
| | | 6 Transferts en capital | 1 879 612 000 | 1 879 612 000 | 30 200 000 000 | 30 200 000 000 | 28 320 388 000 | 1506,7 | 28 320 388 000 | 1506,7 |
| | | Total Prog. 2077 | 48 350 524 573 | 48 350 524 573 | 64 409 792 781 | 64 409 792 781 | 16 059 268 208 | 33,2 | 24 298 605 781 | 50,3 |
| | 2078 Développement de l'apprentissage | 2 Dépenses de personnel | 96 143 000 | 96 143 000 | 99 176 040 | 99 176 040 | 3 033 040 | 3,2 | 3 033 040 | 3,2 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 11 899 224 | 11 899 224 | 29 990 130 | 29 990 130 | 18 090 906 | 152,0 | 18 090 906 | 152,0 |
| | | 4 Transferts courants | 453 000 000 | 453 000 000 | 405 000 000 | 405 000 000 | -48 000 000 | -10,6 | -48 000 000 | -10,6 |
| 5 Investissements exécutés par l'Etat | | 4 787 000 000 | 4 787 000 000 | 2 425 000 000 | 2 425 000 000 | -2 362 000 000 | -49,3 | -2 362 000 000 | -49,3 | |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|---|--|---------------------------------------|--|------------------------|------------------------------------|------------------------|-----------------------|--------------|-----------------------|--------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion | 2078 Développement de l'apprentissage | 6 Transferts en capital | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | Total Prog. 2078 | 5 348 042 224 | 5 348 042 224 | 2 959 166 170 | 2 959 166 170 | -2 388 876 054 | -44,7 | -2 388 876 054 | -44,7 |
| | 2103 Développement de l'emploi | 2 Dépenses de personnel | 18 214 000 | 18 214 000 | 47 201 800 | 47 201 800 | 28 987 800 | 159,2 | 28 987 800 | 159,2 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 41 800 000 | 41 800 000 | 47 266 246 | 47 266 246 | 5 466 246 | 13,1 | 5 466 246 | 13,1 |
| | | 4 Transferts courants | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 | 10 000 000 000 | 10 000 000 000 | 9 000 000 000 | 900 | 9 000 000 000 | 900 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 235 000 000 | 235 000 000 | 125 000 000 | 125 000 000 | -110 000 000 | -46,8 | -110 000 000 | -46,8 |
| | | Total Prog. 2103 | 1 295 014 000 | 1 295 014 000 | 10 219 468 046 | 10 219 468 046 | 8 924 454 046 | 689,1 | 8 924 454 046 | 689,1 |
| Total Section 59 | 62 182 777 662 | 53 943 440 089 | 85 964 852 666 | 85 964 852 666 | 23 782 075 004 | 38,2 | 32 021 412 577 | 59,4 | | |
| 60 Charges non Réparties | 0010 DOTATION CHARGES NON REPARTIES | 2 Dépenses de personnel | 51 232 899 912 | 51 232 899 912 | 60 853 028 580 | 60 853 028 580 | 9 620 128 668 | 18,8 | 9 620 128 668 | 18,8 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 100 825 531 000 | 100 825 531 000 | 74 743 602 000 | 74 743 602 000 | -26 081 929 000 | -25,9 | -26 081 929 000 | -25,9 |
| | | 4 Transferts courants | 46 939 873 953 | 46 939 873 953 | 69 523 283 779 | 69 523 283 779 | 22 583 409 826 | 48,1 | 22 583 409 826 | 48,1 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 29 676 300 000 | 29 676 300 000 | 32 500 000 000 | 32 500 000 000 | 2 823 700 000 | 9,5 | 2 823 700 000 | 9,5 |
| | | 6 Transferts en capital | 18 600 000 000 | 14 100 000 000 | 43 111 288 161 | 43 111 288 161 | 24 511 288 161 | 131,8 | 29 011 288 161 | 205,8 |
| | | Total Prog. 0010 | 247 274 604 865 | 247 274 604 865 | 280 731 202 520 | 280 731 202 520 | 33 456 597 655 | 13,5 | 37 956 597 655 | 15,3 |
| Total Section 60 | 247 274 604 865 | 242 774 604 865 | 280 731 202 520 | 280 731 202 520 | 33 456 597 655 | 13,5 | 37 956 597 655 | 15,6 | | |
| 61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération | 1032 Pilotage gestion et coordination administrative | 2 Dépenses de personnel | 400 363 110 | 400 363 110 | 284 849 000 | 284 849 000 | -115 514 110 | -28,9 | -115 514 110 | -28,9 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 936 500 314 | 936 500 314 | 671 568 220 | 671 568 220 | -264 932 094 | -28,3 | -264 932 094 | -28,3 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 1 926 705 832 | 681 705 832 | 261 000 000 | 261 000 000 | -1 665 705 832 | -86,5 | -420 705 832 | -61,7 |
| | | 6 Transferts en capital | 550 000 000 | 550 000 000 | 550 000 000 | 550 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | Total Prog. 1032 | 3 813 569 256 | 3 813 569 256 | 1 767 417 220 | 1 767 417 220 | -2 046 152 036 | -53,7 | -801 152 036 | -21,0 |
| 2022 Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé | 2 Dépenses de personnel | 168 989 000 | 168 989 000 | 231 235 000 | 231 235 000 | 62 246 000 | 36,8 | 62 246 000 | 36,8 | |
| | 3 Acquisition de biens et services | 614 840 536 | 614 840 536 | 598 081 035 | 598 081 035 | -16 759 501 | -2,7 | -16 759 501 | -2,7 | |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | | |
|---|--|---|--|------------------------|------------------------------------|-----------------------|------------------------|--------------|------------------------|--------------|-------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % | |
| 61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération | 2022 Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé | 4 Transferts courants | 150 000 000 | 150 000 000 | 150 000 000 | 150 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 50 851 677 146 | 13 651 677 146 | 147 556 000 | 147 556 000 | -50 704 121 146 | -99,7 | -13 504 121 146 | -98,9 | |
| | | 6 Transferts en capital | 3 000 000 000 | 3 000 000 000 | 5 389 475 335 | 5 389 475 335 | 2 389 475 335 | 79,6 | 2 389 475 335 | 79,6 | |
| | | Total Prog. 2022 | 54 785 506 682 | 54 785 506 682 | 6 516 347 370 | 6 516 347 370 | -48 269 159 312 | -88,1 | -11 069 159 312 | -20,2 | |
| | 2034 Economie productive compétitive et créatrice d'emplois | 2 Dépenses de personnel | 482 189 000 | 482 189 000 | 476 966 000 | 476 966 000 | -5 223 000 | -1,1 | -5 223 000 | -1,1 | |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 1 193 316 646 | 1 193 316 646 | 1 384 916 481 | 1 384 916 481 | 191 599 835 | 16,1 | 191 599 835 | 16,1 | |
| | | 4 Transferts courants | 7 481 000 000 | 7 481 000 000 | 7 682 744 848 | 7 682 744 848 | 201 744 848 | 2,7 | 201 744 848 | 2,7 | |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 572 000 000 | 572 000 000 | 1 549 470 600 | 1 549 470 600 | 977 470 600 | 170,9 | 977 470 600 | 170,9 | |
| | | 6 Transferts en capital | 24 000 000 000 | 2 000 000 000 | 8 900 000 000 | 8 900 000 000 | -15 100 000 000 | -62,9 | 6 900 000 000 | 345 | |
| | | Total Prog. 2034 | 33 728 505 646 | 33 728 505 646 | 19 994 097 929 | 19 994 097 929 | -13 734 407 717 | -40,7 | 8 265 592 283 | 24,5 | |
| | Total Section 61 | | 92 327 581 584 | 31 882 581 584 | 28 277 862 519 | 28 277 862 519 | -64 049 719 065 | -69,4 | -3 604 719 065 | -11,3 | |
| | 62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales | 1025 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 2 124 200 327 | 2 124 200 327 | 1 854 710 340 | 1 854 710 340 | -269 489 987 | -12,7 | -269 489 987 | -12,7 |
| | | | 3 Acquisition de biens et services | 773 390 901 | 773 390 901 | 871 069 677 | 871 069 677 | 97 678 776 | 12,6 | 97 678 776 | 12,6 |
| 4 Transferts courants | | | 39 142 000 | 39 142 000 | 29 142 000 | 29 142 000 | -10 000 000 | -25,5 | -10 000 000 | -25,5 | |
| 5 Investissements exécutés par l'Etat | | | 70 119 117 | 70 119 117 | 0 | 0 | -70 119 117 | -100 | -70 119 117 | -100 | |
| Total Prog. 1025 | | | 3 006 852 345 | 3 006 852 345 | 2 754 922 017 | 2 754 922 017 | -251 930 328 | -8,4 | -251 930 328 | -8,4 | |
| 2079 Productions animales | | 2 Dépenses de personnel | 206 995 220 | 206 995 220 | 247 145 820 | 247 145 820 | 40 150 600 | 19,4 | 40 150 600 | 19,4 | |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 150 379 059 | 150 379 059 | 155 521 554 | 155 521 554 | 5 142 495 | 3,4 | 5 142 495 | 3,4 | |
| | | 4 Transferts courants | 500 000 000 | 500 000 000 | 770 000 000 | 770 000 000 | 270 000 000 | 54 | 270 000 000 | 54 | |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 107 718 940 731 | 19 539 948 606 | 19 268 858 434 | 19 268 858 434 | -88 450 082 297 | -82,1 | -271 090 172 | -1,4 | |
| | | 6 Transferts en capital | 2 021 117 373 | 2 021 117 373 | 3 757 590 883 | 3 757 590 883 | 1 736 473 510 | 85,9 | 1 736 473 510 | 85,9 | |
| | | Total Prog. 2079 | 110 597 432 383 | 110 597 432 383 | 24 199 116 691 | 24 199 116 691 | -86 398 315 692 | -78,1 | 1 780 676 433 | 1,6 | |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|--|---|---------------------------------------|--|------------------------|------------------------------------|-----------------------|-------------------------|--------------|----------------------|--------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 62 Ministère de l'Élevage et des Productions Animales | 2080 Santé animale et Santé publique vétérinaire | 2 Dépenses de personnel | 140 125 500 | 140 125 500 | 139 692 260 | 139 692 260 | -433 240 | -0,3 | -433 240 | -0,3 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 19 000 000 | 19 000 000 | 229 790 721 | 229 790 721 | 210 790 721 | 1109,4 | 210 790 721 | 1109,4 |
| | | 4 Transferts courants | 0 | 0 | 56 421 465 | 56 421 465 | 56 421 465 | 0 | 56 421 465 | 0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 1 133 271 279 | 1 133 271 279 | 0 | 0 | -1 133 271 279 | -100 | -1 133 271 279 | -100 |
| | | 6 Transferts en capital | 0 | 0 | 1 426 256 279 | 1 426 256 279 | 1 426 256 279 | 0 | 1 426 256 279 | 0 |
| | | Total Prog. 2080 | 1 292 396 779 | 1 292 396 779 | 1 852 160 725 | 1 852 160 725 | 559 763 946 | 43,3 | 559 763 946 | 43,3 |
| | 2081 Mise en marché des produits animaux | 2 Dépenses de personnel | 44 026 600 | 44 026 600 | 63 227 700 | 63 227 700 | 19 201 100 | 43,6 | 19 201 100 | 43,6 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 16 000 000 | 16 000 000 | 12 885 831 | 12 885 831 | -3 114 169 | -19,5 | -3 114 169 | -19,5 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 326 899 477 | 326 899 477 | 196 872 078 | 196 872 078 | -130 027 399 | -39,8 | -130 027 399 | -39,8 |
| | | Total Prog. 2081 | 386 926 077 | 386 926 077 | 272 985 609 | 272 985 609 | -113 940 468 | -29,4 | -113 940 468 | -29,4 |
| Total Section 62 | 115 283 607 584 | 27 104 615 459 | 29 079 185 042 | 29 079 185 042 | -86 204 422 542 | -74,8 | 1 974 569 583 | 7,3 | | |
| 63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications | 1026 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 374 365 957 | 374 365 957 | 283 960 380 | 283 960 380 | -90 405 577 | -24,1 | -90 405 577 | -24,1 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 194 050 000 | 194 050 000 | 187 214 333 | 187 214 333 | -6 835 667 | -3,5 | -6 835 667 | -3,5 |
| | | 4 Transferts courants | 40 000 000 | 40 000 000 | 40 000 000 | 40 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | Total Prog. 1026 | 608 415 957 | 608 415 957 | 511 174 713 | 511 174 713 | -97 241 244 | -16,0 | -97 241 244 | -16,0 |
| | 2083 Economie numérique | 2 Dépenses de personnel | 168 781 000 | 168 781 000 | 185 945 000 | 185 945 000 | 17 164 000 | 10,2 | 17 164 000 | 10,2 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 66 475 000 | 66 475 000 | 61 610 651 | 61 610 651 | -4 864 349 | -7,3 | -4 864 349 | -7,3 |
| | | 4 Transferts courants | 2 400 000 000 | 2 400 000 000 | 3 750 000 000 | 3 750 000 000 | 1 350 000 000 | 56,3 | 1 350 000 000 | 56,3 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 134 710 010 289 | 13 222 871 569 | 13 844 495 635 | 13 844 495 635 | -120 865 514 654 | -89,7 | 621 624 066 | 4,7 |
| | | 6 Transferts en capital | 4 050 000 000 | 4 050 000 000 | 3 119 000 000 | 3 119 000 000 | -931 000 000 | -23,0 | -931 000 000 | -23,0 |
| | | Total Prog. 2083 | 141 395 266 289 | 141 395 266 289 | 20 961 051 286 | 20 961 051 286 | -120 434 215 003 | -85,2 | 1 052 923 717 | 0,7 |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|--|---|---------------------------------------|--|-----------------------|------------------------------------|-----------------------|-------------------------|--------------|----------------------|-------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications | 2084 Secteur postal | 2 Dépenses de personnel | 29 296 000 | 29 296 000 | 31 479 000 | 31 479 000 | 2 183 000 | 7,5 | 2 183 000 | 7,5 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 18 515 000 | 18 515 000 | 17 901 689 | 17 901 689 | -613 311 | -3,3 | -613 311 | -3,3 |
| | | 4 Transferts courants | 2 600 000 000 | 2 600 000 000 | 3 100 000 000 | 3 100 000 000 | 500 000 000 | 19,2 | 500 000 000 | 19,2 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 350 000 000 | 350 000 000 | 264 999 792 | 264 999 792 | -85 000 208 | -24,3 | -85 000 208 | -24,3 |
| | | Total Prog. 2084 | 2 997 811 000 | 2 997 811 000 | 3 414 380 481 | 3 414 380 481 | 416 569 481 | 13,9 | 416 569 481 | 13,9 |
| Total Section 63 | | | 145 001 493 246 | 23 514 354 526 | 24 886 606 480 | 24 886 606 480 | -120 114 886 766 | -82,8 | 1 372 251 954 | 5,8 |
| 64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire | 1569 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 239 386 468 | 239 386 468 | 244 596 380 | 244 596 380 | 5 209 912 | 2,2 | 5 209 912 | 2,2 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 536 041 435 | 536 041 435 | 486 775 701 | 486 775 701 | -49 265 734 | -9,2 | -49 265 734 | -9,2 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 150 000 000 | 150 000 000 | 104 956 500 | 104 956 500 | -45 043 500 | -30,0 | -45 043 500 | -30,0 |
| | | Total Prog. 1569 | 925 427 903 | 925 427 903 | 836 328 581 | 836 328 581 | -89 099 322 | -9,6 | -89 099 322 | -9,6 |
| | | 2102 Promotion de la microfinance | 2 Dépenses de personnel | 37 845 000 | 37 845 000 | 23 838 000 | 23 838 000 | -14 007 000 | -37,0 | -14 007 000 |
| 3 Acquisition de biens et services | 17 179 350 | | 17 179 350 | 57 179 350 | 57 179 350 | 40 000 000 | 232,8 | 40 000 000 | 232,8 | |
| 4 Transferts courants | 0 | | 0 | 863 000 000 | 863 000 000 | 863 000 000 | 0 | 863 000 000 | 0 | |
| 5 Investissements exécutés par l'Etat | 8 203 485 305 | | 8 203 485 305 | 9 051 713 305 | 9 051 713 305 | 848 228 000 | 10,3 | 848 228 000 | 10,3 | |
| 6 Transferts en capital | 863 000 000 | | 863 000 000 | 791 249 514 | 791 249 514 | -71 750 486 | -8,3 | -71 750 486 | -8,3 | |
| Total Prog. 2102 | | | 9 121 509 655 | 9 121 509 655 | 10 786 980 169 | 10 786 980 169 | 1 665 470 514 | 18,3 | 1 665 470 514 | 18,3 |
| 2118 Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS) | | 2 Dépenses de personnel | 48 360 000 | 48 360 000 | 58 494 000 | 58 494 000 | 10 134 000 | 21,0 | 10 134 000 | 21,0 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 73 898 039 | 73 898 039 | 214 598 039 | 214 598 039 | 140 700 000 | 190,4 | 140 700 000 | 190,4 |
| | | 4 Transferts courants | 0 | 0 | 500 000 000 | 500 000 000 | 500 000 000 | 0 | 500 000 000 | 0 |
| | | 6 Transferts en capital | 500 000 000 | 500 000 000 | 0 | 0 | -500 000 000 | -100 | -500 000 000 | -100 |
| | | Total Prog. 2118 | 622 258 039 | 622 258 039 | 773 092 039 | 773 092 039 | 150 834 000 | 24,2 | 150 834 000 | 24,2 |
| Total Section 64 | | | 10 669 195 597 | 10 669 195 597 | 12 396 400 789 | 12 396 400 789 | 1 727 205 192 | 16,2 | 1 727 205 192 | 16,2 |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|--|---|---------------------------------------|--|-----------------------|------------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|--------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires | 1027 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 448 831 056 | 448 831 056 | 300 902 000 | 300 902 000 | -147 929 056 | -33,0 | -147 929 056 | -33,0 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 252 656 000 | 252 656 000 | 217 139 980 | 217 139 980 | -35 516 020 | -14,1 | -35 516 020 | -14,1 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 0 | 0 | 2 000 000 000 | 300 000 000 | 2 000 000 000 | 0 | 300 000 000 | 0 |
| | | 6 Transferts en capital | 4 600 000 000 | 4 600 000 000 | 4 000 000 000 | 4 000 000 000 | -600 000 000 | -13,0 | -600 000 000 | -13,0 |
| | | Total Prog. 1027 | 5 301 487 056 | 5 301 487 056 | 6 518 041 980 | 4 818 041 980 | 1 216 554 924 | 22,9 | -483 445 076 | -9,1 |
| | 2085 Cohérence territoriale | 2 Dépenses de personnel | 73 089 000 | 73 089 000 | 55 748 000 | 55 748 000 | -17 341 000 | -23,7 | -17 341 000 | -23,7 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 40 000 000 | 40 000 000 | 32 445 369 | 32 445 369 | -7 554 631 | -18,9 | -7 554 631 | -18,9 |
| | | 4 Transferts courants | 1 500 000 000 | 1 500 000 000 | 1 715 000 000 | 1 715 000 000 | 215 000 000 | 14,3 | 215 000 000 | 14,3 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 19 581 000 000 | 11 056 200 000 | 24 520 624 247 | 6 395 824 247 | 4 939 624 247 | 25,2 | -4 660 375 753 | -42,2 |
| | | 6 Transferts en capital | 2 340 173 480 | 2 340 173 480 | 14 886 356 036 | 6 536 356 036 | 12 546 182 556 | 536,1 | 4 196 182 556 | 179,3 |
| | Total Prog. 2085 | 23 534 262 480 | 23 534 262 480 | 41 210 173 652 | 14 735 373 652 | 17 675 911 172 | 75,1 | -274 088 828 | -1,2 | |
| | 2086 Gouvernance territoriale | 2 Dépenses de personnel | 590 186 000 | 590 186 000 | 504 135 000 | 504 135 000 | -86 051 000 | -14,6 | -86 051 000 | -14,6 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 362 161 000 | 362 161 000 | 359 239 739 | 359 239 739 | -2 921 261 | -0,8 | -2 921 261 | -0,8 |
| | | 4 Transferts courants | 340 000 000 | 340 000 000 | 900 000 000 | 900 000 000 | 560 000 000 | 164,7 | 560 000 000 | 164,7 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 6 032 016 249 | 4 349 016 249 | 1 597 476 266 | 1 597 476 266 | -4 434 539 983 | -73,5 | -2 751 539 983 | -63,3 |
| | | Total Prog. 2086 | 7 324 363 249 | 7 324 363 249 | 3 360 851 005 | 3 360 851 005 | -3 963 512 244 | -54,1 | -2 280 512 244 | -31,1 |
| | 2087 Financement du développement territorial | 2 Dépenses de personnel | 54 286 000 | 54 286 000 | 39 068 000 | 39 068 000 | -15 218 000 | -28,0 | -15 218 000 | -28,0 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 59 010 000 | 59 010 000 | 83 919 556 | 83 919 556 | 24 909 556 | 42,2 | 24 909 556 | 42,2 |
| | | 4 Transferts courants | 32 000 000 000 | 32 000 000 000 | 33 725 000 000 | 33 725 000 000 | 1 725 000 000 | 5,4 | 1 725 000 000 | 5,4 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 26 400 000 000 | 20 400 000 000 | 72 112 150 | 72 112 150 | -26 327 887 850 | -99,7 | -20 327 887 850 | -99,6 |
| 6 Transferts en capital | | 34 509 826 520 | 34 509 826 520 | 62 006 671 582 | 62 006 671 582 | 27 496 845 062 | 79,7 | 27 496 845 062 | 79,7 | |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | | |
|--|--|--|---------------------------|------------------------|------------------------------------|-------------------------|-------------------|-----------------------|-------------------|------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires | 2087 Financement du développement territorial | Total Prog. 2087 | 93 023 122 520 | 93 023 122 520 | 95 926 771 288 | 95 926 771 288 | 2 903 648 768 | 3,1 | 8 903 648 768 | 9,6 |
| | Total Section 65 | | 129 183 235 305 | 112 975 435 305 | 147 015 837 925 | 118 841 037 925 | 17 832 602 620 | 13,8 | 5 865 602 620 | 5,2 |
| 68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement | 1028 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 313 678 196 | 313 678 196 | 434 236 216 | 434 236 216 | 120 558 020 | 38,4 | 120 558 020 | 38,4 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 216 637 667 | 216 637 667 | 205 217 782 | 205 217 782 | -11 419 885 | -5,3 | -11 419 885 | -5,3 |
| | | 4 Transferts courants | 1 650 000 000 | 1 650 000 000 | 1 600 000 000 | 1 600 000 000 | -50 000 000 | -3,0 | -50 000 000 | -3,0 |
| | | Total Prog. 1028 | 2 180 315 863 | 2 180 315 863 | 2 239 453 998 | 2 239 453 998 | 59 138 135 | 2,7 | 59 138 135 | 2,7 |
| | 2088 Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau | 2 Dépenses de personnel | 112 721 000 | 112 721 000 | 152 613 000 | 152 613 000 | 39 892 000 | 35,4 | 39 892 000 | 35,4 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 47 234 308 | 47 234 308 | 65 227 691 | 65 227 691 | 17 993 383 | 38,1 | 17 993 383 | 38,1 |
| | | 4 Transferts courants | 2 711 432 000 | 2 711 432 000 | 3 252 653 470 | 3 252 653 470 | 541 221 470 | 20,0 | 541 221 470 | 20,0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 191 487 473 300 | 10 087 223 300 | 48 209 566 343 | 13 332 223 300 | -143 277 906 957 | -74,8 | 3 245 000 000 | 32,2 |
| | | 6 Transferts en capital | 350 000 000 | 350 000 000 | 350 000 000 | 350 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Total Prog. 2088 | 194 708 860 608 | 194 708 860 608 | 52 030 060 504 | 17 152 717 461 | -142 678 800 104 | -73,3 | 3 844 106 853 | 2,0 | |
| | 2089 Programme d'Accès à l'Eau Potable | 2 Dépenses de personnel | 163 877 900 | 163 877 900 | 220 449 000 | 220 449 000 | 56 571 100 | 34,5 | 56 571 100 | 34,5 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 153 894 081 | 153 894 081 | 217 948 304 | 217 948 304 | 64 054 223 | 41,6 | 64 054 223 | 41,6 |
| | | 4 Transferts courants | 1 897 798 808 | 1 897 798 808 | 1 700 000 000 | 1 700 000 000 | -197 798 808 | -10,4 | -197 798 808 | -10,4 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 167 242 685 051 | 42 962 652 766 | 194 793 767 440 | 32 525 999 158 | 27 551 082 389 | 16,5 | -10 436 653 608 | -24,3 |
| | | 6 Transferts en capital | 6 775 000 000 | 6 775 000 000 | 8 675 000 000 | 8 675 000 000 | 1 900 000 000 | 28,0 | 1 900 000 000 | 28,0 |
| | Total Prog. 2089 | 176 233 255 840 | 176 233 255 840 | 205 607 164 744 | 43 339 396 462 | 29 373 908 904 | 16,7 | -8 613 827 093 | -4,9 | |
| | 2090 Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales | 2 Dépenses de personnel | 201 530 000 | 201 530 000 | 277 200 800 | 277 200 800 | 75 670 800 | 37,5 | 75 670 800 | 37,5 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 161 245 840 | 161 245 840 | 171 095 000 | 171 095 000 | 9 849 160 | 6,1 | 9 849 160 | 6,1 |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|---|--|---------------------------------------|--|------------------------|------------------------------------|------------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|-------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement | 2090 Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 164 738 513 271 | 49 800 753 865 | 204 612 962 052 | 52 576 431 523 | 39 874 448 781 | 24,2 | 2 775 677 658 | 5,6 |
| | | 6 Transferts en capital | 7 025 000 000 | 7 025 000 000 | 12 518 713 000 | 12 518 713 000 | 5 493 713 000 | 78,2 | 5 493 713 000 | 78,2 |
| | | Total Prog. 2090 | 172 126 289 111 | 172 126 289 111 | 217 579 970 852 | 65 543 440 323 | 45 453 681 741 | 26,4 | 8 354 910 618 | 4,9 |
| | Total Section 68 | 545 248 721 422 | 124 630 679 731 | 477 456 650 098 | 128 275 008 244 | -67 792 071 324 | -12,4 | 3 644 328 513 | 2,9 | |
| 71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel | 1570 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 0 | 0 | 111 307 000 | 111 307 000 | 111 307 000 | 0 | 111 307 000 | 0 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 269 050 000 | 269 050 000 | 360 585 500 | 360 585 500 | 91 535 500 | 34,0 | 91 535 500 | 34,0 |
| | | 4 Transferts courants | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | Total Prog. 1570 | 269 050 000 | 269 050 000 | 471 892 500 | 471 892 500 | 202 842 500 | 75,4 | 202 842 500 | 75,4 |
| | 2121 Développement de l'artisanat | 2 Dépenses de personnel | 144 145 000 | 144 145 000 | 163 424 000 | 163 424 000 | 19 279 000 | 13,4 | 19 279 000 | 13,4 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 16 545 000 | 16 545 000 | 61 345 000 | 61 345 000 | 44 800 000 | 270,8 | 44 800 000 | 270,8 |
| | | 4 Transferts courants | 1 166 783 000 | 1 166 783 000 | 1 374 712 200 | 1 374 712 200 | 207 929 200 | 17,8 | 207 929 200 | 17,8 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 2 583 955 499 | 1 037 608 550 | 650 000 000 | 650 000 000 | -1 933 955 499 | -74,8 | -387 608 550 | -37,4 |
| | | 6 Transferts en capital | 0 | 0 | 3 000 000 000 | 3 000 000 000 | 3 000 000 000 | 0 | 3 000 000 000 | 0 |
| | | Total Prog. 2121 | 3 911 428 499 | 3 911 428 499 | 5 249 481 200 | 5 249 481 200 | 1 338 052 701 | 34,2 | 2 884 399 650 | 73,7 |
| | 2122 Transformation Encadrement Economie informelle | 3 Acquisition de biens et services | 100 000 000 | 100 000 000 | 52 000 000 | 52 000 000 | -48 000 000 | -48 | -48 000 000 | -48 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 200 000 000 | 200 000 000 | 300 000 000 | 300 000 000 | 100 000 000 | 50 | 100 000 000 | 50 |
| | | Total Prog. 2122 | 300 000 000 | 300 000 000 | 352 000 000 | 352 000 000 | 52 000 000 | 17,3 | 52 000 000 | 17,3 |
| Total Section 71 | 4 480 478 499 | 2 934 131 550 | 6 073 373 700 | 6 073 373 700 | 1 592 895 201 | 35,6 | 3 139 242 150 | 107,0 | | |
| 75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation | 1029 Pilotage, Gestion et Coordination administrative | 2 Dépenses de personnel | 434 620 405 | 434 620 405 | 401 942 800 | 401 942 800 | -32 677 605 | -7,5 | -32 677 605 | -7,5 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 3 477 986 233 | 3 477 986 233 | 3 896 408 187 | 3 896 408 187 | 418 421 954 | 12,0 | 418 421 954 | 12,0 |
| | | 4 Transferts courants | 340 000 000 | 340 000 000 | 340 000 000 | 340 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | Total Prog. 1029 | 4 252 606 638 | 4 252 606 638 | 4 638 350 987 | 4 638 350 987 | 385 744 349 | 9,1 | 385 744 349 | 9,1 |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|---|--|---|--|------------------------|------------------------------------|------------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation | 2091 Education supérieure | 2 Dépenses de personnel | 132 356 000 | 132 356 000 | 112 005 820 | 112 005 820 | -20 350 180 | -15,4 | -20 350 180 | -15,4 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 305 500 000 | 305 500 000 | 220 834 748 | 220 834 748 | -84 665 252 | -27,7 | -84 665 252 | -27,7 |
| | | 4 Transferts courants | 81 288 942 094 | 81 038 942 094 | 82 855 201 844 | 82 855 201 844 | 1 566 259 750 | 1,9 | 1 816 259 750 | 2,2 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 200 676 164 063 | 46 685 149 770 | 65 755 356 226 | 21 214 149 770 | -134 920 807 837 | -67,2 | -25 471 000 000 | -54,6 |
| | | 6 Transferts en capital | 348 768 050 | 348 768 050 | 36 033 111 712 | 36 033 111 712 | 35 684 343 662 | ***** | 35 684 343 662 | ***** |
| | | Total Prog. 2091 | 282 751 730 207 | 282 751 730 207 | 184 976 510 350 | 140 435 303 894 | -97 775 219 857 | -34,6 | 11 924 587 980 | 4,2 |
| | 2092 OEuvres sociales universitaires | 2 Dépenses de personnel | 39 242 000 | 39 242 000 | 48 780 300 | 48 780 300 | 9 538 300 | 24,3 | 9 538 300 | 24,3 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 134 000 000 | 134 000 000 | 133 999 989 | 133 999 989 | -11 | 0 | -11 | 0 |
| | | 4 Transferts courants | 80 398 337 000 | 80 398 337 000 | 85 798 337 000 | 85 798 337 000 | 5 400 000 000 | 6,7 | 5 400 000 000 | 6,7 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 83 285 494 000 | 26 072 373 623 | 79 289 189 505 | 14 132 189 505 | -3 996 304 495 | -4,8 | -11 940 184 118 | -45,8 |
| | | 6 Transferts en capital | 0 | 0 | 13 000 000 000 | 13 000 000 000 | 13 000 000 000 | 0 | 13 000 000 000 | 0 |
| | | Total Prog. 2092 | 163 857 073 000 | 163 857 073 000 | 178 270 306 794 | 113 113 306 794 | 14 413 233 794 | 8,8 | 6 469 354 171 | 3,9 |
| | Total Section 75 | 450 861 409 845 | 239 407 275 175 | 367 885 168 131 | 258 186 961 675 | -82 976 241 714 | -18,4 | 18 779 686 500 | 7,8 | |
| | 83 Ministère des Mines et de la Géologie | 1566 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel | 296 095 931 | 296 095 931 | 250 854 000 | 250 854 000 | -45 241 931 | -15,3 | -45 241 931 |
| 3 Acquisition de biens et services | | | 260 443 000 | 260 443 000 | 212 648 579 | 212 648 579 | -47 794 421 | -18,4 | -47 794 421 | -18,4 |
| 4 Transferts courants | | | 818 000 000 | 818 000 000 | 818 000 000 | 818 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 5 Investissements exécutés par l'Etat | | | 915 000 000 | 915 000 000 | 281 850 000 | 281 850 000 | -633 150 000 | -69,2 | -633 150 000 | -69,2 |
| 6 Transferts en capital | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Prog. 1566 | | | 2 289 538 931 | 2 289 538 931 | 1 563 352 579 | 1 563 352 579 | -726 186 352 | -31,7 | -726 186 352 | -31,7 |
| 2115 Mines | | 2 Dépenses de personnel | 124 471 000 | 124 471 000 | 132 898 000 | 132 898 000 | 8 427 000 | 6,8 | 8 427 000 | 6,8 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 145 543 000 | 145 543 000 | 223 045 084 | 223 045 084 | 77 502 084 | 53,3 | 77 502 084 | 53,3 |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|---|---|---------------------------------------|--|-----------------------|------------------------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|--------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 83 Ministère des Mines et de la Géologie | 2115 Mines | 4 Transferts courants | 620 000 000 | 620 000 000 | 200 000 000 | 200 000 000 | -420 000 000 | -67,7 | -420 000 000 | -67,7 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 0 | 0 | 200 000 000 | 200 000 000 | 200 000 000 | 0 | 200 000 000 | 0 |
| | | 6 Transferts en capital | 0 | 0 | 3 700 000 000 | 3 700 000 000 | 3 700 000 000 | 0 | 3 700 000 000 | 0 |
| | | Total Prog. 2115 | 890 014 000 | 890 014 000 | 4 455 943 084 | 4 455 943 084 | 3 565 929 084 | 400,7 | 3 565 929 084 | 400,7 |
| | 2116 Géologie | 2 Dépenses de personnel | 28 935 000 | 28 935 000 | 41 440 000 | 41 440 000 | 12 505 000 | 43,2 | 12 505 000 | 43,2 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 46 400 000 | 46 400 000 | 31 160 039 | 31 160 039 | -15 239 961 | -32,8 | -15 239 961 | -32,8 |
| | | 4 Transferts courants | 106 630 000 | 106 630 000 | 906 630 000 | 906 630 000 | 800 000 000 | 750,3 | 800 000 000 | 750,3 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 650 000 000 | 650 000 000 | 535 481 000 | 535 481 000 | -114 519 000 | -17,6 | -114 519 000 | -17,6 |
| | | Total Prog. 2116 | 831 965 000 | 831 965 000 | 1 514 711 039 | 1 514 711 039 | 682 746 039 | 82,1 | 682 746 039 | 82,1 |
| | Total Section 83 | 4 011 517 931 | 4 011 517 931 | 7 534 006 702 | 7 534 006 702 | 3 522 488 771 | 87,8 | 3 522 488 771 | 87,8 | |
| 84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale | 1035 COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE | 2 Dépenses de personnel | 484 816 922 | 484 816 922 | 336 204 000 | 336 204 000 | -148 612 922 | -30,7 | -148 612 922 | -30,7 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 284 584 972 | 284 584 972 | 366 609 732 | 366 609 732 | 82 024 760 | 28,8 | 82 024 760 | 28,8 |
| | | 4 Transferts courants | 215 000 000 | 215 000 000 | 215 000 000 | 215 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 300 000 000 | 300 000 000 | 125 000 000 | 125 000 000 | -175 000 000 | -58,3 | -175 000 000 | -58,3 |
| | | Total Prog. 1035 | 1 284 401 894 | 1 284 401 894 | 1 042 813 732 | 1 042 813 732 | -241 588 162 | -18,8 | -241 588 162 | -18,8 |
| | 2105 DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE | 2 Dépenses de personnel | 287 400 000 | 287 400 000 | 242 747 000 | 242 747 000 | -44 653 000 | -15,5 | -44 653 000 | -15,5 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 129 036 516 | 129 036 516 | 168 793 711 | 168 793 711 | 39 757 195 | 30,8 | 39 757 195 | 30,8 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 20 530 000 000 | 20 530 000 000 | 13 500 000 000 | 13 500 000 000 | -7 030 000 000 | -34,2 | -7 030 000 000 | -34,2 |
| | | 6 Transferts en capital | 15 000 000 000 | 15 000 000 000 | 48 385 514 286 | 48 385 514 286 | 33 385 514 286 | 222,6 | 33 385 514 286 | 222,6 |
| | | Total Prog. 2105 | 35 946 436 516 | 35 946 436 516 | 62 297 054 997 | 62 297 054 997 | 26 350 618 481 | 73,3 | 26 350 618 481 | 73,3 |
| | 2108 EQUITE SOCIALE | 2 Dépenses de personnel | 22 217 000 | 22 217 000 | 30 542 000 | 30 542 000 | 8 325 000 | 37,5 | 8 325 000 | 37,5 |
| | | 3 Acquisition de biens et services | 17 050 000 | 17 050 000 | 27 047 522 | 27 047 522 | 9 997 522 | 58,6 | 9 997 522 | 58,6 |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget | | | Source de financement | | | | Catégories de dépense | | | |
|---|---------------------|---------------------------------------|--|--------------------------|------------------------------------|--------------------------|---------------------------|--------------|------------------------|-------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor | | | Ressources internes et ressources externes | | | | 1-2-3-4-5-6 | | | |
| Ministère/Institution (Section) | Programme | Catégorie dépense | Crédits inscrits LFI 2021 | | Projet LFI 2022 - Crédits inscrits | | ECART | | | |
| | | | AE | CP | AE | CP | AE | | CP | |
| | | | | | | | VAL ABS | % | VAL ABS | % |
| 84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale | 2108 EQUITE SOCIALE | 4 Transferts courants | 20 000 000 000 | 20 000 000 000 | 23 800 000 000 | 23 800 000 000 | 3 800 000 000 | 19 | 3 800 000 000 | 19 |
| | | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 17 134 000 000 | 12 134 000 000 | 3 560 000 000 | 3 560 000 000 | -13 574 000 000 | -79,2 | -8 574 000 000 | -70,7 |
| | | 6 Transferts en capital | 32 100 000 000 | 32 100 000 000 | 35 500 000 000 | 35 500 000 000 | 3 400 000 000 | 10,6 | 3 400 000 000 | 10,6 |
| | | Total Prog. 2108 | 69 273 267 000 | 69 273 267 000 | 62 917 589 522 | 62 917 589 522 | -6 355 677 478 | -9,2 | -1 355 677 478 | -2,0 |
| Total Section 84 | | | 106 504 105 410 | 101 504 105 410 | 126 257 458 251 | 126 257 458 251 | 19 753 352 841 | 18,5 | 24 753 352 841 | 24,4 |
| TOTAL GENERAL | | | 9 958 397 693 478 | 3 969 850 000 000 | 6 729 138 834 965 | 4 394 715 000 000 | -3 229 258 858 513 | -32,4 | 424 865 000 000 | 10,7 |

ANNEXE IV : DEFICIT STANDARD

| En milliards de FCFA | LFI 2022 | % PIB |
|---|---------------|----------------|
| Ressources | 3461,0 | |
| Recettes ordinaires hors dons | 3165,0 | |
| recettes fiscales | | 3025,0 |
| recettes non fiscales | | 140,0 |
| Recettes exceptionnelles | | 0,00 |
| Dons budgétaires | 46,0 | |
| Ressources externes | 250,0 | |
| Tirages sur subventions | | 250,0 |
| Charges | 4245,0 | |
| Dettes publiques (intérêt + commissions) | | 350,0 |
| Intérêts et commission dette extérieure | | 247,8 |
| Intérêts et commission dette intérieure | | 102,2 |
| Dépenses de personnel | | 952,0 |
| Autres dépenses courantes | | 1170,7 |
| Dépenses en capital sur ressources internes | | 942,3 |
| Dépenses en capital sur ressources externes | | 830,0 |
| Prêts rétrocédés | | |
| DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL | -784,0 | -4,8% |
| PIB 2022 | | 16473,3 |

ANNEXE V : RESERVE DE PRECAUTION

| RESERVE DE PRECAUTION 2022 | | | |
|--|--|----------------------|-----------------------|
| MINISTERE | LIBELLE CHAPITRE | SOURCE DE FINACEMENT | MONTANT RESERVE 2022 |
| Ministère des Finances et du Budget | PROJET DE GRAND CARENAGE DE VEDETTE DE LA DOUANE SENEGALAISE | Ressources internes | 1 500 000 000 |
| Ministère des Finances et du Budget | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DES DOUANES (PROMAD) | Ressources internes | 7 154 665 036 |
| Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises | PROJET D'EDIFICATION D'INFRASTRUCTURES DE STOCKAGE | Ressources internes | 1 000 000 000 |
| Ministère du Tourisme et des transports aériens | PROJET D'AMENAGEMENT DE ZONES TOURISTIQUES (ZONES TOURISTIQUES INTEGREES) | Ressources internes | 1 500 000 000 |
| Ministère des Sports | CONSTRUCTION ET REHABILITATION INFRASTRUCTURES SPORTIVES | Ressources internes | 1 000 000 000 |
| Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération | PROJET DE RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION 2023 | Ressources internes | 2 500 000 000 |
| Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications | FONDS DE DEVELOPPEMENT DU SERVICE UNIVERSEL DES TELECOMS (FDSUT) | Ressources internes | 1 000 000 000 |
| Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel | PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT | Ressources internes | 1 500 000 000 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation | PROJET DE GOUVERNANCE ET DE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (PGFESR) | Ressources internes | 1 500 000 000 |
| Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement | TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA RN1 TAMBA KIDIRA BAKEL : TRONCON TAMBA GOUDIRI- TRONCON GOUDIRI KIDIRA BAKEL | Ressources internes | 5 000 000 000 |
| Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement | ENTRETIEN ROUTIER | Ressources internes | 3 000 000 000 |
| RESERVE SUR RESSOURCES INTERNES | | | 26 654 665 036 |
| Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement | PROJET DE CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE A PEAGE MBOUR - FATICK - KAOLACK | Ressources externes | 20 482 815 539 |
| Ministère du Pétrole et des Energies | PROGRAMME NATIONAL D'ECLAIRAGE PUBLIC (EX PROJET D'INSTALLATION DE 100 000 LAMPADAIRES SOLAIRES) | Ressources externes | 3 802 417 310 |
| Ministère des Sports | PROJET DE CONSTRUCTION DU STADE DU SENEGAL | Ressources externes | 9 060 102 115 |
| RESERVE SUR RESSOURCES EXTERNES | | | 33 345 334 964 |
| TOTAL RESERVE DE PRECAUTION | | | 60 000 000 000 |

ANNEXE VI : ENCOURS ET ECHEANCES DU SERVICE DE LA DETTE

| SERVICE PREVISIONNEL LFI 2022 | | | |
|---|--------------|--------------|----------------|
| montants en milliards de francs CFA | | | |
| TYPES DE DETTE | 2022 | | |
| | Principal | I & C | TOTAL |
| MULTILATERAUX | 153,2 | 47,4 | 200,6 |
| IDA/BIRD | 34,5 | 17,3 | 51,8 |
| BEI/FED | 4,9 | 1,7 | 6,7 |
| BAD/FAD | 17,1 | 6,2 | 23,3 |
| OPEP/BADEA/BID | 42,9 | 8,2 | 51,1 |
| AUTRES | 53,7 | 14,0 | 67,7 |
| BILATERAUX | 169,8 | 53,9 | 223,7 |
| PAYS DE L'OCDE | 62,3 | 13,3 | 75,6 |
| PAYS ARABES | 14,5 | 3,3 | 17,8 |
| AUTRES | 93,0 | 37,3 | 130,3 |
| CREDITS A L'EXPORTATION | 57,5 | 8,9 | 66,3 |
| COMMERCIALE | 99,7 | 137,7 | 237,4 |
| EUROBOND | 70,7 | 132,5 | 203,2 |
| CREDIT SUISSE | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| AFREXIMBANK | 16,4 | 3,4 | 19,8 |
| SCBANK | 12,5 | 1,8 | 14,3 |
| TOTAL DETTE EXTERIEURE | 480,1 | 247,8 | 728,0 |
| Rachat DTS FMI | 0,0 | 3,1 | 3,1 |
| Autres Emprunts LT | 12,6 | 1,5 | 14,1 |
| Obligations du Trésor par Adjudication | 212,1 | 86,7 | 298,8 |
| Bons du Trésor par Adjudication | 55,0 | 0,0 | 55,0 |
| Obligations du trésor par les sukuk | 25,0 | 7,3 | 32,3 |
| Obligations par Appel Publique à L'Épargne | 19,5 | 3,6 | 23,1 |
| TOTAL INTERIEURE | 324,2 | 102,2 | 426,4 |
| TOTAL GENERAL SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE | 804,3 | 350,0 | 1 154,3 |

ANNEXE VII : TABLAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE HORS CST

République du Sénégal



Un peuple-Un but-Une foi

Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

| Budget Général | | Ressources internes et ressources externes | | | | | | | | | | | | |
|---|--|--|----------------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------------------------------|-----------------|-----------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Classification administrative Section (Ministère ou Institution) | Classification Economique - Catégorie de dépense | | | | | | | | | | | | | |
| | Charges financières dette | Dépenses de personnel | Acquisition de biens et services | | Transferts courants | | Investissements exécutés par l'Etat | | Transferts en capital | | Total | | | |
| | AE/CP | AE/CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | | |
| 10 Dette Publique | 350 000 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 350 000 000 000 | 350 000 000 000 |
| 21 Présidence de la République | 0 | 11 561 025 249 | 7 380 025 944 | 7 380 025 944 | 36 974 414 567 | 36 974 414 567 | 1 581 166 714 | 614 077 501 | 15 202 006 287 | 15 202 006 287 | 72 698 638 761 | 71 731 549 548 | | |
| 22 Assemblée Nationale | 0 | 0 | 0 | 0 | 17 215 015 137 | 17 215 015 137 | 0 | 0 | 0 | 0 | 17 215 015 137 | 17 215 015 137 | | |
| 24 Conseil Economique Social et Environnemental | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 541 040 284 | 7 541 040 284 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 541 040 284 | 7 541 040 284 | | |
| 25 Conseil Constitutionnel | 0 | 633 583 600 | 0 | 0 | 600 000 000 | 600 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 233 583 600 | 1 233 583 600 | | |
| 27 Cour Suprême | 0 | 1 052 252 000 | 0 | 0 | 1 400 000 000 | 1 400 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 452 252 000 | 2 452 252 000 | | |
| 28 Cour des Comptes | 0 | 2 421 057 000 | 0 | 0 | 5 148 453 695 | 5 148 453 695 | 0 | 0 | 1 025 555 441 | 1 025 555 441 | 8 595 066 136 | 8 595 066 136 | | |
| 29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 300 000 000 | 6 300 000 000 | 0 | 0 | 2 250 000 000 | 2 250 000 000 | 8 550 000 000 | 8 550 000 000 | | |
| 30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG) | 0 | 3 887 956 000 | 4 171 138 296 | 4 171 138 296 | 6 862 924 496 | 6 862 924 496 | 5 665 251 224 | 5 665 251 224 | 6 442 526 567 | 6 442 526 567 | 27 029 796 583 | 27 029 796 583 | | |
| 31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur | 0 | 25 341 421 941 | 33 629 252 949 | 33 629 252 949 | 4 495 929 750 | 4 495 929 750 | 2 402 675 277 | 2 402 675 277 | 1 850 000 000 | 1 850 000 000 | 67 719 279 917 | 67 719 279 917 | | |
| 32 Ministère des Forces Armées | 0 | 125 855 797 635 | 56 373 255 950 | 56 373 255 950 | 3 560 000 000 | 3 560 000 000 | 67 454 123 425 | 51 901 286 514 | 24 732 621 000 | 24 732 621 000 | 277 975 798 010 | 262 422 961 099 | | |
| 33 Ministère de l'Intérieur | 0 | 68 747 771 252 | 24 377 100 318 | 24 377 100 318 | 29 824 006 500 | 29 824 006 500 | 20 929 015 955 | 8 002 118 402 | 18 350 000 000 | 18 350 000 000 | 162 227 894 025 | 149 300 996 472 | | |
| 34 Ministère de la Justice | 0 | 24 715 133 676 | 10 975 977 029 | 10 975 977 029 | 5 482 000 000 | 5 482 000 000 | 5 666 439 024 | 5 666 439 024 | 25 000 000 000 | 25 000 000 000 | 71 839 549 729 | 71 839 549 729 | | |
| 35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public | 0 | 1 579 951 500 | 1 501 515 182 | 1 501 515 182 | 595 000 000 | 595 000 000 | 2 138 139 600 | 2 138 139 600 | 0 | 0 | 5 814 606 282 | 5 814 606 282 | | |
| 37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions | 0 | 1 309 340 700 | 1 971 703 614 | 1 971 703 614 | 1 350 000 000 | 1 350 000 000 | 1 050 000 000 | 1 050 000 000 | 0 | 0 | 5 681 044 314 | 5 681 044 314 | | |
| 40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime | 0 | 1 196 862 000 | 642 519 275 | 642 519 275 | 10 764 138 977 | 10 764 138 977 | 105 279 894 551 | 26 984 297 237 | 2 450 000 000 | 2 450 000 000 | 120 333 414 803 | 42 037 817 489 | | |
| 41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement | 0 | 758 459 892 | 1 065 574 795 | 1 065 574 795 | 12 790 000 000 | 12 790 000 000 | 782 560 694 599 | 186 490 125 556 | 108 447 507 566 | 106 447 507 566 | 905 622 236 852 | 307 551 667 809 | | |
| 42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural | 0 | 2 056 717 000 | 1 399 685 774 | 1 399 685 774 | 28 356 643 200 | 28 356 643 200 | 359 624 931 475 | 87 266 072 404 | 64 056 262 148 | 64 056 262 148 | 455 494 239 597 | 183 135 380 526 | | |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

| Budget Général | | Ressources internes et ressources externes | | | | | | | | | | |
|---|--|--|----------------------------------|----------------|---------------------|-----------------|-------------------------------------|-----------------|-----------------------|----------------|-----------------|-----------------|
| Classification administrative Section (Ministère ou Institution) | Classification Economique - Catégorie de dépense | | | | | | | | | | | |
| | Charges financières dette | Dépenses de personnel | Acquisition de biens et services | | Transferts courants | | Investissements exécutés par l'Etat | | Transferts en capital | | Total | |
| | AE/CP | AE/CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| 43 Ministère des Finances et du Budget | 0 | 27 447 726 081 | 13 890 407 089 | 13 890 407 089 | 18 905 146 265 | 18 905 146 265 | 62 845 010 018 | 26 364 865 028 | 63 723 286 323 | 60 999 044 853 | 186 811 575 776 | 147 607 189 316 |
| 44 Ministère du Pétrole et des Energies | 0 | 477 579 000 | 446 368 027 | 446 368 027 | 104 950 681 000 | 104 950 681 000 | 700 568 256 293 | 114 638 458 316 | 11 440 500 000 | 11 440 500 000 | 817 883 384 320 | 231 953 586 343 |
| 45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises | 0 | 1 854 205 860 | 1 239 258 488 | 1 239 258 488 | 5 080 211 468 | 5 080 211 468 | 8 547 794 750 | 8 547 794 750 | 5 805 000 000 | 5 805 000 000 | 22 526 470 566 | 22 526 470 566 |
| 46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique | 0 | 1 412 739 548 | 4 479 522 188 | 4 479 522 188 | 59 833 666 666 | 59 833 666 666 | 21 712 068 701 | 16 712 068 701 | 24 804 123 418 | 24 804 123 418 | 112 242 120 521 | 107 242 120 521 |
| 47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie | 0 | 312 715 111 | 441 664 440 | 441 664 440 | 2 978 380 000 | 2 978 380 000 | 5 799 828 000 | 5 799 828 000 | 1 970 000 000 | 1 970 000 000 | 11 502 587 551 | 11 502 587 551 |
| 49 Ministère du Tourisme et des transports aériens | 0 | 582 848 000 | 408 245 794 | 408 245 794 | 7 276 096 156 | 7 276 096 156 | 133 010 959 943 | 22 611 593 730 | 4 519 000 000 | 4 519 000 000 | 145 797 149 893 | 35 397 783 680 |
| 50 Ministère de l'Éducation Nationale | 0 | 493 882 015 900 | 69 018 467 800 | 69 018 467 800 | 18 604 524 000 | 18 604 524 000 | 54 120 161 617 | 24 855 525 780 | 302 000 000 | 302 000 000 | 635 927 169 317 | 606 662 533 480 |
| 52 Ministère des Sports | 0 | 936 220 060 | 7 159 702 162 | 7 159 702 162 | 405 000 000 | 405 000 000 | 35 189 265 455 | 24 764 334 066 | 0 | 0 | 43 690 187 677 | 33 265 256 288 |
| 53 Ministère de la Culture et de la Communication | 0 | 1 065 963 000 | 1 562 064 523 | 1 562 064 523 | 17 535 998 279 | 17 535 998 279 | 36 536 500 000 | 5 598 500 000 | 4 966 266 719 | 3 300 000 000 | 61 666 792 521 | 29 062 525 802 |
| 54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | 0 | 48 871 927 817 | 16 324 587 457 | 16 324 587 457 | 41 108 361 671 | 41 108 361 671 | 153 364 423 582 | 124 184 187 965 | 10 441 303 967 | 5 507 652 867 | 270 110 604 494 | 235 996 717 777 |
| 55 Ministère de la Jeunesse | 0 | 1 155 423 000 | 1 854 356 558 | 1 854 356 558 | 2 630 000 000 | 2 630 000 000 | 8 387 520 735 | 8 387 520 735 | 9 290 320 802 | 9 290 320 802 | 23 317 621 095 | 23 317 621 095 |
| 56 Ministère de l'Environnement et du développement durable | 0 | 8 969 108 500 | 4 102 336 991 | 4 102 336 991 | 11 403 885 530 | 11 403 885 530 | 13 287 354 100 | 13 287 354 100 | 231 000 000 | 231 000 000 | 37 993 685 121 | 37 993 685 121 |
| 58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants | 0 | 812 321 924 | 921 827 232 | 921 827 232 | 4 028 959 412 | 4 028 959 412 | 42 609 316 692 | 20 353 250 454 | 0 | 0 | 48 372 425 260 | 26 116 359 022 |
| 59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'insertion | 0 | 24 266 212 358 | 7 511 657 247 | 7 511 657 247 | 11 395 637 600 | 11 395 637 600 | 12 591 345 461 | 12 591 345 461 | 30 200 000 000 | 30 200 000 000 | 85 964 852 666 | 85 964 852 666 |
| 60 Charges non Réparties | 0 | 60 853 028 580 | 74 743 602 000 | 74 743 602 000 | 69 523 283 779 | 69 523 283 779 | 32 500 000 000 | 32 500 000 000 | 43 111 288 161 | 43 111 288 161 | 280 731 202 520 | 280 731 202 520 |
| 61 Ministère de l'Économie du Plan et de la Coopération | 0 | 993 050 000 | 2 654 565 736 | 2 654 565 736 | 7 832 744 848 | 7 832 744 848 | 1 958 026 600 | 1 958 026 600 | 14 839 475 335 | 14 839 475 335 | 28 277 862 519 | 28 277 862 519 |
| 62 Ministère de l'Élevage et des Productions Animales | 0 | 2 304 776 120 | 1 269 267 783 | 1 269 267 783 | 855 563 465 | 855 563 465 | 19 465 730 512 | 19 465 730 512 | 5 183 847 162 | 5 183 847 162 | 29 079 185 042 | 29 079 185 042 |
| 63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications | 0 | 501 384 380 | 266 726 673 | 266 726 673 | 6 890 000 000 | 6 890 000 000 | 14 109 495 427 | 14 109 495 427 | 3 119 000 000 | 3 119 000 000 | 24 886 606 480 | 24 886 606 480 |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

| Budget Général | | Ressources internes et ressources externes | | | | | | | | | | |
|--|--|--|----------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|-------------------------------------|--------------------------|------------------------|------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Classification administrative Section (Ministère ou Institution) | Classification Economique - Catégorie de dépense | | | | | | | | | | | |
| | Charges financières/dette | Dépenses de personnel | Acquisition de biens et services | | Transferts courants | | Investissements exécutés par l'Etat | | Transferts en capital | | Total | |
| | AE/CP | AE/CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| 64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire | 0 | 326 928 380 | 758 553 090 | 758 553 090 | 1 363 000 000 | 1 363 000 000 | 9 156 669 805 | 9 156 669 805 | 791 249 514 | 791 249 514 | 12 396 400 789 | 12 396 400 789 |
| 65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement | 0 | 899 853 000 | 692 744 644 | 692 744 644 | 36 340 000 000 | 36 340 000 000 | 28 190 212 663 | 8 365 412 663 | 80 893 027 618 | 72 543 027 618 | 147 015 837 925 | 118 841 037 925 |
| 68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement | 0 | 1 084 499 016 | 659 488 777 | 659 488 777 | 6 552 653 470 | 6 552 653 470 | 447 616 295 835 | 98 434 653 981 | 21 543 713 000 | 21 543 713 000 | 477 456 650 098 | 128 275 008 244 |
| 71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel | 0 | 274 731 000 | 473 930 500 | 473 930 500 | 1 374 712 200 | 1 374 712 200 | 950 000 000 | 950 000 000 | 3 000 000 000 | 3 000 000 000 | 6 073 373 700 | 6 073 373 700 |
| 75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation | 0 | 562 728 920 | 4 251 242 924 | 4 251 242 924 | 168 993 538 844 | 168 993 538 844 | 145 044 545 731 | 35 346 339 275 | 49 033 111 712 | 49 033 111 712 | 367 885 168 131 | 258 186 961 675 |
| 83 Ministère des Mines et de la Géologie | 0 | 425 192 000 | 466 853 702 | 466 853 702 | 1 924 630 000 | 1 924 630 000 | 1 017 331 000 | 1 017 331 000 | 3 700 000 000 | 3 700 000 000 | 7 534 006 702 | 7 534 006 702 |
| 84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale | 0 | 609 493 000 | 562 450 965 | 562 450 965 | 24 015 000 000 | 24 015 000 000 | 17 185 000 000 | 17 185 000 000 | 83 885 514 286 | 83 885 514 286 | 126 257 458 251 | 126 257 458 251 |
| Totaux | 350 000 000 000 | 952 000 000 000 | 359 647 641 916 | 359 647 641 916 | 811 061 241 259 | 811 061 241 259 | 3 360 115 444 764 | 1 045 365 769 088 | 746 599 507 026 | 726 925 347 737 | 6 579 423 834 965 | 4 245 000 000 000 |

ANNEXE VIII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE HORS CST

République du Sénégal



Un peuple-Un but-Une foi

Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

| Budget Général | | Ressources internes et ressources externes | | | | Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6 | | | | | | | |
|---|----|--|--------------|--------------------------------|---------------------------|--------------------------------------|---|---------------|---------------------------------|-------------------|------------------------|-----------------------|-----------------|
| Classification administrative | | Classification Fonctionnelle - Division | | | | | | | | | | | |
| Division | | 01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES | 02 - DEFENSE | 03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS | 04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES | 05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT | 06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS | 07 - SANTE | 08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTTE | 09 - ENSEIGNEMENT | 10- PROTECTION SOCIALE | Classe non identifiée | Total |
| 10 Dette Publique | AE | 350 000 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 350 000 000 000 |
| | CP | 350 000 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 350 000 000 000 |
| 21 Présidence de la République | CP | 46 888 774 159 | 600 421 589 | 0 | 18 814 853 800 | 0 | 300 000 000 | 0 | 5 000 000 000 | 0 | 127 500 000 | 0 | 71 731 549 548 |
| | AE | 46 888 774 159 | 600 421 589 | 0 | 19 781 943 013 | 0 | 300 000 000 | 0 | 5 000 000 000 | 0 | 127 500 000 | 0 | 72 698 638 761 |
| 22 Assemblée Nationale | AE | 17 215 015 137 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 17 215 015 137 |
| | CP | 17 215 015 137 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 17 215 015 137 |
| 24 Conseil Economique Social et Environnemental | CP | 7 541 040 284 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 541 040 284 |
| | AE | 7 541 040 284 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 541 040 284 |
| 25 Conseil Constitutionnel | AE | 0 | 0 | 1 233 583 600 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 233 583 600 |
| | CP | 0 | 0 | 1 233 583 600 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 233 583 600 |
| 27 Cour Suprême | AE | 0 | 0 | 2 452 252 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 452 252 000 |
| | CP | 0 | 0 | 2 452 252 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 452 252 000 |
| 28 Cour des Comptes | AE | 0 | 0 | 8 595 066 136 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 595 066 136 |
| | CP | 0 | 0 | 8 595 066 136 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 595 066 136 |
| 29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales | CP | 8 550 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 550 000 000 |
| | AE | 8 550 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 550 000 000 |
| 30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG) | CP | 16 514 602 359 | 0 | 0 | 3 191 251 224 | 0 | 0 | 3 500 000 000 | 0 | 2 423 943 000 | 1 400 000 000 | 0 | 27 029 796 583 |
| | AE | 16 514 602 359 | 0 | 0 | 3 191 251 224 | 0 | 0 | 3 500 000 000 | 0 | 2 423 943 000 | 1 400 000 000 | 0 | 27 029 796 583 |

Le Système Support du Budget Programme - SYSBUDGEP



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

| Budget Général | | Ressources internes et ressources externes | | | | Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6 | | | | | | | |
|---|----|--|-----------------|--------------------------------|---------------------------|--------------------------------------|---|----------------|---------------------------------|-------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------|
| Classification administrative | | Classification Fonctionnelle - Division | | | | | | | | | | | |
| Division | | 01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES | 02 - DEFENSE | 03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS | 04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES | 05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT | 06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS | 07 - SANTE | 08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES | 09 - ENSEIGNEMENT | 10 - PROTECTION SOCIALE | Classe non identifiée | Total |
| 31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur | CP | 64 766 924 737 | 0 | 307 775 180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 033 730 000 | 0 | 546 000 000 | 64 850 000 | 67 719 279 917 |
| | AE | 64 766 924 737 | 0 | 307 775 180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 033 730 000 | 0 | 546 000 000 | 64 850 000 | 67 719 279 917 |
| 32 Ministère des Forces Armées | AE | 1 000 000 000 | 260 273 779 376 | 1 986 180 102 | 0 | 19 065 000 | 855 000 000 | 12 054 231 510 | 0 | 927 663 582 | 859 878 440 | 0 | 277 975 798 010 |
| | CP | 1 000 000 000 | 244 720 942 465 | 1 986 180 102 | 0 | 19 065 000 | 855 000 000 | 12 054 231 510 | 0 | 927 663 582 | 859 878 440 | 0 | 262 422 961 099 |
| 33 Ministère de l'Intérieur | CP | 39 789 272 007 | 278 000 000 | 108 919 969 865 | 250 000 000 | 0 | 0 | 22 546 600 | 0 | 0 | 41 208 000 | 0 | 149 300 996 472 |
| | AE | 39 789 272 007 | 278 000 000 | 110 096 867 418 | 12 000 000 000 | 0 | 0 | 22 546 600 | 0 | 0 | 41 208 000 | 0 | 162 227 894 025 |
| 34 Ministère de la Justice | AE | 0 | 0 | 66 811 284 713 | 34 981 823 | 0 | 0 | 145 021 924 | 0 | 1 559 970 850 | 3 283 490 419 | 4 800 000 | 71 839 549 729 |
| | CP | 0 | 0 | 66 811 284 713 | 34 981 823 | 0 | 0 | 145 021 924 | 0 | 1 559 970 850 | 3 283 490 419 | 4 800 000 | 71 839 549 729 |
| 35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public | CP | 5 284 642 737 | 0 | 0 | 0 | 0 | 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 29 963 545 | 0 | 5 814 606 282 |
| | AE | 5 284 642 737 | 0 | 0 | 0 | 0 | 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 29 963 545 | 0 | 5 814 606 282 |
| 37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions | CP | 0 | 0 | 100 000 000 | 4 656 205 002 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 924 839 312 | 0 | 5 681 044 314 |
| | AE | 0 | 0 | 100 000 000 | 4 656 205 002 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 924 839 312 | 0 | 5 681 044 314 |
| 40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime | CP | 0 | 0 | 247 566 000 | 41 689 222 602 | 0 | 0 | 0 | 0 | 89 764 887 | 7 786 000 | 3 478 000 | 42 037 817 489 |
| | AE | 0 | 0 | 247 566 000 | 119 984 819 916 | 0 | 0 | 0 | 0 | 89 764 887 | 7 786 000 | 3 478 000 | 120 333 414 803 |
| 41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement | AE | 0 | 0 | 0 | 905 002 293 852 | 400 000 000 | 0 | 0 | 0 | 190 000 000 | 29 943 000 | 0 | 905 622 236 852 |
| | CP | 0 | 0 | 0 | 306 931 724 809 | 400 000 000 | 0 | 0 | 0 | 190 000 000 | 29 943 000 | 0 | 307 551 667 809 |
| 42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural | AE | 0 | 0 | 0 | 455 104 585 340 | 0 | 0 | 0 | 0 | 372 897 257 | 16 757 000 | 0 | 455 494 239 597 |
| | CP | 0 | 0 | 0 | 182 745 726 269 | 0 | 0 | 0 | 0 | 372 897 257 | 16 757 000 | 0 | 183 135 380 526 |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

| Budget Général | | Ressources internes et ressources externes | | | | Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6 | | | | | | | |
|---|----|--|--------------|--------------------------------|---------------------------|--------------------------------------|---|-------------|----------------------------------|-------------------|------------------------|-----------------------|-----------------|
| Classification administrative | | Classification Fonctionnelle - Division | | | | | | | | | | | |
| Division | | 01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES | 02 - DEFENSE | 03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS | 04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES | 05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT | 06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS | 07 - SANTE | 08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTURE | 09 - ENSEIGNEMENT | 10- PROTECTION SOCIALE | Classe non identifiée | Total |
| 43 Ministère des Finances et du Budget | AE | 119 418 421 068 | 0 | 3 450 000 000 | 59 980 932 158 | 0 | 1 999 462 500 | 0 | 0 | 1 549 323 323 | 413 436 727 | 0 | 186 811 575 776 |
| | CP | 99 545 749 148 | 0 | 2 100 000 000 | 41 999 217 618 | 0 | 1 999 462 500 | 0 | 0 | 1 549 323 323 | 413 436 727 | 0 | 147 607 189 316 |
| 44 Ministère du Pétrole et des Energies | CP | 0 | 0 | 0 | 231 940 625 343 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 961 000 | 0 | 231 953 586 343 |
| | AE | 0 | 0 | 0 | 817 870 423 320 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 961 000 | 0 | 817 883 384 320 |
| 45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises | AE | 0 | 0 | 0 | 19 013 053 266 | 0 | 3 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 13 417 300 | 0 | 22 526 470 566 |
| | CP | 0 | 0 | 0 | 19 013 053 266 | 0 | 3 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 13 417 300 | 0 | 22 526 470 566 |
| 46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique | CP | 8 820 910 839 | 0 | 1 066 466 683 | 50 000 000 | 44 069 869 000 | 52 008 639 234 | 0 | 1 200 000 000 | 0 | 26 234 765 | 0 | 107 242 120 521 |
| | AE | 13 820 910 839 | 0 | 1 066 466 683 | 50 000 000 | 44 069 869 000 | 52 008 639 234 | 0 | 1 200 000 000 | 0 | 26 234 765 | 0 | 112 242 120 521 |
| 47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie | CP | 0 | 0 | 0 | 10 839 242 427 | 0 | 0 | 220 000 000 | 0 | 433 346 071 | 9 999 053 | 0 | 11 502 587 551 |
| | AE | 0 | 0 | 0 | 10 839 242 427 | 0 | 0 | 220 000 000 | 0 | 433 346 071 | 9 999 053 | 0 | 11 502 587 551 |
| 49 Ministère du Tourisme et des transports aériens | CP | 0 | 0 | 0 | 33 856 499 648 | 1 409 096 156 | 0 | 0 | 0 | 122 187 876 | 10 000 000 | 0 | 35 397 783 680 |
| | AE | 0 | 0 | 0 | 144 255 865 861 | 1 409 096 156 | 0 | 0 | 0 | 122 187 876 | 10 000 000 | 0 | 145 797 149 893 |
| 50 Ministère de l'Education Nationale | CP | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 461 903 140 | 52 311 000 | 606 137 319 340 | 10 000 000 | 1 000 000 | 606 662 533 480 |
| | AE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 461 903 140 | 52 311 000 | 635 401 955 177 | 10 000 000 | 1 000 000 | 635 927 169 317 |
| 52 Ministère des Sports | CP | 0 | 0 | 0 | 478 000 000 | 0 | 0 | 0 | 32 661 291 036 | 98 518 252 | 27 447 000 | 0 | 33 265 256 288 |
| | AE | 0 | 0 | 0 | 4 100 675 000 | 0 | 0 | 0 | 39 463 547 425 | 98 518 252 | 27 447 000 | 0 | 43 690 187 677 |
| 53 Ministère de la Culture et de la Communication | AE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 30 000 000 000 | 0 | 31 301 284 521 | 351 962 000 | 13 546 000 | 0 | 61 666 792 521 |
| | CP | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 000 000 000 | 0 | 26 697 017 802 | 351 962 000 | 13 546 000 | 0 | 29 062 525 802 |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

| Budget Général | | Ressources internes et ressources externes | | Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6 | | | | | | | | | |
|---|----|--|--------------|--------------------------------------|---------------------------|------------------------------------|---|-----------------|---------------------------------|-------------------|------------------------|-----------------------|-----------------|
| Classification administrative | | Classification Fonctionnelle - Division | | | | | | | | | | | |
| Division | | 01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES | 02 - DEFENSE | 03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS | 04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES | 05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT | 06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS | 07 - SANTE | 08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTTE | 09 - ENSEIGNEMENT | 10- PROTECTION SOCIALE | Classe non identifiée | Total |
| 54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | AE | 100 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 265 013 905 712 | 0 | 2 167 669 288 | 2 829 029 494 | 0 | 270 110 604 494 |
| | CP | 100 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 230 900 018 995 | 0 | 2 167 669 288 | 2 829 029 494 | 0 | 235 996 717 777 |
| 55 Ministère de la Jeunesse | CP | 200 072 245 | 0 | 0 | 14 178 008 737 | 0 | 0 | 575 400 000 | 8 336 627 113 | 0 | 27 513 000 | 0 | 23 317 621 095 |
| | AE | 200 072 245 | 0 | 0 | 14 178 008 737 | 0 | 0 | 575 400 000 | 8 336 627 113 | 0 | 27 513 000 | 0 | 23 317 621 095 |
| 56 Ministère de l'Environnement et du développement durable | AE | 0 | 0 | 0 | 18 159 731 543 | 19 470 501 338 | 300 000 000 | 0 | 0 | 53 452 240 | 10 000 000 | 0 | 37 993 685 121 |
| | CP | 0 | 0 | 0 | 18 159 731 543 | 19 470 501 338 | 300 000 000 | 0 | 0 | 53 452 240 | 10 000 000 | 0 | 37 993 685 121 |
| 58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants | AE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 658 537 800 | 42 713 887 460 | 0 | 48 372 425 260 |
| | CP | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 658 537 800 | 23 457 821 222 | 0 | 26 116 359 022 |
| 59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion | AE | 0 | 0 | 0 | 28 035 854 094 | 0 | 0 | 0 | 0 | 57 889 155 134 | 39 843 438 | 0 | 85 964 852 666 |
| | CP | 0 | 0 | 0 | 28 035 854 094 | 0 | 0 | 0 | 0 | 57 889 155 134 | 39 843 438 | 0 | 85 964 852 666 |
| 60 Charges non Réparties | CP | 213 960 683 330 | 0 | 0 | 61 390 519 190 | 0 | 2 860 000 000 | 0 | 1 020 000 000 | 0 | 1 500 000 000 | 0 | 280 731 202 520 |
| | AE | 213 960 683 330 | 0 | 0 | 61 390 519 190 | 0 | 2 860 000 000 | 0 | 1 020 000 000 | 0 | 1 500 000 000 | 0 | 280 731 202 520 |
| 61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération | AE | 20 896 462 519 | 0 | 0 | 6 031 400 000 | 0 | 0 | 0 | 1 350 000 000 | 0 | 0 | 0 | 28 277 862 519 |
| | CP | 20 896 462 519 | 0 | 0 | 6 031 400 000 | 0 | 0 | 0 | 1 350 000 000 | 0 | 0 | 0 | 28 277 862 519 |
| 62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales | CP | 717 460 748 | 0 | 0 | 28 248 640 681 | 0 | 0 | 0 | 0 | 27 375 493 | 85 708 120 | 0 | 29 079 185 042 |
| | AE | 717 460 748 | 0 | 0 | 28 248 640 681 | 0 | 0 | 0 | 0 | 27 375 493 | 85 708 120 | 0 | 29 079 185 042 |
| 63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications | AE | 0 | 0 | 0 | 24 605 880 480 | 0 | 0 | 0 | 80 726 000 | 0 | 200 000 000 | 0 | 24 886 606 480 |
| | CP | 0 | 0 | 0 | 24 605 880 480 | 0 | 0 | 0 | 80 726 000 | 0 | 200 000 000 | 0 | 24 886 606 480 |



Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

| Budget Général | | Ressources internes et ressources externes | | Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6 | | | | | | | | | |
|--|----|--|------------------------|--------------------------------------|---------------------------|------------------------------------|---|------------------------|---------------------------------|--------------------------|------------------------|-----------------------|--------------------------|
| Classification administrative | | Classification Fonctionnelle - Division | | | | | | | | | | | |
| Division | | 01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES | 02 - DEFENSE | 03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS | 04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES | 05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT | 06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS | 07 - SANTE | 08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES | 09 - ENSEIGNEMENT | 10- PROTECTION SOCIALE | Classe non identifiée | Total |
| 64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire | CP | 370 863 000 | 0 | 0 | 11 097 816 409 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 927 721 380 | 0 | 12 396 400 789 |
| | AE | 370 863 000 | 0 | 0 | 11 097 816 409 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 927 721 380 | 0 | 12 396 400 789 |
| 65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires | CP | 65 883 836 406 | 0 | 0 | 16 143 406 654 | 36 420 807 309 | 300 000 000 | 0 | 0 | 0 | 92 987 556 | 0 | 118 841 037 925 |
| | AE | 74 233 836 406 | 0 | 0 | 34 268 206 654 | 36 420 807 309 | 2 000 000 000 | 0 | 0 | 0 | 92 987 556 | 0 | 147 015 837 925 |
| 68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement | CP | 272 448 698 | 0 | 0 | 5 846 546 500 | 61 691 634 051 | 60 264 538 304 | 0 | 0 | 0 | 199 840 691 | 0 | 128 275 008 244 |
| | AE | 272 448 698 | 0 | 0 | 5 846 546 500 | 349 174 920 285 | 121 962 893 924 | 0 | 0 | 0 | 199 840 691 | 0 | 477 456 650 098 |
| 71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel | AE | 338 757 000 | 0 | 0 | 5 271 942 700 | 0 | 0 | 0 | 0 | 157 274 000 | 305 400 000 | 0 | 6 073 373 700 |
| | CP | 338 757 000 | 0 | 0 | 5 271 942 700 | 0 | 0 | 0 | 0 | 157 274 000 | 305 400 000 | 0 | 6 073 373 700 |
| 75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation | AE | 340 000 000 | 0 | 0 | 29 494 233 | 0 | 0 | 0 | 0 | 367 350 209 930 | 165 463 968 | 0 | 367 885 168 131 |
| | CP | 340 000 000 | 0 | 0 | 29 494 233 | 0 | 0 | 0 | 0 | 257 652 003 474 | 165 463 968 | 0 | 258 186 961 675 |
| 83 Ministère des Mines et de la Géologie | AE | 0 | 0 | 0 | 7 524 006 702 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 000 000 | 0 | 7 534 006 702 |
| | CP | 0 | 0 | 0 | 7 524 006 702 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 000 000 | 0 | 7 534 006 702 |
| 84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale | CP | 0 | 0 | 0 | 47 302 700 768 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 78 954 757 483 | 0 | 126 257 458 251 |
| | AE | 0 | 0 | 0 | 47 302 700 768 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 78 954 757 483 | 0 | 126 257 458 251 |
| TOTAUX : | AE | 1 002 220 187 273 | 261 152 200 965 | 196 347 041 832 | 2 867 857 020 893 | 450 964 259 088 | 216 285 995 658 | 281 993 008 886 | 89 838 226 059 | 1 076 825 206 160 | 135 866 560 151 | 74 128 000 | 6 579 423 834 965 |
| | CP | 968 997 515 353 | 245 599 364 054 | 193 820 144 279 | 1 170 356 552 522 | 163 480 972 854 | 124 887 640 038 | 247 879 122 169 | 78 431 702 951 | 934 862 363 867 | 116 610 493 913 | 74 128 000 | 4 245 000 000 000 |

ANNEXE IX : TABLAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE HORS CST

République du Sénégal



Un peuple-Un but-Une foi

Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE (DIVISIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

| Budget Général | | Ressources internes et ressources externes | | | | | | | | | | | |
|--|--|--|----------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|-------------------------------------|--------------------------|------------------------|------------------------|--------------------------|--------------------------|--|
| Classification fonctionnelle Division | Classification Economique - Catégorie de dépense | | | | | | | | | | | | |
| | Charges financières dette | Dépenses de personnel | Acquisition de biens et services | | Transferts courants | | Investissements exécutés par l'Etat | | Transferts en capital | | Total | | |
| | AE/CP | AE/CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | |
| 01 SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES | 350 000 000 000 | 136 318 402 287 | 145 746 999 114 | 145 746 999 114 | 174 872 203 472 | 174 872 203 472 | 80 937 673 855 | 58 789 243 405 | 114 344 908 545 | 103 270 667 075 | 1 002 220 187 273 | 968 997 515 353 | |
| 02 DEFENSE | 0 | 125 844 467 635 | 54 703 180 718 | 54 703 180 718 | 1 064 988 289 | 1 064 988 289 | 64 890 943 323 | 49 338 106 412 | 14 648 621 000 | 14 648 621 000 | 261 152 200 965 | 245 599 364 054 | |
| 03 ORDRE ET SECURITE PUBLICS | 0 | 90 956 860 328 | 22 641 538 404 | 22 641 538 404 | 27 847 260 195 | 27 847 260 195 | 19 725 827 464 | 17 198 929 911 | 35 175 555 441 | 35 175 555 441 | 196 347 041 832 | 193 820 144 279 | |
| 04 AFFAIRES ÉCONOMIQUES | 0 | 23 400 171 981 | 15 718 105 602 | 15 718 105 602 | 250 984 997 375 | 250 984 997 375 | 2 239 565 469 231 | 544 065 000 860 | 338 188 276 704 | 336 188 276 704 | 2 867 857 020 893 | 1 170 356 552 522 | |
| 05 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT | 0 | 4 876 724 968 | 5 683 085 357 | 5 683 085 357 | 32 462 981 686 | 32 462 981 686 | 352 545 016 139 | 65 061 729 905 | 55 396 450 938 | 55 396 450 938 | 450 964 259 088 | 163 480 972 854 | |
| 06 LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS | 0 | 1 699 259 620 | 1 731 490 180 | 1 731 490 180 | 36 241 320 136 | 36 241 320 136 | 150 562 713 722 | 59 164 358 102 | 26 051 212 000 | 26 051 212 000 | 216 285 995 658 | 124 887 640 038 | |
| 07 SANTE | 0 | 47 287 761 381 | 15 505 077 227 | 15 505 077 227 | 41 790 277 000 | 41 790 277 000 | 156 068 589 311 | 126 888 353 694 | 21 341 303 967 | 16 407 652 867 | 281 993 008 886 | 247 879 122 169 | |
| 08 LOISIRS, CULTURE ET CULTTE | 0 | 2 966 404 580 | 12 040 816 026 | 12 040 816 026 | 20 508 998 279 | 20 508 998 279 | 41 335 740 455 | 31 595 484 066 | 12 986 266 719 | 11 320 000 000 | 89 838 226 059 | 78 431 702 951 | |
| 09 ENSEIGNEMENT | 0 | 514 201 592 388 | 81 206 692 468 | 81 206 692 468 | 195 894 262 244 | 195 894 262 244 | 206 187 547 348 | 64 224 705 055 | 79 335 111 712 | 79 335 111 712 | 1 076 825 206 160 | 934 862 363 867 | |
| 10 PROTECTION SOCIALE | 0 | 4 448 354 832 | 4 596 528 820 | 4 596 528 820 | 29 393 952 583 | 29 393 952 583 | 48 295 923 916 | 29 039 857 678 | 49 131 800 000 | 49 131 800 000 | 135 866 560 151 | 116 610 493 913 | |
| Crédits dont la Classe n'est pas identifiée | 0 | 0 | 74 128 000 | 74 128 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 74 128 000 | 74 128 000 | |
| Totaux | 350 000 000 000 | 952 000 000 000 | 359 647 641 916 | 359 647 641 916 | 811 061 241 259 | 811 061 241 259 | 3 360 115 444 764 | 1 045 365 769 088 | 746 599 507 026 | 726 925 347 737 | 6 579 423 834 965 | 4 245 000 000 000 | |

ANNEXE X : PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL ET MENSUALISE 2022

| (montant en millions Fcfa) | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | Total |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|
| NATURE | janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre | |
| I- RESSOURCES : | 124 223 | 224 847 | 177 112 | 259 044 | 265 531 | 284 428 | 254 189 | 237 032 | 220 224 | 272 465 | 271 242 | 411 541 | 3 001 877 |
| I- 1 Recettes : | 124 223 | 224 847 | 177 112 | 259 044 | 265 531 | 284 428 | 254 189 | 237 032 | 220 224 | 272 465 | 271 242 | 411 541 | 3 001 877 |
| Impôts et taxes | 75 743 | 151 955 | 121 284 | 165 032 | 153 222 | 190 965 | 161 121 | 145 803 | 144 921 | 175 007 | 170 963 | 258 805 | 1 914 822 |
| Droits de porte | 48 252 | 72 096 | 55 601 | 74 554 | 84 665 | 88 780 | 91 590 | 91 002 | 73 484 | 97 116 | 99 938 | 106 212 | 983 291 |
| Autres Recettes non fiscales | 227 | 796 | 227 | 19 459 | 27 643 | 682 | 1 478 | 227 | 1 819 | 341 | 341 | 4 524 | 57 764 |
| I- 2 appuis budgétaires (dons budgétaires) | | | | | | 4 000 | | | | | | 42 000 | 46 000 |
| II- CHARGES : | 369 186 | 312 375 | 429 429 | 390 506 | 263 356 | 375 705 | 376 641 | 310 559 | 392 670 | 339 872 | 272 487 | 530 482 | 4 363 266 |
| II-1 Dépenses obligatoires | 202 284 | 126 511 | 247 448 | 225 738 | 127 989 | 188 960 | 201 586 | 170 401 | 264 859 | 163 736 | 133 262 | 297 978 | 2 350 752 |
| Total Salaires et pensions | 90 169 | 90 169 | 90 169 | 90 169 | 90 169 | 90 169 | 90 169 | 90 169 | 90 169 | 90 169 | 90 169 | 90 169 | 1 082 028 |
| Salaires CCAP | 58 819 | 58 819 | 58 819 | 58 819 | 58 819 | 58 819 | 58 819 | 58 819 | 58 819 | 58 819 | 58 819 | 58 819 | 705 828 |
| Pensions | 8 000 | 8 000 | 8 000 | 8 000 | 8 000 | 8 000 | 8 000 | 8 000 | 8 000 | 8 000 | 8 000 | 8 000 | 96 000 |
| Salaires corps émergents | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 42 000 |
| Salaires titres 3 et titre 5 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 24 000 |
| Salaires sur compte de dépôt | 14 250 | 14 250 | 14 250 | 14 250 | 14 250 | 14 250 | 14 250 | 14 250 | 14 250 | 14 250 | 14 250 | 14 250 | 171 000 |
| salaires collectivités territoriales | 3 600 | 3 600 | 3 600 | 3 600 | 3 600 | 3 600 | 3 600 | 3 600 | 3 600 | 3 600 | 3 600 | 3 600 | 43 200 |
| Total dette publique | 101 464 | 36 342 | 157 279 | 119 319 | 37 820 | 98 791 | 95 167 | 80 232 | 174 690 | 57 317 | 43 093 | 207 809 | 1 209 323 |
| Dette extérieure | 73 009 | 23 662 | 103 115 | 112 211 | 30 851 | 79 008 | 69 821 | 25 232 | 71 954 | 46 769 | 34 649 | 57 689 | 727 971 |
| principal | 49 893 | 19 893 | 40 970 | 98 251 | 12 636 | 44 510 | 48 867 | 21 767 | 41 265 | 35 091 | 16 652 | 50 331 | 480 126 |
| intérêt | 23 116 | 3 770 | 62 145 | 13 959 | 18 215 | 34 498 | 20 955 | 3 465 | 30 689 | 11 678 | 17 997 | 7 358 | 247 844 |
| Dette intérieure | 28 455 | 12 680 | 54 164 | 7 108 | 6 969 | 19 782 | 25 346 | 55 000 | 102 736 | 10 548 | 8 444 | 150 120 | 481 353 |
| Prinicipal (opération de trésorerie) | | | | | | | | | 55 000 | | | | 55 000 |
| Prinicipal | 16 684 | - | 41 250 | - | 5 567 | 6 288 | 16 684 | 55 000 | 41 902 | - | 5 567 | 135 255 | 324 196 |
| intérêt | 11 772 | 12 680 | 12 914 | 7 108 | 1 403 | 13 494 | 8 662 | - | 5 833 | 10 548 | 2 877 | 14 864 | 102 156 |
| Bourses | 10 651 | | | | 16 250 | | 16 250 | | | 16 250 | | | 59 401 |
| II- 2 Autres dépenses du Trésor : | 150 742 | 169 704 | 140 820 | 148 608 | 119 207 | 170 585 | 158 895 | 123 998 | 111 651 | 159 976 | 123 064 | 216 344 | 1 793 595 |
| Dépenses de matériel et d'équipement | 46 648,24 | 60 809 | 58 223 | 58 608 | 36 135 | 65 778 | 57 026 | 44 812 | 37 647 | 57 404 | 44 485 | 83 083 | 650 658 |
| Tirages sur divers comptes de dépôt | 104 093 | 108 895 | 82 597 | 90 000 | 83 072 | 104 807 | 101 869 | 79 186 | 74 004 | 102 572 | 78 579 | 133 261 | 1 142 937 |
| II-3 Opérations de trésorerie | 16 160 | 16 160 | 41 160 | 16 160 | 16 160 | 16 160 | 16 160 | 16 160 | 16 160 | 16 160 | 16 160 | 16 160 | 218 919 |
| Dépenses des collectivités territoriales | 8 373 | 8 373 | 8 373 | 8 373 | 8 373 | 8 373 | 8 373 | 8 373 | 8 373 | 8 373 | 8 373 | 8 373 | 100 475 |
| Nivellement CCP | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 42 000 |
| OPEX | 4 287 | 4 287 | 4 287 | 4 287 | 4 287 | 4 287 | 4 287 | 4 287 | 4 287 | 4 287 | 4 287 | 4 287 | 51 444 |
| Autres opération de financement (crédit hôtelier, participation financières, fond de stabilisation Fonsis) | | | 25 000 | | | | | | | | | | 25 000 |
| Déficit | - 244 962 | - 87 528 | - 252 317 | - 131 462 | 2 174 | - 91 277 | - 122 452 | - 73 527 | - 172 446 | - 67 407 | - 1 245 | - 118 941 | - 1 361 389 |
| III Autres ressources de trésorerie | 15 491 | 85 200 | 272 414 | 116 106 | 12 358 | 114 617 | 119 634 | 104 685 | 103 534 | 70 031 | 37 834 | 78 765 | 1 130 669 |
| Mobilisation Traités et Effets | 1 623 | 1 623 | 1 623 | 1 623 | 1 623 | 1 623 | 1 623 | 1 623 | 1 623 | 1 623 | 1 623 | 1 623 | 19 476 |
| Remboursement nivellement CCP | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 42 000 |
| Tirages programmes | | | | | | | | | 42 600 | | | 64 400 | 107 000 |
| Ressources des collectivités territoriales | 5 368 | 5 077 | 7 291 | 5 983 | 7 235 | 9 494 | 9 511 | 19 562 | 11 811 | 9 908 | 7 711 | 9 242 | 108 193 |
| Remboursement OPEX | 5 000 | | | 5 000 | | | 5 000 | | | 5 000 | | | 20 000 |
| Emission sur le marché intérieur | | 75 000 | 205 000 | 100 000 | | 100 000 | 100 000 | 80 000 | 44 000 | 50 000 | 25 000 | | 779 000 |
| Bons du Trésor par adjudication (opérations de trésorerie) | | | 55 000 | | | | | | | | | | 55 000 |
| Bons du Trésor par adjudication | | | 50 000 | | | | | 30 000 | | | 25 000 | | 105 000 |
| Obligations du Trésor | | 75 000 | 100 000 | 100 000 | | 100 000 | 100 000 | 50 000 | 44 000 | 50 000 | | | 619 000 |
| Financement reporté | 232 490 | | | | | | | | | | | | 232 490 |
| NB: Solde projeté du compte de règlement en début de période | | 3 019 | 690 | 20 787 | 5 431 | 19 964 | 43 304 | 40 486 | 71 644 | 2 733 | 5 356 | 41 946 | |
| NB: Solde projeté du compte de règlement en fin de période | 3 019 | 690 | 20 787 | 5 431 | 19 964 | 43 304 | 40 486 | 71 644 | 2 733 | 5 356 | 41 946 | 1 770 | |

ANNEXE XI : SITUATION DES RESTES A PAYER AU 30 SEPTEMBRE

Situation des restes à payer au 30 septembre

| | Crédits ouverts | Crédits payés | Reste à exécuter | Montant pris en charge | Reste à payer |
|----------------------|--------------------|--------------------|---------------------------|-----------------------------|--------------------------|
| Titre 3 | 376 143 039 890,00 | 318 641 738 466,00 | 57 501 301 424,00 | 322 977 774 007,00 | 4 336 035 541,00 |
| Titre 5 | 201 851 802 811,00 | 82 410 868 993,00 | 119 440 933 818,00 | 85 068 110 693,00 | 2 657 241 700,00 |
| Total | | | 176 942 235 242,00 | 408 045 884 700,00 | 6 993 277 241,00 |
| Titre 4 | 845 137 161 293,00 | 691 694 744 115,00 | 153 442 417 178,00 | 696 833 529 429,00 | 5 138 785 314,00 |
| Titre 6 | 722 230 336 130,00 | 492 716 753 055,00 | 229 513 583 075,00 | 492 725 600 019,00 | 8 846 964,00 |
| Total | | | 382 956 000 253,00 | 1 189 559 129 448,00 | 5 147 632 278,00 |
| Total général | | | 559 898 235 495,00 | 1 597 605 014 148,00 | 12 140 909 519,00 |